N°1823 DÉCEMBRE 2020 4€

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

RAISONS SANITAIRES

ÉTAT SÉCURITAIRE

SOMMAIRE

N° 1823 - DÉCEMBRE 2020

3 Édito
3 Faits d'hiver. Classe tous-risques

TERRAINS DE LUTTES

4 Pierre Kauffmann, Une vie entière de militantisme anarchiste
5 Communiqué 11 novembre, maudite soit la guerre !
6 Confination. Oui pour le masque. Non pour la muselière !
8 Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon

LA VIE MODERNE

9 Robocratie : 30 000 robots tueurs
9 Robocratie : I9 pour les combats de rue

HISTOIRE

10 Helen Kel ler et les Wobbies
12 Les aventures d'Élisee Reclus à Bruxelles (2)

PASSE-PORTS

15 Strajk Kobiet, grève des femmes polonaises !
18 J'aime le FLQ
20 Guernica brûle une seconde fois… en Argentine
22 Sardaigne : confinements, révoltes et solidarité

RÉFLEXIONS

23 La pandémie, le numérique et la révolution (2)
24 Le féminisme ou la mort de Françoise d'Eaubonne
26 La Sorbonne
28 Azzedine Salhi n° 2, La sexualité
29 Faits d'hiver. Du terrorisme
29 Faits d'hiver. Sauve qui peut, les enfants
30 Sexualiser les filles aujourd'hui

DOSSIER

Raisons sanitaires, état sécuritaire

31 BD : Farfadet
32 Les ennemis de nos ennemis ne sont pas (forcément) nos amis
34 Sécurité globale : en marche… vers la démocrature
36 Pandémie de grippe étatique
38 Gestion étatique sécuritaire de la « santé » humaine et animale
40 BD : Chronique d'une pandémie
43 C'est pour ton bien !

CULTURES

44 « Les rebelles » ou la transgression de l'interdit dans les contes traditionnels
46 Un rebelle, un film, une chanson
47 Encyclo actu
48 Aredje ton char, Binamé !

FICHES DE LECTURE

50 Primitivisme et effondrement
50 Décolonisation : liberté octroyée ou fruit des luttes ?
51 Féminismes dans le monde
51 Une théorie féministe de la violence
52 Chroniques Noir & Rouge

LA FÉDÉ

53 Annuaire des groupes et liaisons de la fédération anarchiste

55 Strip : Bad Rabbit
56 Colloque : Il y a 150 ans, la Commune de Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

• **tarif réduit :** chomeur·se·s, étudiant·e·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)

• **tarif réduit :** chômeur·se·s • **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin

sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires - 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'odre de « Les Pulications libertaires »

☐ **par virement bancaire :** IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617 - BIC CCOPFRPPXXX

☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB

COMPTEÀ DÉBITER TITULAIRE . . . . . .

IBAN : ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊ . . . BIC : ⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊⌊

mon adresse de livraison

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Code Postal . . . . . .

Ville . . . . . .

Date : ⌊⌊ ⌊⌊ ⌊⌊⌊⌊

signature :

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel : administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL EMETTEUR: 58 50 98

signature obligatoire :

***Le Monde libertaire* est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

Édito

Bienvenue dans ce Nouveau *Monde… libertaire*. Notre copain Baalbeck passe le relais pour la maquette. Il avait pris cette responsabilité dans l'urgence, découvrant tout, domptant la bestiole pour permettre au *Monde libertaire* papier de poursuivre sa route. Merci à toi compagnon. Merci et chapeau bas. Pour la suite, bienvenue à Philippe qui met son savoir-faire de pro au service du journal.

Bienvenue dans un monde de plus en plus sécuritaire. Mais ne nous trompons pas, ce n'est pas la faute de l'État tueur de libertés à gage ou au capitalisme son commanditaire… non, c'est la faute du pangolin.

À raisons sanitaires évidentes, l'État répond par toujours plus de lois, contraintes, ordres, contre-ordres, amendes. Tu veux aller manger avec deux, trois potes dans un petit restau à la sécurité réfléchie : pas bien ! Le môme du serveur sans boulot fait la queue au self de son bahut : bien ! Tu veux aller boire un pot avec tes collègues d'atelier au bistrot du coin : pas bien ! Tu turbines au boulot à côté de tes collègues : bien ! Pas content, tu vas dans une manif et prends en photo des flics qui s'acharnent sur un·e manifestant·e au sol : pas bien. L'État veut t'interdire de prendre ces photos : bien !

Finalement non, souhaitons la malvenue à cet avenir qu'on souhaite nous imposer.

« Heureusement que mes canaris sont en cage. Les libérer ?… Vous n'y pensez pas, ils n'ont connu que la captivité. » C'est ça l'avenir serein que l'on souhaite aux futures générations ?

Alors retroussons-nous les manches, arrêtons de déléguer la résistance à d'autres. L'État, par média interposés, nous endort avec ses discours. Détroussons le marchand de sable et à chacun ses grains de sable pour bloquer ce système.

Un dernier mot pour les camarades du groupe de Metz. La grande faucheuse vous/nous a fait un sale coup en vous/nous privant de Pierre. C'était un mec qui…

À vous la suite…

Bernard

Le Monde libertaire
145, rue Amelot 75011 Paris.

Direction de la publication :
Claudine Annereau

Maquette - mise en page
Philippe Camus (ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4€
Dépôt légal : 1er trimestre 1977
N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire : 0624D80740

Numéro d'imprimeur : 19070146

Imprimé par : Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

Ce numéro comporte pour les abonnés un bulletin d'offre d'abonnement.

FAITS D'HIVER CLASSE TOUS RISQUES

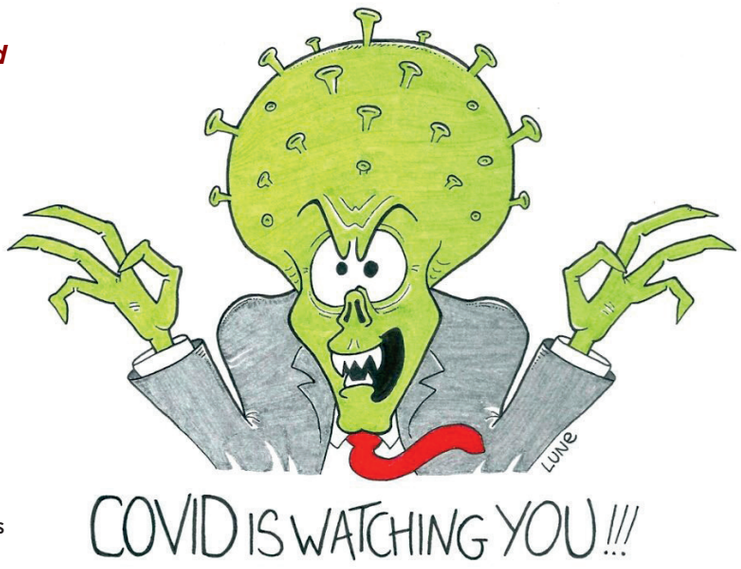
Au royaume du capitalisme et du « partenariat » social, s'il est un mot tabou, c'est bien celui de classe sociale et de lutte des classes. La sexualisation, la genrisation, la racisation, la verdisation…, ce n'est pas vraiment un souci pour peu que ça n'effleure que le pourquoi et le comment du système. À savoir l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre au plus grand profit (financier et autre) d'une classe sociale, la bourgeoisie.

Pour autant, analyser le capitalisme d'aujourd'hui au seul microscope (non électronique) d'une conception économiciste de la lutte des classes peut conduire à certaines attitudes à minima paradoxales. C'est ainsi que, parce que les musulmans sont largement stigmatisés dans notre pays, parce que l'Islam est la religion d'une couche sociale surexploitée, parce que la majorité des croyants musulmans est composée de braves gens…, on met la pédale douce, voir le frein à main, sur les attentats commis par des fous de dieu islamistes, histoire de ne pas hurler avec les loups d'extrême droite. Louable intention, mais… !

Ce faisant, comme on continue à combattre hardi tiens bon la religion catholique dont il est bien connu qu'elle ne concerne que les bourgeois du XVIe et non pas une classe ouvrière et paysanne naturellement exempte de tout racisme, on laisse à entendre qu'on aurait une conception de la critique de TOUTES les religions à géométrie variable.

Ce serait pourtant simple de rester solidaires de tous les exploités et de combattre toutes les religions et leurs églises tout en respectant les croyants, mais pas toutes leurs croyances (l'excision, la polygamie, l'infériorisation du statut social des femmes…). Et de prôner une république sociale laïque. Trop simple, sans doute !

Jean-Marc Raynaud



Pierre Kauffmann

Une vie entière de militantisme anarchiste

Pierre, nous sommes nombreuses et nombreux à la FA à avoir envie de te rendre hommage. Mais laissons ton groupe, tes potes de Metz, trouver les mots. (*Le Monde libertaire*)

Notre camarade de toujours, Pierre Kauffmann, s'est éteint le vendredi 30 octobre 2020, à l'âge de 65 ans.

Ce fut dès ses 20 ans, en 1975, qu'il adhéra à la Fédération anarchiste, pour ne plus jamais la quitter, et qu'il fut l'un des fondateurs du Groupe de Metz, qu'il animera pendant 45 années, jusqu'à sa disparition.

Pierre était l'archéty pe même du vrai anar. Il avait toujours été anarchiste, et ne cessera jamais de l'être, ni de lutter, contre vents et marées parfois, pour son idéal qu'il portait haut dans son cœur.

Figure incontournable de l'anarchisme en Lorraine, et éternel secrétaire de notre Groupe de Metz, il avait aussi exercé des mandats au sein de la Fédération anarchiste, dont il fut, durant une année, le secrétaire aux relations intérieures puis, durant quatre années, le commissaire aux comptes.

Pendant des années et des années, Pierre parcourra la France, d'est en ouest et du nord au sud, pour se rendre aux différents congrès et autres réunions de la Fédération anarchiste, afin de contribuer à la vie de cette organisation qu'il aimait tant. Au cours de ces voyages, il avait connu beaucoup de ces grands personnages que compte la Fédération anarchiste, et il avait su, d'elles et d'eux, tirer le meilleur et s'inspirer. À force de le voir partout, tout le monde le connaissait, l'appréciait et le respectait. Il était devenu, à la F.A. aussi, une figure incontournable, et vers laquelle on aimait se tourner. Pour preuve, ces nombreux témoignages de sympathie, saluant le militant et l'homme, que nous avons reçus pour lui des quatre coins du monde militant.

C'était toute cette expérience, cette bienveillance et cette abnégation qui ressortaient toujours de lui pour retomber sur celles et ceux qui le côtoyaient. Nous savons que toutes celles et tous ceux qui l'ont connu n'ont pu que grandir, s'inspirer et s'enrichir de sa présence chaleureuse et de sa détermination à entretenir la flamme de l'anarchie, ici et maintenant, comme il le fit aussi ailleurs auparavant, ainsi qu'il le fera partout et toujours. C'était avec conviction et affection qu'il transmettait ses grandes et belles valeurs qui l'ont animé et poussé toute sa vie durant.

Au fil des années qui s'écoulaient, afin de maintenir allumée cette flamme de l'anarchie qu'il n'aurait jamais laissée s'éteindre, il tenait, sur Metz principalement, réunions et permanences, et organisait conférences, débats ou projections. Et même dans les moments les plus difficiles, il était toujours là, bien présent et debout, et n'abandonna jamais. Seule la mort l'arrêta.

Mais entre-temps, combien de personnes éclairées ? Et combien lui sont reconnaissantes ?

PIERRE DEVANT DES DRAPEAUX FA

Ces dernières années, notre Groupe de Metz, s'étant, à sa plus grande satisfaction, étoffé, nous avions pu organiser pour la Fédération anarchiste, une de ses réunions les plus importantes après son congrès annuel, un CRE/CFA (Comité de relations élargi / Centre de formation anarchiste) à Metz. Pierre en était bien entendu ravi, mais ce qui l'aurait rendu encore plus heureux, ce but qu'il poursuivait depuis deux ou trois ans maintenant, était d'accueillir un congrès de la Fédération anarchiste à Metz, ce qui aurait été une première dans l'est de la France. Malheureusement, il est parti avant, mais… qui sait ?

Quoi qu'il en soit, tout ce riche héritage que Pierre nous a transmis, son combat d'une vie, son combat pour l'anarchie, nous éclairera et nous inspirera toujours, nous, comme tant d'autres, et alimentera à coup sûr nos actions futures, pour que vive, toujours et partout, la flamme de l'anarchie.

Chapeau, Pierre !
Tu t'en es peut-être allé,
mais quelque part,
tu seras toujours avec nous.

Le Groupe de Metz
de la Fédération Anarchiste
Le 6 novembre 2020

F.A. (Faut Ajouter) : Pour d'autres informations sur la vie de Pierre Kauffmann, vous pouvez lire la page qui lui est consacrée sur le dictionnaire Maitron en ligne (https ://maitron.fr/spip.php ? article155285).

Confédération Nationale du Travail Manche

Fédération Anarchiste Groupe Manche

11 novembre : Maudite soit la guerre !

Communiqué du 11 novembre 2020

Comme chaque année, l'anniversaire de la signature de l'armistice de la première guerre mondiale est l'occasion de se rappeler que la guerre 14-18, la der des ders, ne fut pas la dernière. A chaque crise, le pouvoir donne l'illusion de prendre en compte les aspirations du peuple, il promet que c'est la dernière fois, que ça va changer, et nous voyons bien que ce n'est toujours pas le cas : conflits armés, conflits sociaux et crises sanitaires sont l'actualité. Maudite soit la guerre, maudit soit le pouvoir.

Hélas, cette année, les contraintes sanitaires imposent l'annulation du traditionnel rassemblement du 11 novembre devant le monument aux morts pacifiste d'Equeurdreville-Hainneville. Néanmoins, nous souhaitons ici réaffirmer notre dégoût des politiques militaristes des états et des entreprises privées. Que ce soit les conflits armés, les interventions extérieures, la production et les ventes d'armes, le service militaire ou le Service National Universel (SNU), la bombe atomique et l'industrie nucléaire qui va avec, nous sommes résolument pour l'abolition pure et simple de ces pratiques mortifères. Dans le Cotentin, une fois encore et à l'image de ce qui se passe dans toute l'industrie nucléaire civile liée inévitablement et depuis toujours à l'industrie nucléaire militaire, le chantage à l'emploi sert de bouclier contre les attaques de celles et ceux qui voudraient que la région cesse la production et la vente de matériels militaires et réoriente ses stratégies industrielles vers des productions réellement utiles au bien commun et à la relocalisation de la production de biens de premières nécessités. Militer pour la paix, c'est militer pour la fin de la production et de la vente d'armes, c'est lutter pour la démilitarisation unilatérale, c'est travailler en faveur de la solidarité entre les peuples loin des conflits de pouvoir et de puissance portés par des dirigeants politiques égoïstes, mégalomanes et déconnectés des réalités et volontés des peuples.

Aujourd'hui encore, la France se classe parmi les premières nations exportatrices d'armement. Les gouvernements et les élus locaux successifs se félicitent de la signature de nouveaux contrats, et partout dans le monde des armes françaises sont vendues et utilisées pour tuer des civils et des militaires. Ce sont leurs guerres, ce sont nos morts. La rhétorique militariste s'installe partout, jusque dans les écoles et auprès des jeunes par l'intermédiaire du Service National Universel, visant à réinstaurer un état d'esprit militaire dans une jeunesse laissée pour compte par le chômage de masse et les politiques de libéralisation du code du travail depuis plusieurs décennies. Les réponses apportées par le pouvoir visent uniquement à maintenir le peuple sous son emprise et à défendre ses intérêts de classe. Ainsi les décisions de l'oligarchie ne sont jamais guidées par la volonté de paix, de justice, d'équité ni de solidarité, car les intérêts des puissances dirigeantes sont en contradiction avec les intérêts des peuples. Profitons de cette journée pour clamer haut et fort que nous lutterons ici et maintenant et pour toujours en faveur d'une société débarrassée des délires militaro-industriels et de celles et ceux qui les défendent.

Maudite soit la guerre, maudit soit le pouvoir, luttons pour la liberté, l'égalité, la solidarité et la paix !

CNT Manche / Email : cntmanche@cnt-f.org / Facebook : @cntmanche / Twitter : @CntManche / Instagram : cntmanche

FA Groupe Manche / Email : famanche@riseup.net / Facebook : @famanche

Confination

Bretagne, 1er novembre.

Qu'a fait l'État depuis 6 mois ?

- ✗ Ségur de la santé : Augmentation de salaires pour les personnels soignants (mais pas tous !), aucune amélioration de leurs conditions de travail, 40% des infirmiers rêvent de raccrocher leur blouse malgré leur utilité sociale
- ✗ Augmentation du nombre de lits en réanimation (de 5000 à 5800 au 15/10/2020) puis à quelques jours du nouveau confinement, passage à 12 000 lits en urgence pour le Covid au détriment des autres pathologies. Suppression de 5 000 lits par an en moyenne tous services confondus sur 20 ans
- ✗ Volonté de création d'une 5ème branche dépendance à la sécurité sociale : rien pour les EHPAD
- ✗ Des milliards d'euros pour la relance : fréquentation en hausse de 20% des associations d'aide alimentaires
- ✗ Plan jeunes : « 1 jeune, 1 solution » : refus d'ouverture du RSA au moins de 25 ans
- ✗ Transition écologique : Autorisation des pesticides néonicotinoïdes destructeurs de la bio-diversité
- ✗ Responsabilisation face à la pandémie : explosion du nombre d'amendes de 135€ pour des motifs liberticides , pas de responsabilité pénale pour les entreprises qui ne protègent pas leurs salariés

Si la crise sanitaire met en avant la problématique de l'organisation des hôpitaux et plus généralement du système de santé, détruit depuis tant d'années par des logiques libérales des plus folles, aujourd'hui la question primordiale devrait être: quelle organisation de la société ? Les faits nous confortent :

L'État ne sert à rien, organisons-nous sans lui

L'exemple des masques le démontre.

Mars : L'État n'a rien prévu.

Le bon sens de « la base » réagit sans attendre et des couturières (oui elles sont plus nombreuses, le patriarcat a "bien" fait son boulot) se mettent au travail. Entraide. Autogestion. Pas besoin de patron ni d'État pour s'organiser.

Au mois d'avril, l'État promeut le masque (après avoir passé 3 mois à expliquer partout qu'il était inutile) puisque le capitalisme prend le relais.

Si aujourd'hui nous portons le masque, même en tant qu'anarchistes, c'est par principe d'entraide, et non parce que l'État nous exhorte à le porter pour sauver cette économie néolibérale et surtout pas se remettre en question.

Tract diffusé par le groupe le Ferment de la FA
en ce temps confiné sans réel confinement.

Oui pour le masque. Non pour la muselière !

Si le combat de ce gouvernement Macron c'est le séparatisme, pour nous c'est la séparation d'avec l'État.

Une rupture non pas à l'amiable mais bien pour fautes graves.

La liste des coups portés est longue ! Nos cicatrices le montrent.

La pauvreté augmente

En 2018, le taux de pauvreté, dans l'Hexagone, avoisine les 14,7 % de la population, 9,3 millions de pauvres. En 2017, la France comptait 8,9 millions de personnes en situation de précarité alors qu'en 2000, l'INSEE recensait

7,8 millions de pauvres.

Les plus riches s'enrichissent toujours plus

Les sociétés cotées au CAC 40 ont vu leurs profits augmenter de 12% par rapport à 2018, un record ! Que du bonheur pour les actionnaires, distribution de dividendes à foison : Total (8,5 milliards d'euros), Sanofi (3,8 milliards), BNP Paribas (3,7 milliards) et aussi 3,2 milliards pour Vivendi et AXA, 3 pour LVMH, 2,9 pour L'Oréal et 2,8 pour Engie, etc...

Avec la complicité de l'État !

En effet, ce sont ces mêmes entreprises qui ont perçues des millions d'euros de CICE : crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi. Enfin, surtout pour la compétitivité car pour l'emploi Carrefour, Auchan, Sanofi (pour ne citer qu'elles) multiplient les licenciements et les départs « volontaires ».

Ce sont toujours les mêmes sacrifiés qui doivent sortir bosser et consommer au profit des plus riches. Et aujourd'hui, les zautorités essayent de faire passer pour intelligente la décision de fermer les rayons culturels. On interdit les livres maintenant ! (Enfin pas sur Amazon...). Apparemment le livre n'est pas un produit de première nécessité mais l'alcool et les chips, oui. On comprend le gouvernement, mieux vaut subir la colère des lecteurs-lectrices que des personnes en manquent d'alcool (et puis ça rapporte à l'État contrairement à la culture).

En attendant, ce reconfinement est amené par un Castex qui arrive les bras ballant pour nous expliquer qu'il va y avoir beaucoup de morts et que, en gros, on n'y peut rien. La peur du lendemain au niveau économique a aujourd'hui été remplacée par la peur sanitaire. Ce qui montre bien la logique sur laquelle reposent nos sociétés.

Bientôt Macron va utiliser lui-même ce slogan de manif "Travaille, Consomme et ferme ta Gueule ". Décomplexé le gars!

Urgence sanitaire, État totalitaire?...

Groupe le Ferment

Nous avons reçu le communiqué suivant.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon. Son monde est à l'opposé de celui que nous défendons. Nous ne voulons pas voir les villes se vider pour devenir des cités-dortoirs hyperconnectées. Amazon est le fer de lance du saccage des rapports humains et de l'artificialisation de la vie. Nous devons, sans attendre, boycotter et saboter son monopole.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon. Les conditions de travail dans ses entrepôts et en dehors (bas salaires, précarité, cadences exténuantes, pauses réduites, management électronique, chasse aux syndicalistes), son impact écologique (destruction des invendus, bétonisation, utilisation massive d'énergie pour les frets aériens et routiers), l'enrichissement démesuré de son patron et de ses actionnaires sont autant de marques du cynisme du modèle économique et social défendu par cette multinationale.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon. Les librairies sont des lieux de rencontre, d'échange critique, de débat, de proximité. Un livre doit pouvoir être défendu auprès de ses lecteurs·rices par un·e libraire, un·e éditeur·rice, un·e auteur·rice et ne pas être invisibilisé par les « meilleures ventes du moment ». Nous ne voulons pas remplacer les conseils d'un·e libraire par ceux d'un algorithme, ni collaborer à un système qui met en danger la chaîne du livre par une concurrence féroce et déloyale.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon. Diffuser de la pensée critique ne peut se faire par ce type de plateforme. Si nous lisons, publions et défendons des textes, c'est pour affûter nos imaginaires et donner corps à nos refus comme à nos convictions. Nous ne sacrifierons pas notre idée du livre pour un compromis financier. Nous ne nous laisserons pas imposer un futur uniforme et impersonnel.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon. Avatar d'un système global, Amazon représente un monde dont nous ne voulons pas et avec lequel il est grand temps de rompre.

Nous ne vendrons plus nos livres sur Amazon et appelons l'ensemble des maisons d'édition et acteurs·rices de la chaîne du livre à nous rejoindre dans cet engagement.

Signataires : Hobo Diffusion, Éditions Divergences, Éditions la Tempête, Nada éditions, Éditions du commun, L'oeil d'or, Les Éditions sociales, La Dispute, Éditions Grevis, Éditions Ixe, La Lenteur, Le Monde à l'envers, Panthère première, Tendance Négative, Audimat, Éditions des Mondes à faire, Éditions du bout de la ville, Huber éditions, Archives de la zone mondiale, Smolny, Otium, Ici-bas, Éditions Pontcerq, Faces cachées éditions, Serendip livres, Paon Diffusion, Les Éditions libertaires, Gruppen, Black star (s)éditions, Le Chien rouge, Rue des Cascades, Éditions Dépaysage, Éditions Goater, HumuS, Homo Habilis, Tahin Party, L'atinoir, Éditions Adespote, Éditions Blast, Asinamali, Éditions Daronnes, Les Éditions de la Roue, Éditions Noir et Rouge, Les Nuits rouges, Jef Klak, Premiers matins de novembre, Les Éditions de l'Éclisse, Même pas mal.

ROBOCRATIE

30 000 robots tueurs

Bienvenue en 2030, les 30 000 soldats robots de sa royale Majesté vous y attendent. Mais pas d'inquiétude, car « l'homme sera dans la boucle » ! Bon… ici on n'y croit pas beaucoup – pas du tout.

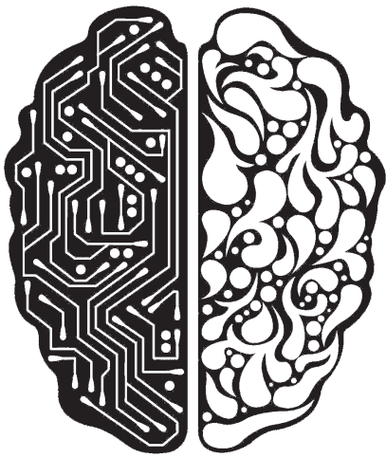
Remenbrance day : le dimanche qui précède le 11 novembre, le gouvernent anglais commémore ses soldats morts de la « grande guerre » – plus d'un million. L'occasion pour le chef d'état-major de la Défense, d'annoncer sur Sky News, que d'ici 2030 un quart des 120 000 militaires « pourraient bien » être des robots. Affirmant que l'armée peine à recruter et que la technologie est la clef de la guerre moderne, le général Sir Nick Carter a dévoilé la « doctrine » : les robots seront en support, à l'arrière, et en armes, pilotés ou « semi-autonomes », sur les lignes de front. 30 000 soldats-robots.

Cette annonce de l'état-major confirme ce que les observateurs savaient déjà, les trois forces de l'armée britannique – Air, Terre et Mer – rivalisent dans la course aux robots tueurs. Il fallait juste laisser à la technologie le temps de se perfectionner afin de les rendre toujours plus autonomes. La première étape du plan de communication restreignait les robots à la surveillance. Deuxième étape : Obama et ses assassinats ciblés. La troisième maintenant, prépare les populations au déploiement de bataillons de robots en ville, « sous le contrôle d'autres humains ».

Militaires et gouvernants développent la doctrine rassurante du « *Man in the loop* » : promis juré, l'homme sera toujours « dans la boucle ». Croix de bois, croix de fer, honneur des militaires ; si je mens tu iras en enfer ! On respire, c'est un humain qui décidera de la mort, respectant une charte éthique . Mais les experts savent qu'un tel discours cache mal le complot, ce mensonge sautera lorsque **l'état de fait** sera avéré : l'automatisation de la traque et de la mort. La puissance de destruction des armes est devenue telle que le « *first mover advantage* » – l'avantage au premier joueur – est définitif : il faut tirer le premier. Et comme les neurosciences l'on démontré, en dehors des actes réflexes, les humains sont très lents à décider. Le temps de la décision humaine se compte en secondes, contre des microsecondes pour les robots, un million de fois plus rapides ! L'affrontement entre un humain et un robot verra nécessairement le robot gagner, c'est un fait. Et à la guerre, il faut **absolument** gagner : les humains ne seront pas « dans la boucle ».

Des machines intelligentes décideront de nous tuer ; nous tueront.

Hépha Istos



BY SEANBATTY / PIXABAY

ROBOCRATIE

I9 pour les combats de rue

L'armée anglaise a développé un soldat robot armé de fusils. Piloté par une intelligence artificielle auto-apprenante, il identifie ses cibles, les poursuit en intérieur, puis les « neutralise ». Son objectif : dominer les combats de rue.

Il y a quatre mille ans les artisans bronziers du néolithique européen inventaient l'épée ; la guerre. Depuis, les militaires pilotent l'innovation technologique car les « meilleures » armes gagnent la guerre. Plus près de nous, c'est le 21 décembre 2019 que le gouvernement français rejoignait la voie ouverte par les États-Unis dès 2001 ; un communiqué annonçait son premier assassinat par un drone Reaper, au Mali. Mais si les armes sont vitales, les soldats sont mortels. En ce début de millénaire en Angleterre, scientifiques, ingénieurs et ouvriers ont donné un nouveau corps au rêve des gouvernants : des soldats infaillibles et immortels. Voici I9, robot tueur autonome.

Lancer des missiles depuis une altitude de 12 000 mètres n'était que le début, les drones doivent descendre et combattre au sein des villes. Mais ça ne marchait pas ! En intérieur, les remous créés par leurs moteurs les crashent sur les murs, et faute de visibilité et ils sont inpilotables à distance. Il fallait augmenter significativement leur autonomie, ce qui fut fait au Royaume-Uni avec un « bijou technologique » dédié au combat rapproché. Le problème du « *wall suck* » est résolu, son petit mètre, ses six rotors lui confèrent une incomparable maniabilité et chacun de ses deux fusils tue à chaque coup. Piloté par le meilleur de l'intelligence artificielle, ce robot **comprend** son environnement, il y évolue avec aisance, identifie ses cibles, les poursuit sans effort puis les tue. Le soldat I9 longe les murs, pivote, pirouette, monte et descend, s'arrête devant une fenêtre, observe l'intérieur de la pièce, y entre – peut-être explose-t-il la vitre –, ses lasers localisent, ses caméras reconnaissent, il ne s'interroge pas, ne connaît ni la peur ni le doute.

Alors, sans hésitation, de l'un de ses fusils, il vous tue.

Mais on vous rassure, ses cibles sont les « terroristes ». On vous rassure encore, des scientifiques médaillés, de brillants ingénieurs travaillent durement à mettre au point d'autres robots qui analysent les flux des téléphones, mails, pages web, Facebook, YouTube ou caméras CCTV, pour rédiger les fiches, X, Y ou encore « S » ; celles qui désigneront les cibles.

La mort, alors, sera automatisée ; on vous souhaite bonne chance.

Hépha Istos

Helen Keller et les WOBBLIES

Sourde, aveugle… et révolutionnaire.
(*Le Monde libertaire*)

Je dois dire qu'au moment où j'ai trouvé cette interview (lire ci-contre) j'ai été fort étonné. J'avais entendu parler de cette femme, née en 1880, morte en 1968, devenue sourde et aveugle deux ans après sa naissance. Ce que je savais d'elle relevait d'une histoire charitable. Elle doit à l'acharnement d'une autre femme, Anne Sullivan, d'avoir eu la possibilité de sortir de cet isolement terrible. Un grand nombre d'écrits, de pièces de théâtre, de films ont été réalisés à sa gloire. Elle fut longtemps le modèle caritatif américain. Mais qu'elle aille faire un tour chez les Wobblies avec une telle conviction je n'en avais jamais entendu parler, je ne m'y attendais pas.

Faut-il rappeler ce qu'étaient les Wobblies, les membres du IWW, Industrial Workers of the World ? Peut-être ? En 1905, 45 groupes d'ouvriers qui s'opposaient à la politique du principal syndicat américain AFL (American Federation of Labour) créèrent le IWW. Beaucoup de syndicats refusaient d'accepter les travailleurs immigrés, particulièrement les Irlandais et les Juifs, ce ne fut jamais le cas des Wobblies. Il y eut en son sein (1908) une scission et la faction radicale avec Big Bill Haywood emporta le morceau et resta aux manettes. Ils étaient partisans de la grève générale, du boycott et du sabotage. Vers 1913 il semblerait qu'ils aient eu au moins 100 000 membres. Un personnage qui eut une fin tragique a marqué la mémoire révolutionnaire. Il s'agit de Joe Hill qui avait été l'un des leaders de la grève des dockers de San Pedro sur la côte pacifique. Il écrivait aussi des chansons de lutte. Il fut impliqué dans l'assassinat de deux hommes, dont l'un était un ancien flic. Blessé par arme à feu dans une autre histoire, mais au même endroit, il fut accusé du meurtre, sans plus de preuve, les témoins au procès ne le reconnurent pas. Il était néanmoins un homme à abattre. Il fut condamné à mort et fusillé le 19 novembre 1915. Une célèbre chanson a été écrite, *Joe Hill*, et chantée par beaucoup de chanteurs dont Joan Baez ou Bruce Springsteen.

Les IWW étaient aussi partisans de la désobéissance civile comme celle qui eut lieu à Spokane, en 1909, initiée pour réagir au mépris d'une ordonnance du conseil municipal interdisant de parler dans la rue. Une ordonnance dirigée contre l'organisation des IWW. Ce jour-là, un par un, les membres de l'IWW montent sur une boîte à savon (une caisse renversée) et commencent à parler. Sur quoi la police de Spokane les jette de la boîte et les emmène en prison. Le premier jour, 103 Wobblies sont arrêtés, battus et incarcérés. En un mois, les arrestations vont monter à 500, dont la jeune et fougueuse oratrice Wobbly Elizabeth Gurley Flynn (1890-1964). Le combat pour la liberté d'expression de Spokane s'achèvera avec la révocation de l'ordonnance par la ville. Elle inaugurera des c ombats de libre expression dans d'autres villes, et est considérée comme l'une des plus importantes batailles pour la protection de la liberté d'expression de l'histoire américaine.

COUVERTURE DE *THE REBEL GIRL* PAR JOE HILL

Pierre Sommermeyer
Individuel

En 1916 paraît dans le *New York Tribune* une interview d'Helen Keller, intitulée « Pourquoi je suis devenue une IWW » faite par Barbara Bindley.

J'ai demandé à Mlle Keller de raconter les étapes qui l'ont conduite à devenir la radicale intransigeante qu'elle incarne aujourd'hui dans le monde en tant qu'Helen Keller, et non la douce sentimentaliste de l'époque des magazines féminins.

« **J'étais religieuse au départ** », a-t-elle déclaré en acquiesçant avec enthousiasme à ma demande. « **J'avais pensé que la cécité était un malheur.**

Puis j'ai été nommée dans une commission pour enquêter sur les conditions des aveugles. Pour la première fois, moi qui pensais que la cécité était un malheur indépendant de la volonté humaine, j'ai découvert qu'une trop grande partie de ce malheur était imputable à de mauvaises conditions industrielles, souvent causées par l'égoïsme et la cupidité des employeurs. Et le mal social y contribuait. J'ai découvert que la pauvreté conduisait les femmes à une vie de honte qui se terminait par la cécité.

Puis j'ai lu *Old Worlds for New* de HG Wells, des résumés de la philosophie de Karl Marx et de ses manifestes. J'avais l'impression de dormir et de m'éveiller à un nouveau monde - un monde différent de celui dans lequel j'avais vécu. Pendant un certain temps, j'ai été déprimée — sa voix s'attristait en souvenir – **mais peu à peu, ma confiance est revenue et j'ai réalisé que le miracle n'est pas que les conditions soient si mauvaises, mais que la société ait progressé jusqu'à présent malgré elles. Et maintenant, je me bats pour changer les choses. Je suis peut-être une rêveuse, mais les rêveurs sont nécessaires pour faire des faits !** » Sa voix a failli résonner dans son triomphe, et sa main a trouvé et serré mon genou en vibrant d'emphase.

— Et vous vous sentez plus heureuse que dans le beau monde imaginaire que vous aviez rêvé ? Je lui ai demandé.

« **Oui** », répondit-elle avec une ferme finalité dans la voix qui trébuche un peu. « **La réalité, même quand elle est triste, vaut mieux que les illusions.** (Ceci venant d'une femme pour qui il semblerait que toutes les choses terrestres ne sont que ça.) **Les illusions sont à la merci de tous les vents qui soufflent. Le vrai bonheur doit venir de l'intérieur, d'un but fixe et de la foi en ses semblables — et de cela, j'en ai plus que je n'en ai jamais eu.** »

KELLER TENANT UNE FLEUR DE MAGNOLIA, 1920

— Et tout cela a dû venir après que vous ayez quitté l'université ? N'avez-vous rien appris de tout cela à l'université ?

« **NON !** — une négation triomphante, presque terrifiante — **l'université n'est pas l'endroit où aller pour avoir des idées.** »

Je pensais que j'allais à l'université pour être éduquée, reprit-elle en se composant, et en riant plus légèrement, **Je suis un exemple de l'éducation dispensée aux générations actuelles, c'est une impasse. Les écoles semblent aimer le passé mort et y vivre.** »

— Mais vous savez, n'est-ce pas », ai-je plaidé par l'intermédiaire de Mme Macy (l'interprète), et pour elle, « que les intentions de vos professeurs étaient pour le mieux.

« **Mais elles ne valaient rien,** a-t-elle répondu**. Ils ne m'ont pas appris les choses telles qu'elles sont aujourd'hui, ni les problèmes vitaux des gens. Ils m'ont appris le théâtre grec et l'histoire romaine, les exploits de la guerre plutôt que ceux des héros de la paix. Par exemple, il y avait une douzaine de chapitres sur la guerre où il y avait quelques paragraphes sur les inventeurs, et c'est cette insistance excessive sur les cruautés de la vie qui engendre un mauvais idéal. L'éducation m'a appris que c'était plus beau d'être un Napoléon que de créer une nouvelle pomme de terre. C'est dans ma nature de me battre dès que je vois des torts à réparer. C'est pourquoi, après avoir lu Wells et Marx et appris ce que je faisais, j'ai rejoint une branche socialiste. J'ai pris la décision de faire quelque chose. Et la meilleure chose semblait être de rejoindre un parti combattant et d'aider leur propagande. C'était il y a quatre ans. Je suis devenu industriel depuis** ».

— Un industriel ? demandai-je, surpris par mon calme. Vous ne voulez pas dire un IWW - un syndicaliste ?

« **Je suis devenu un IWW parce que j'ai découvert que le parti socialiste était trop lent. Il est en train de s'enfoncer dans le marécage politique. Il est presque, sinon tout à fait, impossible pour le parti de conserver son caractère révolutionnaire tant qu'il occupe une place sous le gouvernement et qu'il se présente aux élections sous ce dernier. Le gouvernement ne défend pas les intérêts que le parti socialiste est censé représenter.**

Le socialisme, cependant, est un pas dans la bonne direction, a-t-elle concédé pour ses auditeurs dissidents.

La vraie tâche est d'unir et d'organiser tous les travailleurs sur une base économique, et ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent s'assurer la liberté, qui doivent devenir forts. Mlle Keller a poursuivi**. Rien ne peut être gagné par l'action politique. C'est pourquoi je suis devenue une IWW** ».

— Quel incident particulier vous a conduit à devenir un IWW, ai-je interrompu**.**

« **La grève de Lawrence. Pourquoi ? Parce que j'ai découvert que la véritable idée de l'IWW n'est pas seulement d'obtenir de meilleures conditions, de les obtenir pour tout le monde, mais de les obtenir en même temps.** »

— Dans quoi vous êtes-vous engagée, l'éducation ou la révolution ?

« **La révolution**. — Elle a répondu de manière décisive**. — Nous ne pouvons pas avoir d'éducation sans révolution. Nous avons essayé l'éducation pour la paix pendant 1900 ans et elle a échoué. Essayons la révolution et voyons ce qu'elle va faire maintenant.**

Je ne suis pas pour la paix à tout prix. Je regrette cette guerre, mais je n'ai jamais regretté le sang des milliers de personnes versé pendant la Révolution française. Et les travailleurs apprennent à se débrouiller seuls. »

Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles

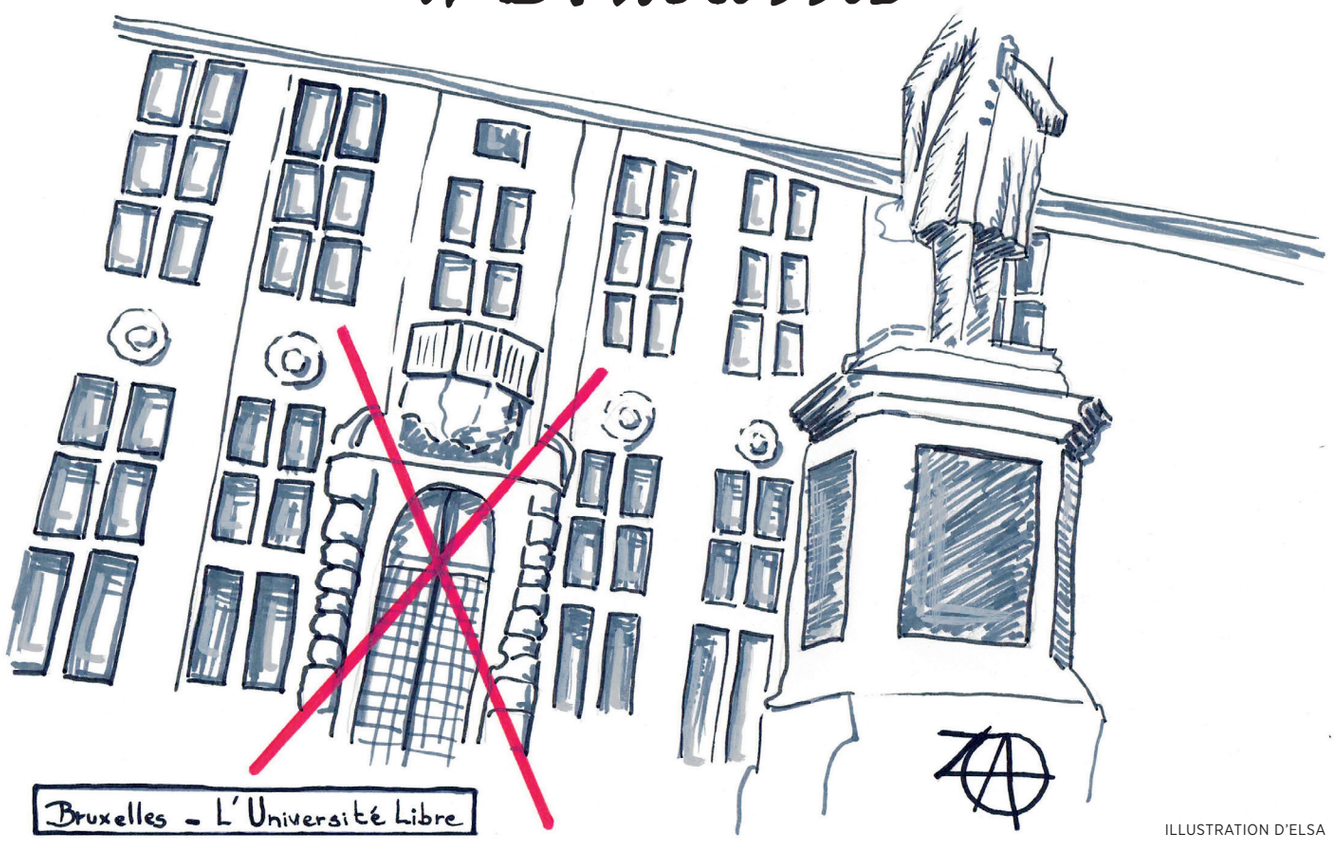


ILLUSTRATION D'ELSA

TOME 2

Entrée interdite aux anarchistes

Dans le premier épisode, nous avons raconté comment Élisée Reclus avait été invité à occuper la chaire de Géographie comparée à l'Université Libre de Bruxelles, à l'invitation du recteur, un autre géographe, Hector Denis. Nous avons vu comment le conseil d'administration de l'université s'était dégonflé devant la perspective d'accueillir un anarchiste dans ses rangs, suite à l'attentat parisien d'Auguste Vaillant, le 9 décembre 1893. Du coup, le cours d'Élisée Reclus, qui devait commencer au début de l'année 1894 est ajourné *sine die*...

Avec une élégance consommée, les concernés n'ont pas jugé utile d'avertir personnellement le principal intéressé. Ce dernier apprend donc l'ajournement de son cours par les journaux. Dans un courrier du 5 janvier 1894, Élisée Reclus interpelle l'administrateur-inspecteur Charles Graux. Il s'étonne de ne pas avoir reçu un avis officiel et déplore l'absence d'explication : « **Vous jugerez certainement qu'il m'importe de savoir si le retard de mes conférences a été décidé pour des motifs qui indiquent un blâme contre moi ou pour des raisons absolument étrangères à ma personne.** »[1]

Piteusement, la réponse de Graux s'apparente à un déballonnement de bon bourgeois craignant des troubles à l'ordre public dans une institution plaçant désormais l'audace et la liberté bien au-dessous de la respectabilité et du conformisme : « **Les cours consacrés à l'enseignement des sciences sociales sont maintenant ouverts au public. On exige de ceux qui y assistent ni inscription ni carte**

d'entrée. Le vôtre réunirait assurément des auditeurs en très grand nombre et, dans les circonstances actuelles, il pourrait se mêler à la foule attirée par votre science et votre renommée, des groupes qui se livreraient à des manifestations sympathiques ou hostiles inspirées par des mobiles étrangers à vos leçons. Pour éviter des faits de ce genre, qui porteraient atteinte à la fois à la dignité de votre enseignement et à l'ordre d'une institution exclusivement consacrée à la science, le Conseil d'Administration a pris la décision que j'ai l'honneur de vous faire connaître. »

> **« Il n'est pire injure à la libre-pensée que d'interdire à quelqu'un d'enseigner en raison de ses convictions »**

Parmi les membres du corps enseignant et dans les rangs des étudiants, il se trouve peu d'anarchistes, à proprement parler. Mais on voit se lever, parmi les libéraux progressistes et les socialistes (ces derniers en pleine ascension politique depuis la création du Parti Ouvrier Belge en 1884), toute une faction pour qui il n'est pire injure à la libre-pensée que d'interdire à quelqu'un d'enseigner en raison de ses convictions. Et ce tant parmi les étudiants que parmi les enseignants.

Anarchiste, Reclus ? Soit, mais c'est le géographe qui a été invité à occuper la chaire de géographie comparée. Lui refuser d'entrer en fonction, c'est la pire atteinte qui puisse être faite à la liberté de penser qui est censée être le fleuron de l'université « libre » de Bruxelles. C'est, au fond, ne pas faire mieux que les cathos, les parangons du dogmatisme contre lesquels toute la faction laïque du jeune royaume a prétendu fonder son existence…

Paradoxalement, les plus ardents avocats de la cause d'Élisée Reclus ne sont donc pas des anarchistes, mais des socialistes, comme Edmond Picard et Émile Vandervelde, et des libéraux, comme Paul Janson. Quant à Élisée Reclus lui-même, son sentiment demeure partagé en ce début d'année 1894. Il a « pris le parti, écrit-il dans une lettre à Perron du 6 janvier 1894, de trouver cela très drôle »[2]. Par ailleurs, les cercles estudiantins, très actifs en ces années-là sur le campus bruxellois, votent deux motions de défense du libre-examen, portées par le Cercle Universitaire et le Cercle Polytechnique.

Ainsi les signataires de la motion du 13 janvier affirment-ils ne reconnaître à « **aucune autorité le droit de leur défendre de penser ce qui leur plaît et de déclarer ce qu'ils pensent et passent outre aux menaces de l'administrateur-inspecteur** ». L'autre motion, un « Appel aux étudiants » paru le 15 janvier et où figurent les signatures de trois enseignants de l'université, se conclut quant à lui sur ces mots : « **Il importe de démontrer à ce corps qui se recrute lui-même qu'il n'est plus en accord avec le large esprit qui doit inspirer une Université qui se dit libre. Ne comptez ni avec les menaces par lesquelles on essaye de vous intimider, ni avec les périls scolaires qu'on vous fait entrevoir.** […] **Ne faiblissez pas ! On parle de vous contraindre à la soumission. C'est vous qui avez le droit de crier à la pédagogie arrogante et oppressive : se soumettre ou se démettre !** »

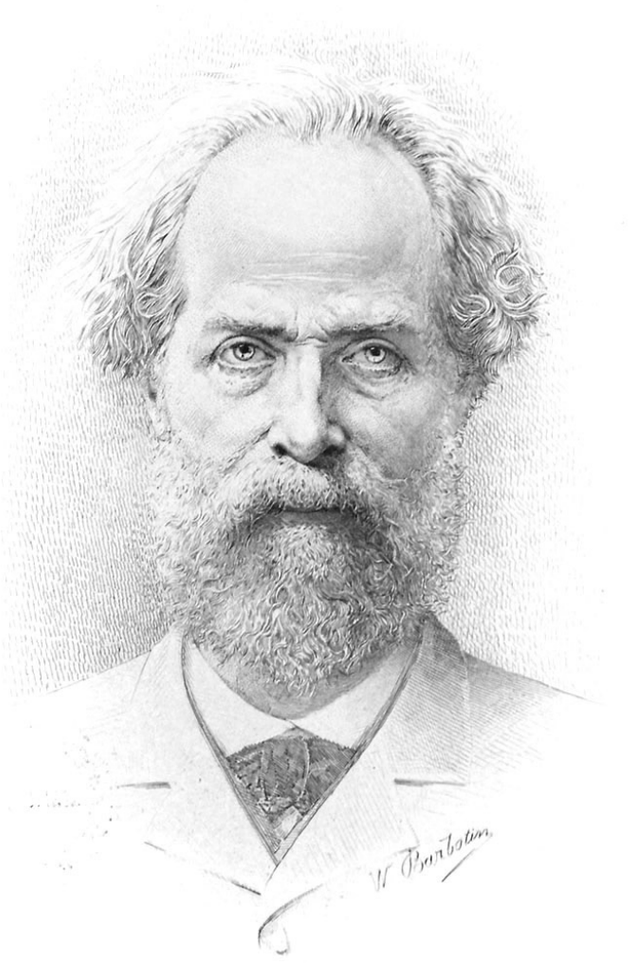
Entre-temps, le président du Cercle Universitaire a d'ores et déjà invité Élisée Reclus à venir malgré tout à Bruxelles, pour donner des conférences, sous forme de cours libres, en dehors de l'établissement qui l'a désavoué. Pour le géographe, c'est une opportunité qui s'avère intéressante, surtout s'il a l'occasion de s'adresser à ces étudiants qui, sans le connaître personnellement, lui ont assuré un soutien dévoué : « **Je pense qu'il est toujours bon de dire simplement ce qu'on croit être la vérité et je serais doublement heureux de faire ce cours si parmi les auditeurs je comptais ces jeunes dont je me sentais déjà l'ami.** »[3]

Pour autant, les fossiles et vieux barbons qui composent le conseil d'administration de l'Université Libre de Bruxelles ne sont pas décidés à laisser quelques éléments perturbateurs venir leur tenir la dragée haute. Les motions et blâmes adressés au conseil d'administration, pour « atteinte portée à l'encontre du libre examen », sont jugés offensants par ce dernier. Les sanctions disciplinaires sont à l'ordre du jour. Le bon vieux paternalisme libéral, toujours d'actualité dans les milieux prétendument progressistes, a recours à une astuce bien reniflée, supposez un peu : on va enjoindre aux pères des étudiants d'intervenir, de ramener les galopins à la raison et ce sous la menace d'une exclusion. On n'a pas de doute là-dessus, faut croire : au papa de montrer qu'il est seigneur et maître sous son toit !

> **« Si l'Université Libre de Bruxelles trahit son mot d'ordre, sa raison d'être, à savoir la liberté de parole, de pensée et d'enseignement, laissons-la aux fossiles et aux vieux barbons ! »**

Le résultat escompté réserve pour le moins un effet de pétard mouillé !… Pire : c'est même tout l'inverse qui se produit ! La ferveur estudiantine se trouve raffermie par les soutiens affluant de toute part, notamment d'autres cercles d'étudiants, d'autres universités. Le corps enseignant compte également quelques réfractaires dans ses rangs, comme on a dit •••

Les aventures d'Élisée Reclus à Bruxelles



GRAVURE DE WILLIAM BARBOTIN

• • •

plus haut, parmi lesquels figurent Guillaume de Greef, Émile Vandervelde, Edmond Picard, le recteur Hector Denis, Paul Janson. Ce dernier est à l'initiative de la création d'un comité de protestation, bientôt surnommé le « comité Janson », qui assure de son appui les étudiants exprimant leur mécontentement suite à l'ajournement du cours du célèbre géographe. Ce comité, composé de dix-huit signataires, anciens élèves de l'ULB, députés, avocats, journalistes, et trois enseignants de l'université, incite résolument les étudiants à tenir tête au conseil d'administration.

Le comité organise le 20 janvier 1894 un grand meeting à l'Alcazar, au cours duquel ses membres s'engagent, dans l'éventualité où le conseil d'administration exclurait effectivement des étudiants, à organiser des cours de remplacement en-dehors de l'université afin de les préparer aux examens .

Dans le chef des membres du comité Janson, stimulés sans doute par les éléments les plus radicaux des Cercles universitaires, un projet vient de germer. Si l'Université Libre de Bruxelles trahit son mot d'ordre, sa raison d'être, à savoir la liberté de parole, de pensée et d'enseignement, laissons-la aux fossiles et aux vieux barbons ! L'idée de la fondation d'une nouvelle université, vraiment libre, commence à voir le jour. Dans la foulée, la loge maçonnique des Amis Philanthropes (celle à laquelle appartenaient la plupart des fondateurs de l'Université Libre de Bruxelles !) fait savoir qu'elle met à disposition ses locaux pour la tenue d'éventuels cours de rechange.

Dans une réponse d'Élisée Reclus à un courrier de Paul Janson, le géographe ne fait pas mystère de l'enthousiasme qui l'anime : « **Je suis tout à la science, tout à mes compagnons d'étude, tout à la mission d'enseignement qui me sera confiée par vous.** » Toutefois, nous verrons plus loin qu'il convient de nuancer ce propos si l'on ne veut pas trahir la lucidité dont faisait preuve le géographe anarchiste pour jauger la situation.

Désormais, le conflit devient irréversible, de part et d'autre. Le « vénérable » des Amis Philanthropes, Goblet d'Alviella, qui tenait Reclus pour un individu « connu pour ses opinions exaltées », se démet de ses fonctions au sein de la loge. De son côté, le recteur Hector Denis remet sa démission au conseil d'administration de l'université le 25 janvier. Les cours de Guillaume de Greef, seul enseignant signataire de l'appel aux étudiants à ne pas s'être rétracté, sont suspendus.

Enfin, les derniers étudiants à refuser de revenir sur leur décision défilent un à un devant le pro-recteur Léon Vanderkindere, en une sorte de petit tribunal d'exception. L'exclusion est prononcée contre une poignée d'étudiants parmi les plus résolus.

Dans les couloirs de l'Alma Mater, Vanderkindere est hué, chahuté. Les étudiants manifestent à plusieurs reprises en faveur de Denis et de de Greef. La situation devient tendue à l'extrême, au point d'amener le conseil d'administration, le 30 janvier, à fermer l'université durant une durée indéterminée. Le 1er février, les étudiants en viennent encore aux mains avec les forces de police, rue des Sols.

L'édition du 2 février du journal *L'Indépendance* se fait l'écho de la situation : « **On ne parle toujours que de cela et pour cause, car l'agitation continue de plus belle. À preuve les manifestations estudiantines de mercredi… Rien n'est plus triste comme l'aspect des grands bâtiments dépeuplés.** »

Et tandis que le conseil d'administration s'obstine dans ses visées disciplinaires, les premières leçons de la future « université nouvelle » se déroulent dans les locaux des Amis Philanthropes. Cette fois, la sécession est consommée, d'autant plus qu'une trentaine de professeurs étrangers ont fait savoir qu'ils étaient prêts à venir y enseigner.

Le début des cours d'Élisée Reclus est annoncé pour le 2 mars.

[**La suite au prochain numéro**…]

Christophe
Groupe Ici & Maintenant (Belgique)
de la Fédération anarchiste

1. Correspondance, Tome 3, Élisée Reclus (1830-1905), p. 153.
2. ibid. p. 154.
3. ibid.

Strajk Kobiet, grève des femmes polonaises !

« En avant pour le retour en arrière. »
Ces paroles extraites d'une chanson de François Béranger illustrent la volonté des autorités polonaises. Attaquées, les femmes polonaises ripostent…
(*Le Monde libertaire*)

Ce sont des drapeaux arc-en-ciel qui sont brandis, ce sont des slogans antigouvernementaux, souvent pimentés de jurons, qui sont scandés : les Polonaises sont très en colère. Elles l'ont montré en manifestant plusieurs fois dans les rues de Varsovie et d'autres villes, en scandant « *La honte* », « *Enfer pour les femmes* » et en brandissant des pancartes « *Mon corps, mon affaire* ». Par exemple, défiant les restrictions liées à la pandémie, elles étaient 100 000 dans la capitale le vendredi 30 octobre 2020, une des manifestations les plus massives de ces dernières années, réunissant de très nombreuses femmes, souvent très jeunes, des hommes aussi, et des artistes.

C'est à l'appel du mouvement ***La grève des femmes*** qu'elles et ils sont descendus dans la rue. Et pour Marta Lempart, co-fondatrice de ce mouvement, « ***nous sommes prêts à nous battre jusqu'au bout. La révolution en cours en Pologne n'est pas seulement une lutte pour l'avortement. C'est une lutte pour la liberté.*** » Bozena Przyluska, une autre des organisatrices de la Manifestation nationale des femmes polonaises ajoute : « ***Ce n'est pas une protestation qui va s'épuiser. C'est une révolution. Le gouvernement ne semble pas le comprendre.*** »

La semaine précédente, le Tribunal constitutionnel a rendu une sentence funeste : l'interdiction de l'avortement, en cas de malformation du fœtus, cela signifie une interdiction quasi absolue de l'avortement autorisé car, en 2019, 98 % des 1 100 avortements recensés concernaient la malformation du fœtus.

Depuis 2016, le Parlement n'était pas parvenu à cette décision car les Polonaises et les Polonais étaient déjà descendu·es très nombreux·ses dans la rue. Depuis le 23 octobre, au lendemain du rendu inique du Tribunal, pas une journée ne s'est passée sans un lot impressionnant de protestations dans de nombreuses villes polonaises, autre que Varsovie, des grandes comme Cracovie, Lodz, Katowice et Wroclaw, mais aussi des plus petites, Quelques échauffourées ont été provoquées par des contre-manifestants d'extrême droite, mais les rassemblements sont, pour la plupart, pacifiques.

Des membres du gouvernement ont qualifié les manifestations d'actes de « barbarie » et de « vandalisme » après quelques attaques contre les églises catholiques. Quelques arrestations toutefois ont eu lieu pour non-respect des mesures sanitaires. Les militants pour la défense des droits des femmes s'exposent en effet à des poursuites judiciaires car tout regroupement de plus de cinq personnes sur la voie publique est actuellement interdit. Il était annoncé plus de 21 000 nouvelles contaminations en 24 heures. Il faut bien trouver un prétexte pour bâillonner la révolte et museler les esprits ! Début novembre, des dizaines de milliers de personnes, notamment des jeunes femmes, continuent de protester quotidiennement contre la décision du Tribunal et perturbent les services religieux.

Plusieurs rues de Varsovie ont été bloquées, ainsi qu'à Katowice dans le Sud du pays. À Poznan, dans l'Ouest, le tramway a été arrêté par des manifestant·es brandissant des pancartes barrées des slogans « C'est la guerre » ou « La Pologne est une femme ».

> **“ Le fait de soulever la question de l'avortement et la décision de ce pseudo-tribunal en plein milieu de la tempête pandémique c'est plus que du cynisme. ”**

L'avortement considéré comme un meurtre

Le parti au pouvoir, PiS (Droit et Justice), ultra-catholique et nationaliste, poursuit son attaque avec le soutien des catholiques et des intégristes de tous poils. Il a patiemment placé ses fidèles au sein du Tribunal constitutionnel. Le 20 octobre, il a été annoncé que le médiateur Adam Bodnar, un champion de longue date des droits de l'homme, allait être démis de ses fonctions en faisant appel au Tribunal constitutionnel. Le procès a finalement été annulé juste avant qu'il n'ait lieu. Deux juges de la Cour suprême - Irena Majcher et Igor Tuleya - ont également fait l'objet d'attaques mi-octobre et seront peut-être dépouillés de leur immunité judiciaire et inculpés.

Ces dernières mesures illustrent le programme agressif du PiS, qui se prépare à accroître sa mainmise sur les droits des femmes en pleine période de pandémie mondiale. Ce nouveau durcissement de la loi, en proscrivant l'avortement en cas de malformation du fœtus, représente une décision très controversée, car la loi est déjà parmi les plus restrictives de l'Union européenne. Ce droit avait été acquis en 1993, avec beaucoup de restrictions, car seulement trois situations permettaient d'accéder à l'avortement : en cas de viol, en cas de malformation du fœtus, en cas de danger pour la femme.

Le jugement restreint donc le droit à l'avortement uniquement aux cas de danger de mort pour la femme enceinte et de grossesse résultant d'un viol ou d'un inceste. Le gouvernement justifie cette décision pour mettre fin aux « avortements eugéniques », une position bien connue des fous de Dieu pour qui la moindre cellule est déjà un enfant et un fœtus malformé doit recevoir l'amour divin !

Cette décision est a priori définitive, bien que très contestée par l'opposition libérale et pro-démocratique, et par les organisations de défense des droits des femmes. Par exemple le principal parti d'opposition centriste, la Plate-forme civique (PO),

a rejeté la responsabilité de cet « enfer pour les femmes » sur le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, et sur l'Église catholique de Pologne : Barbara Nowacka, une des dirigeantes de la PO cible les évêques « ***C'est de votre faute. Vous avez du sang sur les mains !*** » Quant à l'ancien Premier ministre polonais, actuellement président du Parti populaire européen (PPE), Donald Tusk, il a tweeté : « ***Le fait de soulever la question de l'avortement et la décision de ce pseudo-tribunal en plein milieu de la tempête pandémique c'est plus que du cynisme. C'est de la crapulerie politique.*** » La Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, a réagi très vite dans un communiqué : « ***Éliminer les motifs de quasiment tous les avortements légaux en Pologne équivaut pratiquement à les interdire et à violer les Droits de l'Homme.*** »

L'enjeu va résider dans une forte progression d'avortements clandestins avec des risques graves pour la santé des femmes et des enfants (infections, septicémies, infertilité, mort de la mère et/ou de l'enfant, malformations irréversibles,...) ou bien des avortements pratiqués à l'étranger, et comme toujours, pour celles qui en ont les moyens. Justice de classe ! À ce jour, dans ce pays de 38 millions d'habitant·es, près de 200 000 avortements clandestins seraient pratiqués chaque année tant le droit était déjà restrictif mais celui-ci n'a jamais empêché les femmes d'avorter.

Après des attaques, depuis des mois, menées contre les personnes LGBT, ce sont les femmes qui font les frais des manœuvres liberticides. Faute de pouvoir passer ses ignobles lois par la voie parlementaire, l'État polonais les impose à l'aide d'une Cour suprême aux mains des alliés du PiS. La présidente de la Cour, Julia Przylebska, a déclaré que la législation en vigueur, autorisant l'avortement de fœtus mal formés, était « incompatible » avec la Constitution du pays. Il est vrai que le pays apparaît très ancré dans la tradition catholique : mais même l'Irlande autorise l'avortement depuis le 1er janvier 2019 en ayant aboli le huitième amendement de la constitution qui avait été introduit en 1983 et qui, reconnaissant « le droit à la vie des enfants à naître », et condamnait les femmes à 14 ans de prison si elles avortaient !

Malheureusement la libéralisation en Irlande n'a pas fait tache d'huile, d'autant qu'en ce pays, la loi doit être révisée en 2021 après en avoir réalisé un bilan. Pour l'heure, en 2019, il a été pratiqué 6 666 avortements en 2019 soit un ratio de 1,3 avortement pour 1 000 habitants, l'Irlande restant encore loin de l'Angleterre, du Pays de Galles (3,4) et de la France (3,4) en la matière. Le slogan de 2018 pour un avortement « sûr, légal et rare » semble s'appliquer. Pour autant, la clause de conscience peut être requise par les professionnels et la répartition des avortements n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire,

FÉMINISTE FRANÇAISE SOLIDAIRE

beaucoup plus fréquents à Dublin et beaucoup moins dans le Sud. Le droit à l'avortement reste fragile.

Pour l'heure, en ce début du mois de novembre, le gouvernement a suspendu la publication au Journal officiel de la décision du Tribunal. Il se retrouve en fâcheuse posture : d'une part une contestation d'une ampleur inattendue et d'autre part une chute de popularité du PiS dans les sondages (baisse de 40 à 30 %) avec une opposition radicale dans la jeunesse qui pèse sur le gouvernement car le vice-premier ministre est le chef du PiS. La rue refuse autant la suppression du droit à l'avortement que le compromis du président Andrzej Duda, que les manipulations dans les nominations au Tribunal constitutionnel. En effet, Duda a tenté de proposer un projet de loi qui réintroduirait la possibilité d'avorter en cas de fœtus non viable, sans pour autant autoriser l'IVG pour d'autres handicaps - telle la trisomie 21. Il a essuyé un refus cinglant.

Que ce soit en Pologne ou que ce soit dans n'importe quel pays du monde, ce n'est ni la morale catholique, ni aucune religion, ni aucun Tribunal constitutionnel ou pas qui doivent décider du droit à l'avortement et des droits des femmes. Ce sont aux femmes de décider si elles veulent ou non un enfant et quand elles le veulent.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

J'aime le FLQ

Pour comprendre le texte de Mathieu Bock-de-l'autre-Côté, bref rappel historique : l'action se situe au Québec « là où le fleuve se rétrécit » en algonquin, plus précisément en Gaspésie, Gespeg « fin des terres » en micmac. On est dans un décor de carte postale. Percé doit son nom au Rocher Percé juste en face. C'est presque du Maurice Leblanc avec Arsène Lupin et l'aiguille creuse. Mais point de gentleman cambrioleur planqué dans un hôtel à Percé. Juste Jacques Mesrine qui fila ensuite clandestinement aux States le 26 juin 1969.

Percé, été 69, un groupe de jeunes s'installe dans ce qui s'appellera **La Maison du Pêcheur**. Leur but, créer ainsi un lieu de conscientisation politique. Le Front de libération du Québec (**FLQ**) est en train de se structurer. Dans La Maison du Pêcheur, ça fait la fête, ça « fume du pot » et ça réfléchit. La Gaspésie et ses décors de carte postale en train de se faire américaniser, les francophones et leur ascenseur social en panne. Deux frères, Paul et Jacques Rose, et leur pote Françis Simard vont créer la cellule Chénier (du nom d'un rebelle indépendantiste québécois du début du XIX^{e} siècle).

Quelques faits : Le 25 avril 1970, un appel anonyme informe les journaux québécois qu'une quantité importante de valeurs quittera les bureaux montréalais du Royal Trust (Banque royale du Canada) en direction de Toronto. Le lendemain neuf fourgons blindés de la **Brink's** express sont devant le siège de la banque. Des gardes armés montent la garde, de nombreuses caisses métalliques sont chargées dans les camions. Fuite de capitaux avant des élections qui risquent d'être favorables au Parti Québécois qui fait peur aux Canadiens anglophones.

Arrive **la crise d'octobre** :

- Le 5 octobre 1970, l'attaché commercial du Royaume-Uni est enlevé par un autre groupe du FLQ.
- Le 8 octobre, **Le Manifeste du FLQ** est lu à la télévision de *Radio-Canada*.
- Le samedi 10 octobre 1970, la cellule Chénier enlève le ministre « du chômage et de l'assimilation » **Pierre Laporte**.
- Le 16 octobre, **la Loi sur les mesures de guerre** est instaurée : les flics pourront alors arrêter n'importe qui sans avoir à se justifier et pourront les retenir trois mois sans donner de raisons.
- Le 17 octobre, suite à un communiqué du FLQ, le corps du ministre est retrouvé dans le coffre d'une voiture.
- Le 28 décembre, les frères Rose et Françis Simard sont arrêtés. Leur mère **Rose Rose** s'engagera alors en faveur des prisonniers politiques.
- En 2020, soit 50 ans après les faits, Félix Rose — fils de Paul Rose — réalise le documentaire ***Les Rose.***

Bernard

J'aime le FLQ

C'est sans appel, c'est viscéral, c'est personnel, c'est vrai, j'aime le FLQ. Pas comme en 2020, où aimer appartient à Facebook. Ni comme une mère, comme Rose Rose, seule elle le pouvait. Mais je l'aime, les yeux sur la blessure, de mon demi-siècle de retard. Comprenez-moi bien, je le prends personnel.

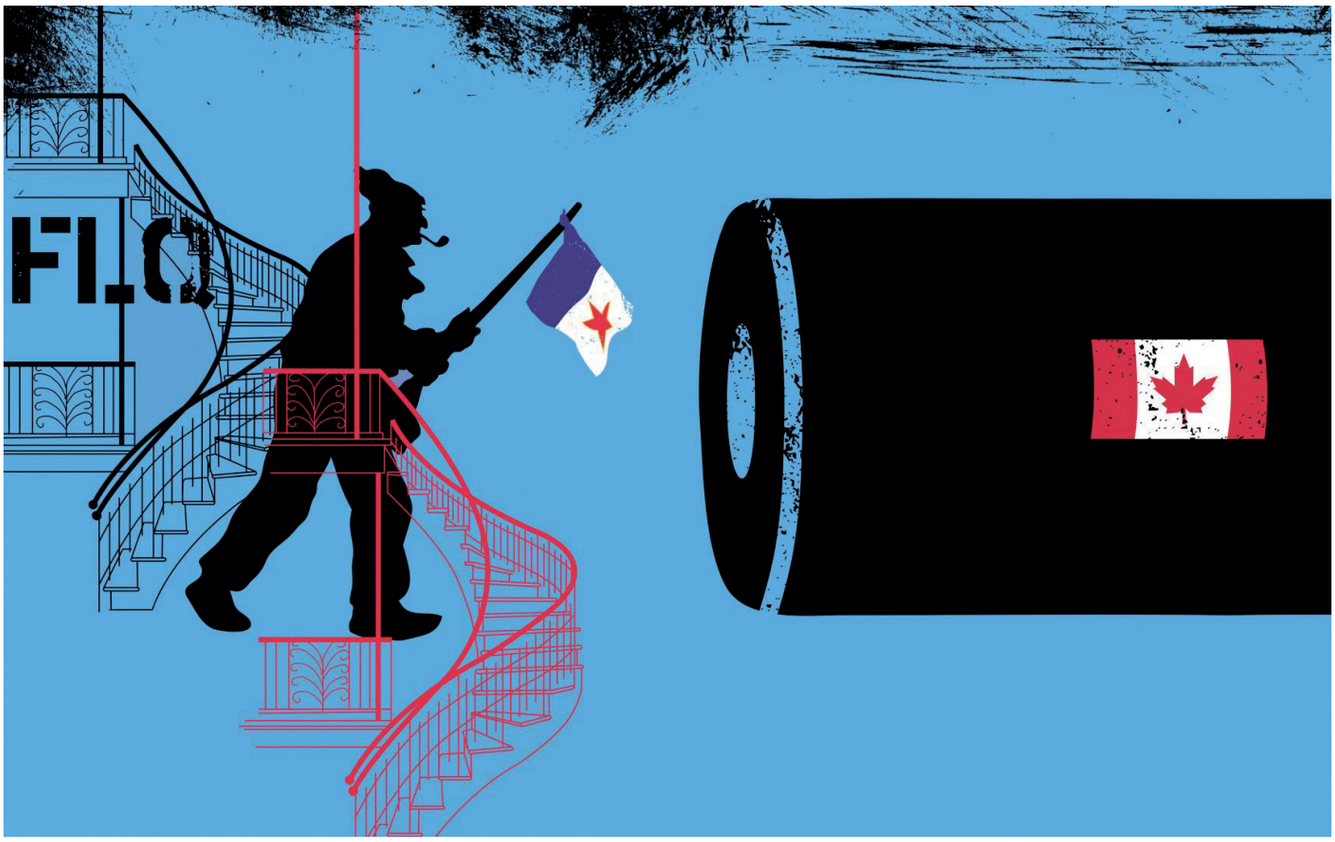
J'ai écouté comme beaucoup le documentaire *Les Rose* qui m'a scié les jambes. Puis j'ai dévoré — loup-garou de mauvaise humeur en se réveillant — tout ce que j'ai pu attraper. L'abondance d'œuvres et de commentaires me rassure. Je m'accroche. Ces personnes avaient un cœur et un courage que je n'ose pas juger. Un courage qui va loin de même, on ne balaie pas ça du revers de la main. Et une croyance incarnée en la démocratie. Au contraire de ce dont s'inquiète Denise Bombardier dans sa chronique du 21 août - qui aime nous dire quoi penser - ça ne m'a pas donné une image déprimante des années 60 et 70, ça me donne une image déprimante du présent.

Comme un Mathieu Bock-Côté qui a écouté *Tout le monde en parle*, je me sens insulté·e. Ça m'insulte quand les discours officiels pognent en pain et cachent le fond de l'histoire. Quand on jette le bébé avec l'eau du bain pour ne garder que la mort de Pierre Laporte. Quand on réclame que le 50e anniversaire de la crise d'Octobre tourne autour de lui, ça m'insulte ça aussi. On a beaucoup parlé de ce qu'on devait faire ou dire pendant les commémorations d'Octobre. On s'est plaint de trop en parler. Mais on ne s'est pas trop demandé pourquoi la crise d'octobre nous parle.

Le ciment de la société

50 ans après, le manifeste du FLQ est d'actualité. Même son 10 000 $ par année, même les noms de certains empires, qui ont aujourd'hui juste plus de pépites à leurs couronnes.

Y A DU MONDE, SOUS LE REGARD D'UN SOLDAT CANADIEN, POUR SIGNER LE REGISTRE EN L'HONNEUR DE P. LAPORTE PHOTO MICHEL GRAVEL ARCHIVES LA PRESSE



DESSIN DE TIFFET

50 ans ! L'« Église capitaliste romaine » n'en a même pas le toupet froissé. « Nous sommes de plus en plus nombreux à connaître et à subir cette société terroriste et le jour s'en vient où tous les Westmount[1] du Québec disparaîtront de la carte. ». Ce n'était pas charrier que d'espérer sortir, en un demi-siècle, au moins un pied du tas de merde.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Peut-être que les États se sont spécialisés en stagnation. Ou la démocratie en contrôle. Ou les partis politiques en passation. Ou la recherche en étouffement. Ou les banques en rétention. Ou la bureaucratie en restriction. Ou toutes ces réponses. L'industrie incarne le progrès, mais s'assure que celui-ci ne brise pas sa laisse.

En gros, la société s'est cimentée de partout.

Notre histoire est là, celle du jamais-changement, celle de la démocratie de danse en ligne, celle des gouttes d'eau dans l'océan d'un océan à l'autre. Ça m'insulte, ça m'insulte, ça me met *en beau joualvert* (en colère ndlr) moi aussi, j'aurais envie de dire *en tabarnark* (en grosse colère. Ndlr).

> « J'ai déjà fait pire pour la force. »

Pour bien citer St-Exaspéry : « On ne voit bien qu'avec le cœur. [La violence de l'État] est invisible pour les yeux. »

Une tribu de chroniqueur·trice·s et d'animateur·trice·s (se sentiraient-il·elle·s visé·e·s si le Manifeste du FLQ passait en reprise à *Radio-Canada* ?) désignent les felquistes comme des terroristes et ne peuvent plus attendre qu'octobre finisse. Si les felquistes étaient prêt·e·s à tout, soyons certains que le gouvernement aussi. Il est nécessaire de peser sa violence groupusculaire dans son contexte réactionnaire et hostile à la démocratie, puis de la lire en bon parallèle avec là l'exemple national d'oppression de masse qu'elle a motivée chez l'État « canadian ». Le coup de la Brink's déjà s'apparentait à du terrorisme. Mais avec la Loi illégale sur les mesures de guerre, ce « canon pour tuer une mouche » - détention de 500 personnes, perquisition de 36 000 autres et un mort - là on se frottait carrément au terrorisme d'État.

Il faut faire preuve de conséquence dans notre condamnation de la violence. Nous vivons dans un territoire administré par un État qui use de violence tous les jours et qui a « lâché l'armée » contre sa population. Dans le formidable article « Mort(s) du FLQ »[2] sur la crise d'octobre, Jean-Philippe Warren nous rappelle que « plus de Québécois, pendant ces heures tragiques, se sont sentis menacés d'arrestation par la police ou l'armée (près de 40 %) que d'enlèvement par le FLQ (25 %) ».

Des « vaisseaux d'or » pour tous !

Mon petit doigt me dit que *La Maison du Pêcheur* touchait à ce qu'aurait pu devenir une *Commune de Paris* à la québécoise. Et qu'en avons-nous fait ? Admettons que c'était dans l'œuf, admettons que nous avons écrasé la poule bien comme il faut pour l'empêcher de pondre, mais que c'était là, en puissance. À la bonne franquette, mais bien là. Combien d'autres élans comme celui-là avons-nous étouffé ?

Notre histoire peut nous rendre solidaires avec celles et ceux qui luttent contre le colonialisme en ce moment, vu qu'on y a sévèrement goûté nous aussi.

Ne laissons pas passer encore 50 ans de mort tranquille. Il est temps de remarquer les traces d'horizontalité à l'horizon. De faire « comme si nous étions déjà libres ». Il est temps de sortir les richesses de prison, de se les partager.

Des « vaisseaux d'or » pour tous !

Mathieu Bock-de-l'autre-Côté

1. Ville anglophone enclavée dans la ville de Montréal. Ville anglophone, le revenu moyen des familles y est 3,6 fois plus élevé qu'à Montréal…
2. https://www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo-histoire/587610/mort-s-du-flq

Guernica brûle une

Actualité… brûlante en Argentine. Monica nous informe puis nous traduit la réaction d'une activiste argentine qui prête sa voix aux victimes.
(Le Monde libertaire)

Sous le gouvernement de la coalition Frente de Todes, victorieuse en 2019 contre la droite macriste, le capitalisme continue, sans surprise, à sévir en Argentine. Il sévit même de plus belle. On le sait, le péronisme peut être de gauche, de droite, du centre, de tout et de rien, mais, pour repérer ce caméléon dans le paysage, il suffit de se rappeler que son fondateur, Juan Domingo Perón, était un admirateur de Mussolini, envoyé en Italie comme observateur militaire de 1939 à 1941.

1400 familles sans logement avaient occupé pendant 100 jours un terrain vague aux abords de la petite ville de Guernica, dans la banlieue de Buenos Aires. Leur situation d'extrême pauvreté était encore aggravée par la pandémie de Covid-19 qui fait rage dans le pays. L'expulsion de ces 4400 personnes sans logement, le 29 octobre 2020, par 4000 policiers, avec le mandat d'un juge et par ordre du gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof, et de son Ministre de la Sécurité, Sergio Berni, s'est déroulée comme une opération antiterroriste d'une rare violence : tous les préfabriqués en tôle de fortune incendiés, les habitant·e·s cerné·e·s par les gaz lacrymogènes, blessé·e·s par des tirs de balle en caoutchouc, traqué·e·s, arrêté·e·s.

Un dessin satirique circule : « Bernica », du nom du ministre, reprend le célèbre tableau de Pablo Picasso, « Guernica », bombardée par les fascistes.

Dans un communiqué, le lendemain, les familles exigeaient une rencontre avec le gouvernement pour obtenir une terre où vivre : "Cette grande lutte se poursuit en quête d'une vraie solution à un problème social qui ne peut être résolu par la répression ».

Cerise pourrie sur le gâteau qu'une élite se partage, le projet serait plutôt de construire à Guernica, sur ce terrain confisqué manu militari à une bande de délinquant·e·s troublant l'ordre établi, un méga quartier privé avec lac artificiel et terrain de sport pour le country club local. Et, bien évidemment, la question de l'expulsion de Benetton, suite à la plainte déposée, en 2007, par le Mouvement National Paysan Indigène pour « usurpation de territoire » mapuche dans la province de Chubut en Patagonie, n'est pas à l'ordre du jour. Au contraire, les forces armées argentines ont ouvert le feu, en janvier 2017, sur les indigènes mapuches qui tentaient pacifiquement d'y retourner…

Monica Jornet
Groupe Gaston Couté FA

BERNICA, DESSIN SATIRIQUE CIRCULANT EN ARGENTINE

seconde fois... en Argentine

« Reste à la maison » avaient-ils dit.

par Claudia Korol, 29 octobre 2020.
Publié par *Indymedia Argentina* (traduction M. J.)

« Reste à la maison », avaient-ils dit [consigne anti-Covid]... Et ceux qui n'avaient pas de maison commencèrent à en construire une en occupant le terrain de Guernica.

« Reste à la maison », avaient-ils dit, et ils menacèrent de mettre en prison ceux qui en sortaient. Pour être sorti sans attestation, ils firent disparaître Facundo et le tuèrent. Pour être sorti·e·s sans attestation, des mecs et des meufs passèrent des nuits au poste.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Beaucoup de femmes pressentirent que lorsqu'on occupe une terre et qu'on fait une maison, il est également possible d'échapper à la violence quotidienne qui fait de ce qu'on appelle « foyer », un enfer, et elles se réunirent sur le terrain occupé, firent des ateliers, des assemblées féministes, autour d'un mate. Elles commencèrent à mettre un nom sur la violence machiste, patriarcat, et à tisser une trame collective pour se protéger, parce que c'était ce qu'elles voulaient, que personne ne leur fasse de mal, ni à elles ni à leurs enfants. Et c'est ce qu'elles firent, jusqu'au jour où elles prirent à nouveau des coups. C'est le policier qui les frappa, et la douleur fit remonter tous les coups reçus en d'autres temps. Le policier était envoyé par le juge. C'est le pouvoir qui frappait avec le masque de Berni, d'Axel, d'Alberto.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Elles se méfièrent d'eux (parce qu'il n'y avait pas où rester), mais eurent confiance en elles-mêmes, parce qu'elles avaient appris ce dont elles ont besoin pour vivre et désappris ce qui les tue. La propriété privée tue. Le patriarcat tue.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Et quand la petite maison commençait à ressembler à un territoire collectif, ils dirent c'est fini, que la police était arrivée sur place pour expulser, pour envoyer les gens nulle part.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Ils tirèrent des balles, envoyèrent des gaz, tirèrent au canon à eau, ils rasèrent le territoire et le détruisirent comme ce tableau d'horreur que l'on appelle Guernica.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Maintenant elle est blessée, à la belle étoile avec ses enfants, à demander qu'a dit le Ministère de la Santé sur les gaz inhalés et les nuits sans toit, que dit le [président] Alberto qui était une mère pour nous, que dit le Ministère des Femmes de toutes ces femmes mortes de froid, de faim, de peur, de rage.

« Reste à la maison », avaient-ils dit. Et ils brûlèrent la maison.

Sardaigne : confinements, révoltes et solidarité

Monica reçoit un mail d'Italie d'un ami de la FAI, le traduit. Le voilà...

1/11/2020

Un jour j'ai demandé au serrurier qui était venu faire un travail chez moi ce qu'il pensait de l'arrêté municipal visant à rétablir les anciennes tonnelles entre les maisons d'Orani. Sa réponse est valable pour toute loi, norme ou arrêté édictés par les autorités : « Ça ne vaut que si on le sent, sinon ça en restera là ».

La pandémie, on la sentait : mettre son masque, rester à la maison et s'en tenir, ici à Barbagia, à des échanges, trocs, arrangements au km 0. Les usages villageois sont restés les mêmes sur le fond mais ont bel et bien changé dans la forme.

Mais l'ouverture au mois de juillet, on ne la sentait pas et elle n'a pas marché. La fin juillet a signé le début du chaos : la liberté vécue comme une explosion, jusqu'à la désinvolture et la suffisance propre aux certitudes, au lieu de l'adoption de comportements respectueux de soi-même, des autres et de la Terre. L'Anarchie elle-même est responsabilité individuelle, pas arbitraire irrationnel.

Et depuis septembre, nous avons vu concrètement les résultats de la casse des services sociaux et sanitaires menées par le gouvernement de la Région, désormais aux mains de la Lega nationale à laquelle les nationalistes sardes se sont vendus. Les clusters se sont formés dans les établissements où les gens devraient au contraire se sentir, statutairement, le plus en sécurité : hôpitaux et EHPAD. Or on y compte les 3/4 des cas positifs au Coronavirus. Les décès parmi les personnes âgées constituent un véritable massacre d'État.

À Ghilarza, à Lanusei, à Nuoro, les malades chroniques non-Covid ont dû manifester devant les centres hospitaliers parce que les cardiopathies n'étaient plus soignées à Lanusei, les services de cancérologie fermaient à Nuoro, on dépouillait de lits Ghilarza pour équiper les services Covid ailleurs. À Sorgono, les maires se sont insurgés contre le manque de services en dispensaire. Nous parlons d'une région à fort taux de maladies du sang, du cœur, pulmonaires et tumorales, après la fermeture des mines et des industries chimiques. À ce jour, les dispensaires manquent de médecins et les médecins de ville ne font plus de visites à domicile, les avis de recrutements de médecins sont temporaires et les décisions en matière de santé sont confiées - en absence de coordination régionale -, aux maires pour les villages jusqu'à 3000 habitants.

MERDE À L'ÉTAT

L'ARMÉE. En Sardaigne, ce sont des troupes d'occupation, employées aussi pour le maintien de l'ordre et qui, depuis deux mois, font office d'ATS (Agence de Protection de la Santé). Ce sont des militaires qui font les tests du Covid, les analyses, ouvrent des hôpitaux de campagne. Manifestement, ils disposent d'équipements, de médecins et spécialistes qui devraient être des ressources propres des établissements publics de santé.

L'Armée continue à générer des maladies du corps humain, des animaux et de la Terre, comme au centre militaire Salto di Quirra.

L'Armée poursuit, d'Arbatax à Quirra, ses essais et entraînements, interdisant la circulation, la pêche et l'accès à la plage.

L'Armée qui maintient ses servitudes militaires sur des milliers d'hectares de mer et de terrains de Maddalena au Cap Teulada.

L'Armée dispose des bombes OTAN encore produites par l'usine d'armement RWM de Domusnovas après l'embargo à ces ventes de la honte à l'Arabie Saoudite.

OPPOSITION AUX CAMPS DE CONCENTRATION POUR MIGRANTS. L'ORS suisse connue comme gestionnaire des camps de détention des personnes migrantes, gère, depuis avril dernier, le CPR (Centre Permanent de Rapatriement) de Macomer, ouvert en janvier. Depuis le début il y a eu tractage et le 1 février, une cinquantaine de personnes ont manifesté à Macomer contre ce camp de la honte puis une Assemblée « NON au CPR ni à Macomer ni Ailleurs » s'est auto-constituée avec un Observatoire. Depuis le mois de juillet, les sit-in se succèdent devant la Préfecture de Nuoro dont dépend le CPR.

Comme pour les camps de concentration pour ethnies « non aryennes », le système concentrationnaire a des sous-camps, comme à Monastir et des hôtels isolés sont de plus en plus utilisés pour le surplus de personnes migrantes. Il est évident que l'état sanitaire à l'intérieur des camps ne permet pas l'isolement des cas de Covid. Il y avait au début 5 positifs, à présent ils se comptent par dizaines. La police sert à parquer cette humanité, empêcher les contacts avec l'extérieur — y compris l'aide matérielle en recharges téléphoniques, couvertures, nourriture consommable —, et à étouffer violemment les révoltes qui éclatent, parfois juste pour réclamer des contrôles médicaux.

LES MOUVEMENTS DE CONTESTATION sont actifs, avec des espaces de discussion, information, proposition, tels que NurKuntra, Ncat Murigu, Bentruxu et Maistrali, et ont lancé une campagne de solidarité avec les prisonniers de l'île.

Antonio Lombardo.
Individuel FAI Sardaigne.

Trad. Monica Jornet Groupe Gaston Couté FA.

La pandémie, le numérique et la révolution (2)

SERVEURS BALTIQUES © BALTIC SERVERS

L'article précédent [ML N° 1821] **concernait l'apparition des nouveaux « maîtres des forges », ces patrons du numérique, qui a changé le rapport de force dans notre économie. Regardons maintenant comment ils se manifestent.**

Le système des data center

Nous avons vu que, si une entreprise comme celle(s) de Musk est constituée d'usines traditionnelles pour fabriquer fusées, satellites, voitures etc, les GAFA possèdent, elles, des usines d'un autre genre que l'on appelle des data centers. Ce sont des endroits qui permettent de stocker les informations numériques de tous genres qui circulent sur ce réseau des réseaux qui a nom Internet. Très schématiquement on pourrait dire que chacune de ces usines est un énorme ordinateur. L'invention et le développement du *cloud* (voir plus bas) a poussé à la multiplication de ces implantations.

Selon certaines informations spécialisées, les investissements dans les data centers qui s'élevaient à 82 milliards de dollars en 2019 et devraient monter à 125 milliards de dollars en 2023. Amazon, Microsoft, Google et Alibaba ont représenté 44 % de l'effort total au premier semestre 2019. Google dispose aujourd'hui de 67 data centers dans 23 régions du monde. Pour accompagner le développement de son cloud en France, Google compte ouvrir son premier site de data centers dans l'Hexagone au début de 2022. Il rejoindra ainsi quatre de ses concurrents américains déjà présents sur le sol français avec des centres de données : Amazon, Microsoft, IBM et Salesforce. Le projet concrétisé, dans la région parisienne, sera le plus grand hub de centres de données de l'Hexagone, au début de 2022. Il vise à accompagner le développement rapide du « Moteur » de recherche en France.

Selon les calculs du journal *L'Usine Nouvelle*, Google a investi près de cinq milliards de dollars dans ses six sites de data centers dédiés à son cloud en Europe : Mons (Belgique), Londres (Royaume-Uni), Francfort (Allemagne), Zurich (Suisse), Amsterdam (Pays-Bas) et Hamina (Finlande).

Comme presque tous les 23 sites actuels de data centers du cloud de Google, répartis dans 16 pays, celui en France comportera trois *zones de disponibilité,* c'est-à-dire trois bâtiments distincts. Une redondance qui vise à garantir la disponibilité, la sécurité et la fiabilité de services cloud livrés en France.

Qu'est-ce que le cloud ?

C'est le fruit de la rencontre de l'augmentation considérable de la vitesse numérique, d'une part, et de la taille de l'hébergement des serveurs, d'autre part. Phénomène rencontré par tout un chacun dans ce qui relève de l'informatique domestique, ordinateurs, cartes photos, smartphone, clés USB etc. Les serveurs, bases du cloud, ne servent plus seulement à héberger des services mais deviennent des endroits où ces services se développent. Il n'est plus nécessaire pour les entreprises de conserver leurs données en interne.

Ces données peuvent être exploitées sur les serveurs présents dans ces data centers et être accessibles facilement de n'importe où. Il ne sera bientôt plus nécessaire ni même possible d'installer un programme sur l'ordinateur domestique, un simple lien réseau permettra d'accéder à la dernière version, constamment mise à jour, du logiciel demandé. Toutes les grandes entreprises ont mis sur pied leur cloud et, afin de le rentabiliser, peuvent héberger des services qui n'ont rien à faire avec leur fonction première. À l'occasion, lors de la pandémie, on s'est aperçu que si les serveurs de l'enseignement à distance du CNED étaient hébergés en Allemagne par Amazon, ceux de la SNCF l'étaient aussi.

Smartphone et laisse numérique

Commençons par citer quelques chiffres trouvés en ligne. Au 15 avril 2019, on compte 64, 70 millions de personnes, de France, équipées de mobiles. Pour rappel, il semblerait que ce pays compte 67 millions de personnes. Selon l'INSEE, il y aurait 3,5 millions d'individus de moins de 5 ans, qui ne doivent pas disposer d'un smartphone. Selon certaines statistiques, 75 % des Français disposent d'un tel appareil. D'autres statistiques indiquent que chaque appareil hébergerait, en moyenne, 46 applications. Il y a les fonctions basiques, comme téléphoner tout simplement, celles qui permettent de visiophoner, et puis celles qui aident à organiser son emploi du temps, à consulter ses mails, à voyager (GPS), à consulter ses comptes, à commander en ligne, à vérifier la teneur en corps gras des produits en magasin ou bien la météo de demain, comme à jouer, etc. Toutes ces fonctions laissent des traces sur le cloud. Elles vous suivent à la trace. Toutes les belles âmes qui s'émeuvent des risques de traçage liés à l'appli Stopcovid feraient mieux de se poser la question : est-il possible de vivre sans smartphone ?

Pierre Sommermeyer
Individuel

Le féminisme ou la mort
de Françoise d'Eaubonne

Début novembre, Myriam Bahaffou était notre invitée pour l'émission Femmes libres sur Radio libertaire et pour une présentation du livre de Françoise d'Eaubonne à la librairie Publico à Paris. Mais le confinement a imposé de « restez-chez-soi » et elle n'a pu faire le trajet de Bure dans la Meuse à Paris. Je vous livre mes seules impressions de lecture.

FRANÇOISE D'EAUBONNE

Françoise d'Eaubonne, je l'ai connue. À la librairie Publico. Cela sert à ça une librairie anarchiste ! Acheter des livres mais aussi rencontrer des militant·es, des auteurs et des autrices pour des débats, des discussions, des partages. Et Françoise était et militante et autrice. Je l'ai connue aussi au MLF (mouvement de libération des femmes), dans les assemblées générales, dans les manifs, dans des réunions et des présentations de ses livres. J'aurais aussi pu la connaître au FHAR (front homosexuel d'action révolutionnaire) qu'elle cofonde avec Guy Hocquenghem et Anne-Marie Grélois, mais je n'y militais pas. Et si elle a su conjuguer féminisme et écologie, c'est parce que dans les années 1970, le péril nucléaire nous a mis nombreux·ses dans les rues et dans les champs pour une lutte plus que nécessaire ! Françoise n'était pas une chercheuse titrée ou professeure assermentée. Elle militait et écrivait avec intelligence si bien qu'elle « inventa » l'écoféminisme en 1974. Est-ce vrai ? Peu importe, elle développa en France, en tant qu'irréductible rebelle[1], un féminisme qui fait le choix de la vie et non de la mort. Au-delà des poèmes, biographies, romans de science-fiction, essais philosophiques, ses ouvrages féministes lui font acquérir une référence dans le monde anglo-saxon et tout particulièrement concernant l'écoféminisme.

En effet, comme d'autres féministes le reprendront, telle Vandana Shiva, le capitalisme patriarcal est le dénominateur commun de l'oppression des femmes et de l'exploitation de la planète. Ainsi Françoise d'Eaubonne offre de nouvelles perspectives au mouvement féministe et à la lutte écologiste. En 1974, dans un bulletin de l'association Écologie-Féminisme, elle assume la dénonciation du patriarcat : « **en finir avec la société mâle et sa quantité notable d'auto-destruction** ». C'est pourquoi Françoise prône le transfert du pouvoir aux femmes par ce qu'elle nomme le non-pouvoir ou la destruction de tout pouvoir : « il s'agit d'arracher la planète au mâle d'aujourd'hui pour la restituer à l'humanité de demain. C'est la seule alternative ; car si la société mâle perdure, il n'y aura plus demain d'humanité. » (p. 317)

Le féminisme ou la mort a été publié en 1974. Le projet de l'éditeur, Le Passager clandestin, est de republier le texte au moment où l'écoféminisme revient sur le devant de la scène en France. Il est préfacé par Myriam Bahaffou et Julie Gorecki, toutes deux nées de seconde génération de migration, militantes et chercheuses, engagées dans l'écoféminisme. Les préfacières replacent ce texte dans une période féministe de la deuxième vague et font apparaître Françoise d'Eaubonne comme précurseure. Pour autant, elles soulignent quelques maladresses dans la façon de décrire les effets du colonialisme, généralisation et homogénéisation de l'Autre et non prise en compte que les pays des Suds pourraient être aussi les berceaux du féminisme, ce qui pourrait faire penser à une conception eurocentrée du monde. En contre point, elles attirent l'attention sur la « **critique franche de la maternité comme destin pour les femmes** », et ce que Françoise donne à voir comme « véritable projet de société écoféministe où toutes les facettes de nos existences sont transformées ».

« Le moment nous semble venu d'exposer que le féminisme n'est pas seulement – ce qui lui a déjà donné sa dignité fondamentale – la protestation de la catégorie humaine la plus anciennement écrasée et exploitée, puisque « la femme était esclave avant que l'esclave fût ».
Mais que le féminisme, c'est l'humanité toute entière en crise, et c'est la mue de l'espèce ; c'est véritablement le monde qui va changer de base.
Et beaucoup plus encore : il ne reste pas le choix ; si le monde refuse [...] il est condamné à mort.
Et à une mort à la plus brève échéance. »

Dans l'ouvrage *Le féminisme ou la mort*, Françoise d'Eaubonne invite à muter vers une nouvelle société fondée sur l'égalité femmes/hommes, des peuples et la préservation de la nature. L'ouvrage se compose en trois parties :

> La féminitude ou la subjectivité radicale analysant de manière implacable le malheur d'être femme en même temps qu'elle évoque l'hydre à mille têtes, la misogynie, majorité ou minorité, travail et prostitution, et le viol, « **tout mâle humain qui viole une femme, sa semblable et sa sœur en espèce, abaisse l'espèce toute entière ; il viole finalement l'humanité.** » (p. 126) ;

> De la révolution à la mutation en abordant la démographie et l'avortement, puis en proposant un manifeste féministe planétaire, « **à tous les niveaux, y compris celui du travail extérieur étudié par les théoriciens de la lutte des classes, l'oppression spécifique de la femme est d'origine sexuelle et relève de la société sexiste et patriarcale.** » (p. 258) ;

> La troisième partie est consacrée à la venue du temps de l'écoféminisme, en analysant les mouvements féministes de la période 73-74 trop réformistes et légalistes à son goût, et proposant « **La planète mise au féminin reverdirait pour tous.** » (p. 319).

La seule revendication de l'égalité - des salaires ou des droits - ne peut définir le féminisme. Françoise d'Eaubonne ressent le besoin de changer le monde, même pas pour l'améliorer, mais pour qu'il puisse y avoir encore un monde. « **Qu'elles se disent écoféministes ou non, dans le monde entier, des femmes et des minorités de genre se soulèvent et exigent « un changement pour un système féministe et non pas un changement climatique** »[2]. « **Ce changement implique un démantèlement radical du système patriarcal capitaliste** »[3]. Ce sont les paysannes de *via campesina*, les femmes autochtones et des Suds protégeant leurs terres natales, des militantes honduriennes dénonçant le capitalisme vert et l'extractivisme, les militantes de *l'African Ecofeminist Collective* luttant contre les multinationales… toute une constellation qui avec Françoise d'Eaubonne affirment que « **le mouvement révolutionnaire transnational est plus que jamais nécessaire pour répondre à l'extrême urgence de la crise climatique, à ses liens avec le genre et face à la montée des féminismes libéraux qui réclament toujours plus de pouvoir institutionnel** » (p. 35). Pour empêcher l'assassinat généralisé du vivant, il n'y a aucune alternative sinon l'écoféminisme. Le féminisme ou la mort !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

L'ouvrage est en vente à la Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris. **https ://www.librairie-publico.com/**

1. Denise Brial a réalisé un documentaire-vidéo *Une irréductible rebelle : Françoise d'Eaubonne*, Atalante, 2006.
2. Slogan utilisé par les militantes du mouvement transnational des femmes et féministes pour la justice climatique et par certaines ONG de femmes et du climat.
3. Préface de Myriam Bahaffou et Julie Gorecki, p. 34.

VANDANA SHIVA, née en 1952, s'intéresse depuis son plus jeune âge aux injustices et aux faiblesses d'une agriculture monopolistique, patriarcale et polluante et lutte pour les grands enjeux du XXIe siècle : contre le système capitaliste, pour la rupture de la société patriarcale et l'égalité des sexes, pour la défense des droits des femmes et en particulier ceux des femmes indiennes pour avoir accès à l'éducation et au travail et dont le rôle est d'être gardiennes de la fertilité de la Terre, pour la protection de l'environnement, de la nature et de la production responsable et durable.

« **À 6 ans, ma mère m'a demandé ce qui me ferait plaisir et je lui ai répondu une robe en nylon, parce que toutes mes copines portaient une robe en nylon. Elle m'a dit « je peux t'en offrir une mais rappelle-toi que lorsque tu la portes, un millionnaire est en train de s'offrir sa prochaine Mercedes, alors que si tu portes une robe en Khadi, une femme du village nourrira ses enfants ce soir ». Cette phrase m'est toujours restée en tête, comme une leçon d'économie politique. Chacun de mes saris est tissé à la main. Il renferme un savoir-faire, il constitue un gagne-pain.** »

Elle porte la non-violence en règle suprême, la résistance et la désobéissance civile comme armes de guerre, l'écoféminisme, et la pédagogie comme moyens d'action universels. Elle incarne la résistance des petits contre les lobbies agrochimiques dans la défense de l'écologie au niveau international. Elle s'inspire des thèses de Françoise d'Eaubonne dans sa pratique de l'écoféminisme.

Extrait de l'émission Femmes libres du 6/03/2019, chronique de Sylvie : *De Ève à Philomène sans oublier les autres,* Vandana Shiva.

La Sorbonne

« L'instruction est le seul remède à la stupidité. »

Nicolas de Condorcet[1]

VUE DE LA SORBONNE VERS 1830 GRAVURE EAU-FORTE

La Sorbonne, un lieu inapproprié pour rendre hommage à Samuel Paty, enseignant laïc.

En choisissant la Sorbonne, Macron, « le chanoine de Latran » faisait fi de la loi sur la séparation des Églises et de l'État en oubliant d'en parler, lors de son discours. De ce fait, il était en osmose avec le fondateur de cet établissement et le contenu de l'enseignement qui était dispensé. Ce n'est pas son discours quelque peu alambiqué et jésuitique qui nous fera oublier l'origine et le pourquoi de la Sorbonne. D'autant qu'aucun des représentants des Lumières n'a enseigné dans cette « noble » institution.

De Voltaire en passant par d'Alembert, Rousseau et Diderot, tous ont fustigé « La Sorbonne symbole de l'obscurantisme. »

En 1752, Voltaire dans *Le Tombeau de la Sorbonne* dénonçait la censure qui y était pratiquée. La même année cette « prestigieuse Dame » condamnait les deux premiers volumes de *l'Encyclopédie*.

Rousseau, lorsqu'il publia *Du contrat social* et *L'Émile* subit l'interdiction et la saisie de ses ouvrages.

Ce n'est pas parce que ce haut lieu du conservatisme et de l'ignorance fut laïcisé aux XIX^{e} et XX^{e} siècles qu'il s'est ouvert aux idées nouvelles. Bergson, Sartre, Simone de Beauvoir, Deleuze, Lévy-Strauss n'y ont jamais enseigné.

La discipline reine était l'enseignement de la théologie dont les docteurs étaient au service de la royauté et de l'Église.

Cette institution s'épanouira à l'ombre de débats obscurantistes, les corporations universitaires seront fréquemment consultées par les rois, les évêques, et les magistrats qui se laisseront volontiers influencer par la « bonne parole » qui y était distillée. Dès 1554, le collège endosse le rôle de tribunal ecclésiastique en plus de sa fonction de faculté de théologie.

La Sorbonne fut créée en 1257, par le théologien Robert de Sorbon, chapelain et confesseur du roi Saint-Louis. Elle est reconnue par le pape Innocent III. Richelieu en devint le proviseur en 1622.

À la Révolution française, la Sorbonne fut fermée et en 1791 la société sorbonnique fut dissoute. Après la Révolution, elle deviendra le siège des facultés des sciences, des lettres et de théologie, ainsi que celui de l'académie de Paris, sous Napoléon.

Sous Pétain, cette prétentieuse dame a accueilli en son sein, en 1942, une chaire d'histoire du judaïsme consacrée à la « judéocratie » et à la « philosophie ethnoraciale ».

Ce n'est qu'en 1968 que la Sorbonne a été dépouillée momentanément de ses oripeaux pour laisser place aux jeunes qui ont tenté de la rajeunir, de la relooker le temps d'une « petite » révolution dont voici quelques slogans : « ***Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ?*** » Anonyme/ inscription de Mai 68 sur la chapelle de La Sorbonne ou « ***Soyons réalistes, exigeons l'impossible*** » ou encore : « ***Il est interdit d'interdire !*** »

Car se contenter de cet hommage dans le décorum sorbonnique avec des invités triés sur le volet et une panoplie de vieilles ganaches diverses et variées est véritablement un manque total de respect envers Samuel et sa famille, le monde enseignant et les élèves.

Pourquoi imposer une minute de silence, le jour de la rentrée et ne pas avoir laissé aux enseignants et aux élèves de décider eux-mêmes de quelle façon rendre hommage à Samuel ? La liberté d'expression ce n'est surtout pas le temps d'une minute mais bien une revendication de chaque instant.

La volonté de tromper de la part de Macron ne s'arrête pas là. Le chanoine de Latran a choisi de faire lire la lettre de Jean Jaurès, un socialiste, ainsi que celle du libertaire Albert Camus, pour donner l'illusion que l'ensemble des citoyens, au-delà de leur appartenance politique, faisait front avec le chef de guerre. Il jette en pâture les idées de ces deux hommes pacifistes, militants pour la paix, défenseurs de l'école publique, et laïques afin de faire oublier « qu'en même temps », il pratique le dépeçage du service public de l'Éducation.

« L'inégalité d'instruction est une des principales sources de la tyrannie. »

Nicolas de Condorcet[1]

Ne vient-il pas de permettre à la fille de Brigitte, son épouse, la création d'un lycée catholique et hors contrat ; le lycée Autrement (c'est son nom !), dans le XVI^{e} arrondissement de Paris. Un prochain va ouvrir à Étaples-sur-sur Mer, dans le Pas-de-Calais. Le but de cette initiative étant d'essaimer sur tout le territoire.

Pourquoi Macron a-t-il choisi la Sorbonne pour rendre hommage au professeur Samuel Paty, décapité le 21 octobre dernier par un terroriste islamiste ? Il voulait montrer que les caricatures de Mahomet ne pouvaient pas être un obstacle à la liberté d'expression et que l'autocensure n'était pas de mise au pays des Droits de l'homme et des Lumières.

Pour réaliser son projet, elle n'a pas hésité à faire appel à toute la fine fleur de la réaction (de l'Église catholique et du Rassemblement national) et avec la bénédiction du ministre de l'Éducation nationale et très proche de Sens commun, ce ramassis de réactionnaires catholiques.

Autrement a un programme édifiant. Tout y est pour faire des élèves des êtres soumis, obéissants. La sélection est privilégiée et l'obscurantisme est de mise, la violence verbale et le tutorat des aînés envers les plus jeunes est fortement encouragé (sic) et sont érigés en mode de fonctionnement.

Monsieur le Président, nous sommes aux antipodes du discours que vous avez tenu et surtout loin des idées défendues par Jean Jaurès, député socialiste, assassiné le 31 juillet 1914 par un nationaliste, Raoul Villain, parce qu'il voulait éviter le déclenchement de la Première Guerre mondiale et Albert Camus, libertaire et pacifiste, prix Nobel de Littérature.

Monsieur le Président, bien que jeune, vous êtes un homme du passé, un démolisseur. Le peuple vous l'aimez soumis et inculte, contrairement aux deux hommes dont vous avez fait lire la lettre, pour encore une fois tromper le peuple et laisser croire que nous sommes tous dans le même bateau et que pour le sauver, il faut « l'union sacrée ». Vous espérez certainement que le peuple se laisse mener à l'abattoir en léchant les mains de ses bourreaux.

> **“ L'instruction publique n'a pas droit de faire enseigner des opinions comme des vérités. ”**
>
> Nicolas de Condorcet[1]

Afin de remédier, certes modestement, à cette entreprise de décervelage, je m'appuierai sur des extraits de la lettre de Jean Jaurès, de la lettre de remerciement d'Albert Camus à Monsieur Germain, son instituteur et des extraits de la réponse de M. Germain…

Extrait de la lettre de Jean Jaurès aux instituteurs, le 15 janvier 1888 : « **Je dis donc aux maîtres, pour me résumer : lorsque d'une part vous aurez appris aux enfants à lire, à fond, et lorsque d'autre part, en quelques causeries familiales et graves, vous leur aurez parlé des grandes choses qui intéressent la pensée et la conscience humaine, vous aurez fait sans peine en quelques années œuvre complète d'éducateurs. Dans chaque intelligence il y aura un sommet, et, ce jour-là, bien des choses changeront…** »

Extrait de la lettre de remerciement d'Albert Camus, à son instituteur, après avoir reçu le prix Nobel de littérature : « **On vient de me faire un bien trop grand honneur, que je n'ai ni recherché ni sollicité. Mais quand j'ai appris la nouvelle, ma première pensée, après ma mère, a été pour vous. Sans vous, sans cette main affectueuse que vous avez tendue au petit enfant pauvre que j'étais, sans votre enseignement, et votre exemple, rien de tout cela ne me serait arrivé. Je ne fais pas un monde de cette sorte d'honneur mais celui-la est du moins une occasion pour vous dire ce que vous avez été, et êtes toujours pour moi, et pour vous assurer que vos efforts, votre travail et le cœur généreux que vous y mettiez sont toujours vivants chez un de vos petits écoliers qui, malgré l'âge, n'a pas cessé d'être votre reconnaissant élève.** »

Extrait de la réponse de Monsieur Germain à Albert Camus, le 30 Avril 1959 : « **Je vous ai tous aimés et crois avoir fait tout mon possible pour ne pas manifester mes idées et peser ainsi sur votre jeune intelligence.**

Lorsqu'il était question de Dieu (c'est dans le programme), je disais que certains y croyaient, d'autres non. Et que dans la plénitude de ses droits, chacun faisait ce qu'il voulait. De même pour le chapitre des religions, je me bornais à indiquer celles qui existaient, auxquelles appartenaient ceux à qui cela plaisait. Pour être vrai, j'ajoutais qu'il y avait des personnes ne pratiquant aucune religion. […]

À l'École Normale d'Alger (installée alors au parc Galland), mon père, comme ses camarades, était obligé d'aller à la messe et de communier chaque dimanche. Un jour, excédé par cette contrainte, il a mis l'hostie « consacrée » dans un livre de messe qu'il a fermé ! Le directeur de l'école a été informé de ce fait et n'a pas hésité à exclure mon père de l'École. Voilà ce que veulent les partisans de l'« école libre » (libre… de penser comme eux.) […]

Le Canard enchaîné a signalé que, dans un département, une centaine de classes de l'école laïque fonctionnent sous le crucifix accroché au mur. Je vois là un abominable attentat contre la conscience des enfants. Que sera-ce, peut-être, dans quelque temps ? Ces pensées m'attristent profondément. »

La fin de la lettre de Monsieur Germain est à cet égard édifiante. Elle montre à quel point la laïcité est un bien précieux et n'a jamais été admise par les pourfendeurs des sciences, les curés, l'Église catholique et ses suppôts soi-disant laïques. L'école laïque et gratuite a toujours subi au cours de son histoire des attaques de la part de la classe réactionnaire. Car elle est synonyme pour le peuple, d'émancipation, de libération, d'ouverture vers l'avenir, de la connaissance, du savoir et de l'acquisition de l'esprit critique et de l'analyse.

Justhom

1. Nicolas de Condorcet,
Cinq mémoires sur l'instruction publique, 1791.

Et la Pub, c'est pour les chiens ? N°2 La sexualité

Le corps féminin dénudé et sexuellement suggestif est sur-représenté dans la publicité (6 fois plus que le corps masculin, selon une étude du *Geena Davis Institute on Gender in Media* menée entre 2006 et 2016), et apparaît sur tous les supports pour vendre quasiment n'importe quel type de produit, on en a tou·te·s fait l'expérience.

« […] **photos licencieuses qui fleurissent en Europe pendant tout le XIXe siècle et vendent alors l'image de femmes légères, sexuellement disponibles, et qui transgressent à la fois la morale judéo-chrétienne et les enjeux de transmission du patrimoine bourgeois** […] »

Quelles sont les origines et les conséquences d'un phénomène aussi massif, et quelles réflexions peut-il susciter — qui nous mènent un peu au-delà des réactions épidermiques, qu'elles soient enthousiastes comme celle d'un Séguéla se réjouissant en 1994 que « les Français renouent avec le désir » sur les écrans publicitaires, ou au contraire de réprobation puritaine face au moindre sein qui dépasse ?

Revenons d'abord en 1972, avec un livre prophétique intitulé *Apocalypse et révolution* (republié récemment aux éditions de la Tempête), écrit par Giorgio Cesarano et Gianni Collu, qui y décrivent avec lucidité l'ultime ruse du capitalisme qui, confronté à la finitude des ressources physiques exploitables sur terre, se métamorphose pour survivre à cette crise en annexant le « capital humain » : dans un processus devenu infini de marchandisation de l'image de soi, chaque aspect de la vie sociale y compris dans ses ressorts les plus intimes est désormais exploitable par le capital et source de plus-value, chacun se transformant désormais en entrepreneur de sa propre vie et de sa personnalité.

C'est dans le cadre de ce processus de marchandisation de l'image, y compris intime de soi, appuyé par l'émergence des techniques et industries de l'image (photo, cinéma et maintenant réseaux numériques) que se constitue et s'installe progressivement dans le paysage occidental une image commerciale hypersexualisée et dépersonnalisée de la femme, en particulier à travers ses avatars publicitaires.

À l'origine, les reproductions imprimées de photos licencieuses qui fleurissent en Europe pendant tout le XIXe siècle et vendent alors l'image de femmes légères, sexuellement disponibles, et qui transgressent à la fois la morale judéo-chrétienne et les enjeux de transmission du patrimoine bourgeois codifié par le mariage pesant alors lourdement sur la vie sociale.

« Quelques succès publicitaires plus tard, la doxa selon laquelle le sexe fait vendre était née. »

Cette image de la femme « affranchie », d'objet marchandisé du désir devient, vite et durablement, argument de vente pour d'autres produits qu'elle-même.

Pour les publicitaires, elle permet d'atteindre deux objectifs cruciaux : capter l'attention pour l'attirer sur un produit ; associer ledit produit à des affects censés être positifs — de désir pour le public masculin, d'identification pour le public féminin.

C'est le cas par exemple des Chérettes, du nom de leur créateur parisien Chéret, qui vantent par exemple en 1894 par voie d'affiches le vin Mariani, à destination d'un marché américain qui s'en inspirera, entre autres sources, pour créer le stéréotype de la Pin-up (littéralement, la femme qu'on épingle au mur, mais aussi, celle qui vous épingle par la promesse érotique).

Quelques succès publicitaires plus tard, la doxa selon laquelle le sexe fait vendre est née, et aucune révolution sexuelle ni évolution des mœurs ne se produira désormais sans être reprise par un discours publicitaire hyper attentif par opportunisme aux évolutions sociétales dans le domaine.

Mais plutôt que de vous décrire par le menu l'évolution des représentations de genre et comment les as de la publicité mangent à tous les râteliers, et draguent sans complexe et simultanément les machos, les homos, les bobos ou les féministes pour conquérir de nouvelles parts de marché en explorant le terrain de l'érotisme ou du porno-chic, j'ai eu envie de faire un pas en arrière, et de m'intéresser à la question du consentement.

Plusieurs études démontent évidemment le simplisme comportementaliste selon lequel l'association entre un produit et l'évocation d'une promesse érotique ferait systématiquement vendre.

Des chercheuses italiennes des départements de Psychologie sociale de Padoue et de Trieste ont ainsi montré récemment dans une étude parue dans la revue *Sex Roles* que la sexualisation des publicités est en fait en grande partie inefficace d'un point de vue marketing, génère, en particulier chez les femmes, des sentiments négatifs, et provoque des dégâts sociaux importants en termes de frustration et d'image de soi face aux corps dépersonnalisés, stéréotypés et retouchés mis en avant par la publicité.

Mais plus largement, en mettant en scène l'intimité des corps et la promesse érotique à des fins commerciales, les publi-

Comment faire de la pub pour un article attaquant la pub ? Disons que c'est de la réclame… À lire donc cette réflexion sur la présence du corps féminin dans la publicité…
(Le Monde Libertaire)

DESSIN D'AZZEDINE SALHI

citaires manipulent en permanence notre consentement.

Dans une émission récente sur le sujet, France inter estime à en moyenne 1200 le nombre de messages publicitaires vus par jour par chacun d'entre nous. Impossible de se soustraire à cette effraction constante de nos sens et de nos consciences.

À l'inverse d'une relation de séduction réelle, au cours de laquelle l'accès à l'intimité d'un ou plusieurs autres toujours singuliers et uniques, est suspendu et conditionné à un accord et un dialogue, le matraquage publicitaire force constamment par le son, l'image, le mouvement, notre accès à une intimité que nous n'avons pas appelée à se dévoiler, et simule ainsi des situations de séduction fantasmatiques pour lesquelles notre consentement n'est jamais interrogé.

C'est la définition d'un viol – le viol publicitaire - et la sidération que trahit la faiblesse des réactions de défense de la société civile face à ce qu'on peut appeler, plus pudiquement, « l'hyper stimulation promotionnelle » semble indiquer que c'est bel et bien de cela qu'il est question…

Aline Pires

Et la Pub, c'est pour les chiens ? n°2,
« La sexualité »
Émission **Un poing c'est tout** du 18/10/2020
sur Radio Libertaire

FAITS D'HIVER
DU TERRORISME

Le général De Gaulle fut condamné à mort par le régime de Pétain. Comme terroriste. Il a fini président de la République. Nelson Mandela commença également sa carrière comme terroriste au temps de l'apartheid. Il fit 27 ans de prison pour cela. Avant de devenir président de la République. Jean Moulin, arrêté et torturé à mort comme terroriste de la France Libre, n'a pas eu le temps d'entrer vivant au Panthéon. Ça arrive. Menahem Beguin, grand chef de l'Irgoun, organisation terroriste prenant un malin plaisir à dézinguer l'occupant english, termina sa carrière comme premier ministre d'Israël. Quand ETA envoya *ad patres* cette crapule fasciste de Carrero Blanco, nous fîmes tous péter le champ' pour cette action que personne ne qualifia alors de terroriste…

Bref, il faut se méfier des mots qu'on emploie par trop souvent à tort et à travers. Car, eh bé oui, les terroristes d'un jour sont parfois les ministres du lendemain. Soit, pour le révolutionnaire non-violent que j'essaye d'être, une double malédiction !

Mais, soyons positifs, nos fous de dieu islamistes du moment qui, après avoir donné la mort, se la donnent ou la recherchent, nous épargnent au moins de devoir se les cogner comme ministres. Ah, bien sûr, les donneurs d'ordres, eux, n'ont pas besoin de devenir ministres. Ils le sont déjà !

Étonnant, non !

Jean-Marc Raynaud

FAITS D'HIVER
SAUVE QUI PEUT, LES ENFANTS !

L'existence de prêtres pédophiles n'est pas nouvelle. Mais… Mais l'Église, comme nos gouvernements de tout bord, leurs procureurs serviles aux ordres, la « bonne société », les « grands » médias…, l'ont toujours soit niée soit systématiquement minimisée.

Suite à la parution en 2018 (chez Geste édition) du livre *Une croix sur l'enfance en Vendée* de Pierre Sautreau, un ancien banquier de 71 ans, l'évêque de Luçon, Monseigneur Jacolin, a convoqué la presse le 23 octobre 2020 pour reconnaître publiquement la souffrance des victimes de pédophilie au sein de l'Église, faire acte de repentance et demander PARDON. Une première en France !

Il fallait s'en douter, quand le prélat parle de 65 victimes et de 43 agresseurs entre 1940 et aujourd'hui, Pierre Sautreau en annonce 10 fois plus. Soit 650 victimes rien qu'en Vendée. Soit 65 000 à l'échelle de la France. Exit, donc, l'hypothèse d'un crime de rôdeur. Nous avons affaire là à une logique systémique. Quasiment à une association de malfaiteurs en bande terroriste organisée !

Face à cela, certains ne manqueront pas de réclamer la fermeture des églises et d'autres d'implorer que l'on envisage d'envisager la fin du célibat des prêtres. Quant à nous qui ne sommes ni des adeptes de la répression à tout crin, ni des pleureuses réformistes, nous nous contenterons de demander, coronavirus pédophile oblige, aux enfants de catholiques de respecter… les gestes barrière. Pas à moins de deux mètres les pères touche-touche !

Jean-Marc Raynaud

Sexualiser les filles aujourd'hui,

c'est les préparer à subir, femmes, la culture du viol de demain.

Un petit guide sur la sécurité des élèves remis aux étudiants de la province de Zhejiang, au sud de Shanghai, explique pourquoi les jeunes femmes sont agressées. C'est parce que, je cite, elles « **ne pensent qu'à se faire belles, se comportent de manière volage, ont l'esprit faible, sont incapables de résister aux séducteurs et adorent l'argent** ».

Ils sont fous, ces Chinois : les Français sont mille fois plus raisonnables.

Témoin, le programme officiel de l'Éducation nationale sur l'éducation à la sexualité. Il entend, je cite, « **lutte[r] contre les comportements** […] **sexistes** », et promouvoir « **l'égalité entre les femmes et les hommes** ».

Par exemple, dans un manuel de classe de troisième, un chapitre portant sur le contrôle de la reproduction prévoit l'explication du fonctionnement des appareils reproducteurs et des comportements responsables dans le domaine de la sexualité.

Eh bien vous me croirez ou non, mais pour une fois que je peux dire du bien de l'État, je le dis : il est bien, ce chapitre, ah oui, il est bien.

1. Si l'on passe sur le fait que la diversité des moyens de contraception y est aux trois quarts féminine (implant, stérilet, pilule) ;

2. si l'on passe sur le fait que les pilules contraceptives n'y sont destinées qu'aux femmes, dont il s'agit de bloquer l'ovulation ;

3. si l'on passe sur le fait que les chiffres rendant compte du rapport ou de la tentative de rapport sexuel forcé serait de 16 % pour les filles et de 5 % pour les garçons, rapport occultant glorieusement l'immense proportion de viols pour les seules femmes ;

4. si l'on passe sur le fait que dans un tableau synoptique à 12 visages présentant les différents moyens de contraception, 2 portraits d'hommes seulement répondent à 10 portraits de femmes ;

5. si l'on passe sur le fait, ouf, qu'en fin de séquence, enfin la pilule contraceptive pour les hommes est évoquée, mais « **en cours de développement** » elle « **pourait** [avec un seul « r », « pourait », une faute, donc, le rédacteur aurait-il été troublé par le nombril d'une femme ?] **être prochainement mise sur le marché** »…

Non, vraiment, à part ces détails dans l'histoire du contrôle de la reproduction dans le manuel actuel de SVT de classe de troisième, il est bien ce chapitre, il est instructif, c'est une vraie jouissance pour les garçons.

Et puis il explique bien…

1. pourquoi des collégiennes et des lycéennes aujourd'hui regroupées au sein du « Mouvement du 14 septembre » se sont vues reprocher leur décolleté « **provocant** », leur jupe trop courte ou leur nombril « **vulgaire** » et « **inapproprié** » ;

2. pourquoi la « **tenue républicaine** » du ministre de l'Éducation nationale s'en prend aux mini-jupes et autres mini-débardeurs, et non aux pantalons *baggy* ;

3. pourquoi l'ancien proviseur d'un lycée d'une commune française de l'Isère, en région Auvergne-Rhône-Alpes, a pu écrire cet email : « **Elle ne manque pas d'air la merdeuse. Je n'ose te dire ce que je lui souhaite. Signé : Michel Fourniret**. »

4. pourquoi l'hebdomadaire Marianne s'interroge dans un sondage sur les mesures à même de contraindre les femmes à changer leur tenue – plutôt que les hommes à changer leur regard ;

5. pourquoi en pleine séance à la chambre haute du Parlement français, le ministre de l'Intérieur, tout juste relaxé d'une affaire de viol, a pu faire des avances publiques graveleuses à une représentante du peuple : « **Je me ferais un plaisir de passer une soirée, une nuit, une journée avec Mme la Sénatrice**… »

Stéphane L. Polsky
Liaison William Morris

Extrait de l'émission ***Un poing, c'est tout*** sur Radio Libertaire (18/10/20).

RAISONS SANITAIRES, ÉTAT SÉCURITAIRE

LES ENNEMIS DE NOS ENNEMIS NE

**On nous l'a seriné en cours de maths : « les ennemis de mes ennemis sont mes amis. »
En maths peut-être, mais dans la réalité bien réelle, méfiance…** (*Le Monde libertaire*)

Le comble pourrait paraître, aux yeux d'actuel·le·s contempteur·se·s de l'État, que les anarchistes se plient docilement aux mesures sanitaires imposées par le Comité de Sécurité Nationale, sous la caution d'experts suspects de complaisance avec le pouvoir. Imposées, oui, puisque leur entrée en vigueur est assortie des contrôles et sanction de rigueur, sous la férule des habituels « représentants de l'ordre », nos amis les flics. Imposées, oui, puisque, de fait, la consultation de la population demeure inexistante dans l'actuel régime qualifié de démocratique.

Sous des formes diverses, un discours circule qui, à première vue, pioche sans vergogne dans une phraséologie qui pourrait évoquer celle des anarchistes. Méfiance envers un État qui impose ses lois, établissement sournois d'une dictature sanitaire, diminution des libertés puis perte de la liberté… Les gens qui nous gouvernent tireraient prétexte d'un risque qualifié de négligeable pour jouer sur les peurs de la population et instaurer des mesures établissant le cadre d'une future et progressive tyrannie des actuels dirigeants de l'État. Le « peuple » qui se soumet aveuglément constituerait un ramassis de moutons, de larbins serviles qui n'osent pas se révolter contre ces diktats irrationnels.

En apparence, ça a la couleur de l'anarchisme, ça a le goût de l'anarchisme.

Mais ce n'est pas de l'anarchisme.

Oui, pour nous autres anarchistes, l'État continue de représenter l'ennemi à abattre.

Oui, toute dérive sécuritaire, toute forme d'exercice du pouvoir, toute violence légale, tout glissement vers une forme encore plus autoritaire de gouvernement, tout cela est un objet de détestation de la part des anarchistes.

Mais ne nous y trompons pas ! Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis !…

On a d'abord envie de railler. Bonjour la prise de conscience !… 2020, il vous en a fallu du temps pour réaliser que l'État portait en lui toute une série de potentialités d'oppression. Il est significatif de constater que la majorité des milieux anti-mesures sanitaires, anti-masques, anti-vaccins, etc. appartiennent plutôt à des catégories favorisées de la population. Le soupçon se fait jour d'y voir une classe moyenne, plutôt à l'abri du besoin en général, qui crie au complot de l'État menaçant de réduire « nos » libertés. ***Nos*** libertés, en l'occurrence, il s'agit d'abord de ***leurs*** privilèges. Dans bien des cas, il

s'avère que le glissement vers la droite les entraîne à assumer ouvertement et à afficher leur ralliement au « mouvement » (on ne sait trop comment le qualifier) xénophobe, homophobe et anti-féministe Q-anon.

Autre soupçon : pour ces personnes, il ne s'agit pas de tirer prétexte de la « prétendue pandémie » pour stopper toute une série de chaînes de production, où se trouvent des ouvriers et des ouvrières au travail, pourvoyeuses de biens de consommation. Au boulot, les larbins ! Ces pseudos révolutionnaires ignorent, comme ils l'ont toujours fait, les véritables enjeux sociaux de l'oppression économique.

Alors quoi ? Nous autres anarchistes, nous serions d'accord avec les décideurs, les dirigeants, les représentants du pouvoir ? !

Non. Nous sommes d'abord solidaires. Nous pensons d'abord aux populations fragilisées, à risque, les plus exposées au risque mortel dont le virus du covid est potentiellement porteur. Nous pensons ensuite aux membres du personnel des soins de santé, les applaudi·e·s de 20h il y a quelques mois… Celles et ceux qui ont dit cet été : OK, la première vague est passée, mais faut se préparer pour la seconde au cas où. Faut des moyens, et des moyens humains d'abord, parce que nous, on n'en peut plus. Tirons les leçons de nos erreurs et anticipons !

Ce culot des élus et des élues… Venir affirmer sans honte avoir été pris par surprise, qu'ils ne s'attendaient pas à ça…

Du coup, la réponse ne s'est pas fait attendre : confinement, télétravail, fermeture des commerces non-essentiels, couvre-feu, surveillance et contrôles renforcés et sanctions à la clé.

Trouvons-nous, nous autres anarchistes, que ces mesures sont justes ?

Non. Elles ne sont au fond ni justes ni injustes. Elles sont nécessaires. Elles sont nécessaires à défaut de mieux. Elles répondent de manière inadéquate à l'imprévoyance des politiques. Et nous n'allons pas non plus abaisser notre seuil de vigilance. Le couvre-feu : il semble que l'efficacité sanitaire en soit douteuse.

Donc oui, nous conservons l'impression que l'État bourgeois prend toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour limiter les libertés individuelles (usine/caserne, école /caserne, interdiction de manifestations, ordre de confinement à domicile, réglementer les déplacements…) D'autant plus que les pleins pouvoirs au gouvernement contrent les luttes et autorisent les patrons à contourner les droits au travail : excès de zèle, autoritarisme sanitaire, contournement

SONT PAS (FORCÉMENT) NOS AMIS

du salaire garanti, exagération dans la mise au chômage temporaire… **Non**, les anars ne sont pas devenus de sages petits moutons dociles.

Y a-t-il un complot des politiques ?

Non. Depuis quelques décennies, les politiques organisent la société selon des critères économiques, favorisant le profit et l'accumulation du capital dans les griffes dans d'un petit nombre de nantis. Ce n'est pas un complot. Ces agissements sont connus et se sont déroulés au grand jour. Hélas, nous déplorons que la pandémie permette d'accentuer encore davantage cette dynamique d'oppression : depuis le début de la crise, le nombre de chômeurs a augmenté de 186 000 unités, constatait la Banque nationale en juin dernier. On sent les premiers effets désastreux pour les prolétaires. Des réactions de colère et des luttes sont à prévoir. À espérer. Et nous en serons !

Sous le prétexte des conditions exceptionnelles provoquées par la pandémie, on a l'impression que les capitalistes et leur État mettent en place un système de contrôle social. À nous, travailleurs, travailleuses, avec ou sans emploi, de contester dès aujourd'hui ce qu'ils jugent nécessaire, pour pouvoir s'y opposer lorsque la situation sociale sera beaucoup plus critique, lorsque la crise économique naissante plongera les populations dans des conditions de vie calamiteuses et les poussera à se rebeller contre tout ce qui représente le pouvoir politique et économique.

Les mesures prophylactiques préservent-elles les gens des risques sanitaires ?

Tout le monde n'est pas épidémiologiste. Alors dans le doute, le bon sens nous incite à suivre le principe de précaution et à respecter les règles de distanciation physique, le port du masque, etc. même si c'est pénible, énervant, contraignant, inconfortable. Parce qu'en l'occurrence, il ne s'agit pas de sa propre santé, de sa propre vie, mais : 1) du risque de contamination de personnes dont le virus pourrait mettre la vie en danger ; 2) d'éviter la saturation des services hospitaliers dont les conséquences constituent également un danger pour les personnes atteintes d'autres pathologies.

Voulons-nous vraiment d'une société où il faut choisir entre les malades que l'on soigne et les malades que l'on va laisser sans soin ?

Et pourtant, cela ne nous empêche pas de laisser libre cours à une société où l'on choisit qui est mis à l'abri des risques de contamination et qui doit continuer à y être exposé.

Confinement, télétravail… Oui, mais pas pour tout le monde. Allons-nous continuer de faire semblant d'ignorer que tant de travailleuses et de travailleurs sont tenus de demeurer entravés in situ dans les chaînes du salariat, pour permettre à l'économie de continuer à tourner ? La pression sur ces travailleurs et travailleuses-là existe et toute une série de mesures antisociales les contraignent à continuer le turbin sur des lieux de travail où les conditions sanitaires ne sont pas respectées. Les loisirs sont suspendus. Y a plus que bosser que tu peux faire !…

Masqué·e·s, nous le sommes, nous autres anarchistes du groupe Ici & Maintenant, même si le respect des consignes ne fait pas l'unanimité au sein de la Fédération anarchiste. Pour certain·e·s, « **l'État ne peut pas m'obliger à porter un masque, et on n'est même pas assuré que cela serve à quelque chose** ». Soit. Nous en revenons au principe de précaution. Certes le respect des consignes, ça marche quand il est librement consenti. Nous déplorons que ces mesures ne fassent l'objet que de si peu de consultation auprès des populations directement concernées, notamment sur le point du couvre-feu. Nous pourrions d'ailleurs ne pas les respecter. Ce n'est pas parce qu'un État nous indique quoi faire que nous nous en acquittons servilement. Pour nous, la désobéissance n'est pas un truc nouveau. Mais en ce moment, en attendant d'obtenir des certitudes mieux établies, nous ne voyons que la nécessité d'accomplir un devoir de solidarité. Ni docilité ni obéissance à une autorité que nous ne reconnaissons pas, et ce, pas plus demain qu'aujourd'hui, pas plus qu'hier.

Car là se situe un autre enjeu de taille : l'État, nous le contestons depuis la naissance du mouvement anarchiste. L'arbitraire des gouvernants, nous le combattions avant, nous le combattons encore et nous le combattrons demain.

Le « monde d'avant », nous l'avons combattu durant la Commune de Paris, nous l'avons combattu en Catalogne en 1936, nos frères et sœurs le combattent au Rojava, au Chiapas…

Le « monde d'après », c'est pour cela que luttent les anarchistes. Bien avant la crise sanitaire. Un monde d'après véritablement adelphique, de frères et de sœurs. Pas un monde d'après où des poignées de révolté·e·s de la onzième heure se bornent à restaurer l'exercice petit-bourgeois de quelques privilèges de classe. Mais une organisation égalitaire, libertaire, basée sur l'autogestion et les assemblées. Le programme n'existe pas, il n'est pas écrit à l'avance. Il reste à faire, toujours déjà, par chacune et chacun, dans le rassemblement d'une volonté collective qui préserve les aspirations individuelles de chacune et chacun.

« Ici et Maintenant »
Groupe belge
de la Fédération anarchiste

SÉCURITÉ GLOBALE : EN MARCHE... VERS LA DÉMOCRATURE

QUAND LA POLICE FAIT LA LOI

L'État a toujours laissé à sa police une grande latitude en contrepartie de la protection armée contre les « débordements » populaires.

Une proposition de loi « relative à la sécurité globale », fortement inspirée par le Ministère de l'Intérieur, a été déposée par le groupe LREM à l'Assemblée nationale le 20 octobre 2020 : « **L'insécurité prend aujourd'hui des formes de plus en plus variées dans le quotidien des Français** », exposé des motifs.

« **Cette proposition de loi soulève des risques considérables d'atteinte à plusieurs droits fondamentaux, notamment au droit à la vie privée et à la liberté d'information** », Claire Hédon, « Défenseur des droits ».

Les principales dispositions pour rassurer la « France qui a peur » et « protéger ceux qui nous protègent » : renforcement des pouvoirs et armes de la police municipale et des agents de sécurité privée, multiplication de l'installation de caméras (rues, immeubles, entreprises, salles de spectacle), drones de surveillance, utilisation des images en temps réel, droit pour les policiers de conserver leur arme hors des heures de travail, etc.

La forte limitation de la diffusion des images de policiers a fait beaucoup réagir : « **J'avais fait une promesse, qui était celle de ne plus pouvoir diffuser les images des policiers et des gendarmes sur les réseaux sociaux. Cette promesse sera tenue** », Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur. « **Elle vise à empêcher la révélation d'affaires de violences policières illégitimes, souvent dissimulées par la hiérarchie des fonctionnaires en cause** », intersyndicale de journalistes.

Les deux rapporteurs de cette loi policière :

Alice Thourot, avocate, refuse tout amendement non liberticide : « **Cette disposition a été demandée par la police, il faut l'adopter telle quelle** ».

Jean-Michel Fauvergue, ancien chef du GIPN puis du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), affirme : « **nous voulons que les agents ne soient plus identifiables du grand public** » et « **critiquer la police, c'est critiquer la France** ».

SOURIEZ, VOUS ÊTES FICHÉS !

> Un rapport parlementaire de 2010, « La sécurité partout et pour tous », énumère déjà les « solutions innovantes » dont la police doit se doter : « **mini-drones d'observation, vidéoprotection intelligente, fouille des données sur internet, reconnaissance faciale, nouvelles technologies de biométrie**... ».

> En mai 2012 est créé par décret le **fichier TAJ** (Traitement des antécédents judiciaires), regroupant les « personnes surveillées » par la police nationale ou la gendarmerie, avec la possibilité nouvelle de contenir « **toute photographie comportant des caractéristiques techniques permettant de recourir à un dispositif de reconnaissance faciale** ». La CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) alerte alors sur les « **risques importants pour les libertés individuelles** ».

En 2018, le TAJ contient 18, 9 millions de « personnes mises en cause » dont 8 millions de photos, prises dans un commissariat, collectées sur internet ou à l'occasion d'un contrôle dans la rue.

> Depuis 2005 le passeport biométrique européen intègre une puce qui contient une photo du visage intégrée à un **fichier TES** (« Titres électroniques sécurisés ») créé pour l'occasion, comprenant notamment cette « **image numérisée du visage** ». En mars 2012, une loi le fusionne avec le fichier « cartes d'identité » et ses photos, ce qui est censuré par le Conseil Constitutionnel, puis remis en place dans un décret d'octobre 2016 par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Son utilisation ne prévoyant pas la reconnaissance faciale, la police a tout loisir de copier la photo d'une personne du TES dans le TAJ.

La police peut consulter ces fichiers pour « **défendre les intérêts fondamentaux de la nation** » : « **atteintes à la forme républicaine des institutions** », « **violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique** », « **participation à un attroupement après les sommations** », « **organisation de manifestations interdites ou non déclarées** », etc.

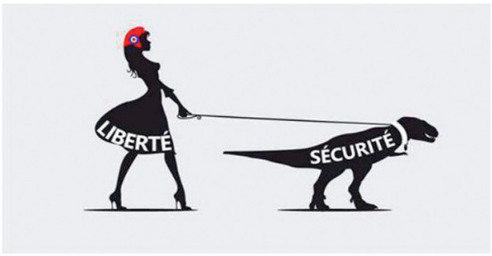
SOURIEZ, VOUS ÊTES FILMÉS !

Une loi de 2016 a autorisé les policiers et les gendarmes à filmer leurs interventions par des « **caméras-piétons** ». Ces images ne pouvaient être exploitées qu'*a posteriori,* lorsqu'un événement particulier survenu pendant l'intervention le justifiait, ce qui pour la CNIL constituait une des « garanties essentielles » pour rendre le dispositif acceptable.

Avec la loi « sécurité globale », le policier accédera aux images qu'il a enregistrées, qui pourront aussi être « **transmises en temps réel au poste de commandement** », pour une analyse automatisée en temps réel. Cela permet de renseigner en direct les agents de terrain sur l'identité de manifestants fichés dans le TAJ, facilitant gardes à vue « préventives », interdiction d'accès au cortège, interpellations non suivies de poursuite, fouilles au corps, confiscation de matériel, accusation de comportement injurieux, etc.

« Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux. »

Benjamin Franklin



La loi « sécurité globale » autorise également le déploiement de drones, notamment pour surveiller les manifestations. Ces images pourront être analysées par reconnaissance faciale en temps réel. N'importe quel individu « dérangeant » repéré au cours d'une manifestation pourra être suivi à la trace et appréhendé par les forces de l'ordre : « **Les drones sont utiles tant dans la conduite des opérations que dans la capacité d'identification des fauteurs de troubles** », Gérard Darmanin.

Ainsi, la reconnaissance faciale en temps réel pourra toucher n'importe quel militant ou presque.

SÉCURITÉ GLOBALE PARTOUT, LIBERTÉ NULLE PART

Jean-Michel Fauvergue et Alice Thourot avaient déjà présenté en septembre 2018 le rapport « D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale ».

La notion de « sécurité globale » date de quelques années, notamment d'une communication en octobre 2009 devant l'état-major à l'École Militaire « Mondialisation et sécurité nationale », faite par Yves Roucaute, directeur des « Cahiers de la sécurité » et ancien Président du comité scientifique de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice (INHESJ) : un État doit se donner les moyens de « prévenir risques et menaces qui se multiplient » : guerres asymétriques, crises sanitaires internationales, cybercrime, effacement des frontières, nouvelles technologies, etc. Il est absolument nécessaire de « repenser la sécurité en termes plus globaux, associant sécurité intérieure et enjeux stratégiques internationaux ».

Depuis, divers acteurs institutionnels, scientifiques, universitaires se rencontrent et réfléchissent en ce sens :

> L'Institut sur la sécurité globale et l'anticipation (ISGA)

« **L'insécurité est devenue une préoccupation majeure de nos sociétés démocratiques et urbanisées. Le citoyen attend de sa police une protection à toute épreuve que l'affaiblissement de l'État-providence peine à garantir. Il est nécessaire d'anticiper afin de mieux cibler les actions de protection et de les rendre plus efficaces** ».

> L'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI)

Jean-Marc Berlioz, son directeur, prône un rapprochement serré entre police et militaires et propose de « **percevoir les liens entre défense et sécurité en termes de coopération et de continuité** ».

> La revue *Sécurité globale*

Réalisée notamment par Xavier Raufer, expert en criminalité, terrorisme et insécurité urbaine, après avoir été militant d'extrême-droite dans les années 1960. On ne sera pas surpris d'y trouver Alain Bauer, conseiller de Nicolas Sarkozy et Manuel Valls sur les questions de sécurité.

> Dossier « Théorie de la sécurité globale : rétrospective et perspectives »

En 2014, son auteur, le commandant Éric Dufès, affirme : « **À tout moment, il faut s'attendre à des déséquilibres de tous ordres agitant le spectre d'une situation de crise. En raison de cette inquiétude, la sécurité, et son antonyme l'insécurité, s'invitent de plus en plus systématiquement dans les discours, les slogans, les débats politiques, les médias et les écrits scientifiques** ».

Sont recommandées : « **coopération des polices européennes, utilisation de systèmes de vidéosurveillance, modernisation des fichiers de police, usage de la biométrie, institutionnalisation de réserves de gendarmerie et de police ».**

« **La sécurité globale est l'affaire de tous, une co-production de l'État, de la société et de chaque individu. L'esprit de la population est une des clés de la sécurité globale *».***

> Police de sécurité au quotidien (PSQ)

Fin 2017, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a lancé la Police de sécurité du quotidien (PSQ) qui s'intègre dans la « sécurité globale ». Gendarmes, policiers, sécurité privée, experts consultés préconisent notamment de « **rendre les condamnations judiciaires et les mesures répressives plus dissuasives, développer la coopération avec les polices municipales ; accroître la participation des habitants à leur propre sécurité** ».

RÉAGIR ?

Aujourd'hui les « forces de l'ordre » censées nous rassurer sont près de 500 000, si l'on ajoute aux policiers et gendarmes, les polices municipales (multipliées par 4 en 30 ans), les polices privées (7 % de progression par an), les militaires de l'opération Sentinelle.

Le climat actuel de peur et d'« union sacrée », soigneusement entretenu par l'État et les médias, face aux risques qui semblent s'accumuler (attentats, virus…) engage chacun à rester calfeutré chez soi, voire à utiliser la délation en bon « voisin vigilant ».

Est-il encore possible de mener des actions efficaces pour faire reculer la démocrature qui se met en place ?

Élan noir

PANDÉMIE DE GRIPPE ÉTATIQUE

1er octobre 2009, un article du Monde libertaire…

La pensée anarchiste a dès l'origine fait le lien entre un système d'oppression – la religion –, un système d'exploitation – le capitalisme – et un système de domination – l'État. Les combinaisons sont multiples, car, si leurs intérêts respectifs se conjuguent, et leur principe commun est toujours l'autorité, ils ont chacun leurs mécanismes internes propres et ils sont en compétition entre eux pour le leadership à l'intérieur d'un espace géopolitique donné.

La combinaison – produit de l'Europe occidentale – tenue jusqu'alors comme la plus performante était la démocratie parlementaire libérale, dont le capitalisme est le système économique, imprégnée de morale chrétienne (avec ou sans religion d'État). Au plan philosophico-marketing, cette combinaison a trouvé sa synthèse dans le modèle des droits de l'homme, aboutissant à la Déclaration universelle des Nations unies de 1949, qui a désamorcé ce que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française portait encore de germe révolutionnaire.

Face aux régimes dictatoriaux, qui ont l'avantage de ne pas s'embarrasser de l'assentiment des masses, notre modèle a dû développer des trésors de mystification pour tendre vers le même niveau de contrôle des populations, en prétendant garantir la liberté. De fait, l'histoire du xxe siècle est celle du totalitarisme, d'un côté comme de l'autre. Dans cette compétition, c'est aujourd'hui le modèle chinois, dans sa synthèse actuelle, qui fait le plus fantasmer la race des gouvernants à l'ambition un tant soit peu planétaire. Parmi eux, les plus en pointe du modèle libéral ont d'ailleurs abandonné la référence aux droits de l'homme comme outil d'action, même s'ils restent cités dans les discours. N'a-t-on pas entendu railler les « droits-de-l'hommistes », dont le suffixe en « iste », dans la bouche de ces tyrans, rime avec intégriste et terroriste.

Pour rester dans la course et développer des outils de contrôle toujours plus prégnants, les gouvernants libéraux ont donc fini par associer la liberté d'exercer un droit à un risque – ne serait-ce que le risque de se tromper – et la conformité à la norme comme la garantie de la sécurité. S'agissant d'organiser la vie d'êtres humains en société, ce mouvement du droit (phénomène social complexe) vers la seule norme (règle par nature simplificatrice et affaire de spécialistes) trouve une expression particulière dans le champ sanitaire. Qui n'appète pas à être en bonne santé plutôt que menacé par la maladie ? D'où ce développement des sciences dites cognitives, aux motivations ambiguës, qui aident à structurer un lien d'oppression entre une « maladie » sociale (déviance par rapport à la norme des puissants) et une maladie biologique (déviance par rapport à une norme biologique, donc apolitique et asociale, et partant, indiscutable).

Dans ce contexte, une pandémie est un moment propice, car la mise en scène de ces mécanismes sécuritaires, souvent contradictoires, est d'emblée posée à une échelle très large. La grippe baptisée « A » est à cet égard exemplaire.

LA SANTÉ PAR LE TRAVAIL

Après une première période d'inquiétudes, d'emblée posée à l'échelle internationale via l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il est apparu que la grippe A ne serait pas sensiblement plus mortelle que la grippe saisonnière, mais qu'elle serait plus virulente et plus contagieuse. Le risque est donc plus la démultiplication de l'effet de la grippe saisonnière, avec la particularité que, outre les cibles classiques (vieux, jeunes enfants et malades de troubles respiratoires), elle toucherait une proportion sensiblement plus grande de jeunes adultes actifs (les scénarios des ministères parlent de pics à 35 % de la population touchée).

Deux remarques immédiates. D'une part, le niveau de gravité (virulence et mortalité) de cette grippe A va surtout révéler un état sanitaire global de la population française, dont un des aspects est la précarisation croissante, avec mise à l'écart du système de soin. D'autre part, l'activité économique pourrait être perturbée par l'indisponibilité concomitante de 20 % à 30 % des personnels dans les entreprises et les administrations.

Toute l'ambiguïté du plan pandémie mis en œuvre par le gouvernement tient en ces deux termes. En effet, contrairement à ce qui avait été envisagé en cas d'alerte à la grippe aviaire (plus mortelle), et qui consistait à arrêter toute l'activité du pays (notamment les transports), pour circonscrire la pandémie, l'objectif premier du plan actuel – dans le contexte de crise économique et de fuite en avant du capitalisme – est d'organiser le maintien à tout prix du niveau d'activité maximal.

Cela conduit à quelques contradictions remarquables. Tout d'abord, pour la mesure préventive la plus forte – la vaccination –, il ne semble pas qu'une priorité quelconque ait été donnée aux populations les plus précarisées, qui sont pourtant à la fois les plus exposées et à la fois des vecteurs potentiels de diffusion, puisqu'ils survivent dans les espaces publics, notamment de transport (qu'on pense à la vision fréquente des grilles d'aération du métro, sur les trottoirs, qui assurent un peu de chaleur aux sans-abri… et servent de diffuseurs !). Or cette constatation, qui devrait logiquement conduire à s'occuper

Mars 2009, le monde découvre la grippe A (H1N1). L'origine ? Dans un premier temps un élevage de porcs au Mexique est suspecté. Trois mois plus tard, le département de l'agriculture états-unien déclare comme plus probable l'origine asiatique du virus : des porcs au départ puis un transporteur humain jusqu'en Amérique du Nord avant de se propager dans 125 pays. L'épidémie devenait pandémie… Pour se protéger ? Solutions hydroalcooliques, masques et respect des distances.

particulièrement de ces personnes, risque plutôt d'engendrer une répression accrue avec force mesures d'éloignement. Ensuite, même pour la population dite « active » (c'est-à-dire disponible pour la production capitaliste), ça tiraille entre les mesures préventives pour circonscrire la diffusion, et leurs conséquences sur l'activité salariée. On ferme des classes ou des établissements scolaires entiers dès trois cas avérés de grippe A, mais on évite soigneusement d'aménager le rapport salarié pour que les parents ne subissent pas seuls le contrecoup. On pourrait imaginer, face à une pandémie justifiant des mesures d'exception, d'augmenter le nombre de jours « enfant malade » dans la typologie des congés maladie. À la place, on invite simplement les entreprises à permettre aux salariés de griller par avance leurs congés 2010. À mettre en parallèle avec la machinerie coercitive du service minimal d'accueil lorsque le virus à combattre est celui la grève !

Et si les médecins peuvent prescrire des mesures de quarantaine, les grandes entreprises publiques, à qui on demande de décliner le plan pandémie (notamment les grandes entreprises de réseau), prévoient de faire des contrôles pour débusquer celles jugées de complaisance (par exemple pour pallier des contraintes de garde d'enfant).

« Le Syndicat de la magistrature (SM) a rendu public une circulaire du ministère de la Justice sur son plan pandémie, qui n'est rien d'autre qu'un état d'exception, décrété pour six mois renouvelables et qui consisterait à légiférer par ordonnances. »

SANTÉ ET LIBERTÉS

Une fois acquise la primauté du maintien de l'activité économique sur toute autre considération, l'État s'estime suffisamment légitime à limiter ou supprimer tout ce qui pourrait contrarier. On envisage ainsi la mise entre parenthèses de certaines obligations du droit du travail jugées comme gênant la souplesse d'utilisation de la main-d'œuvre valide.

Dans les entreprises de réseau à statut (SNCF et RATP principalement), les directions de ressources humaines (DRH) sont à l'œuvre. Il a déjà été annoncé que, par principe, un droit de retrait ne pourrait être invoqué en rapport à la grippe A. Cela alors même que l'on dit vouloir intégrer la grippe A dans le document unique d'évaluation des risques (qui traduit sur un plan administratif l'obligation générale de l'employeur de garantir la sécurité de son salarié), et alors même que le droit d'alerte n'est pas remis officiellement en cause. Ce sont donc clairement les droits qui offrent une capacité d'action concrète du salarié sur son travail qui sont visés. Tant que l'exercice du droit ne conduit qu'à des procédures documentaires ou à discutailler un permanent syndical, les machines RH savent gérer…

La particularité de ces mesures est qu'elles sont nécessairement « tous publics » et ne peuvent être ciblées sur une catégorie de salariés. Rappelons que la loi sur le service minimum avait été présentée comme n'étant pas une loi antigrève mais comme

permettant aux opérateurs de transport d'être plus efficace en situation perturbée. Dans les faits, les obligations nouvelles de la loi ne visaient que l'exercice du droit de grève (obligation du personnel concourant à la circulation des trains de déclarer leur intention quarante-huit heures avant la grève). Or on voit ici, dans l'hypothèse d'une forte indisponibilité concomitante d'agents de conduite et/ou d'aiguilleurs, que la loi laisse démuni. Le virus, dont les convictions syndicalistes ne sont pas claires, ne prévient pas quarante-huit heures à l'avance, et ne se laisse pas intimider ni codiriger par les professionnels de la cogestion…

Mais il n'y a pas que le champ des libertés dans le travail qui soit visé par les expérimentations sous couvert de grippe A. Début septembre, le Syndicat de la magistrature (SM) a rendu public une circulaire du ministère de la Justice sur son plan pandémie, qui n'est rien d'autre qu'un état d'exception, décrété pour six mois renouvelables et qui consisterait à légiférer par ordonnances, à mettre en suspens la justice des mineurs pour les renvoyer devant les tribunaux correctionnels, à tenir les audiences en huis clos, à rallonger la détention provisoire de quatre à six mois, ou à repousser la visite d'un avocat •••

PANDÉMIE DE GRIPPE ÉTATIQUE

GESTION DE LA « SANTÉ »

Des membres du « Collectif de paysans contre les normes » ont émis des réflexions intéressantes sur l'actuelle gestion étatique de la santé humaine[1]. Nous en reproduisons des extraits.

• • •

de la 1re à la 24e heure de garde à vue. On ne peut s'empêcher de faire un parallèle avec la loi du 4 avril 1955 sur l'état d'urgence, motivée à l'époque par la guerre d'Algérie, et qui avait été sortie des oubliettes en 2005 lors de la révolte dite « des banlieues. ».

Face au tollé, la ministre a fait un pas en arrière en parlant de simple document de travail, mais nous ne sommes pas dupes : l'État est par nature totalitaire, et ses représentants n'ont de cesse de justifier toute avancée vers un contrôle social absolu. Ce qui ne passera pas cette fois-ci sera resservi plus tard à une meilleure occasion.

Dans cette perspective, on perçoit mieux un des aspects de l'intérêt du battage médiatique autour de la grippe A. Les incohérences de politique sanitaire n'auront pas d'effet mortel significatif, contrairement au sida par exemple, avec son scandale du sang contaminé, et l'absence de toute mesure d'exception contre le clergé catholique (imaginez des gardes à vue de papes et cardinaux et une détention provisoire portée à douze mois renouvelables pour toute la curetaille !). En revanche, elle touche potentiellement tout le monde et sa propagation ne nécessite que d'être à moins de deux mètres l'un de l'autre. Du pain béni pour l'État, qui y trouve un allié de poids pour isoler chacun dans la peur de l'autre (donc du collectif) et de la liberté (assimilée à un danger via l'image de la maladie). Ainsi l'État nous laisse-t-il dans un rapport tutélaire, où l'autorité est la condition de la protection et vice versa. Bref, où le totalitarisme est la garantie de notre sécurité.

Dans la grippe porcine, le porc, c'est l'État !

Léa Gallopavo
groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

Nous constatons depuis quelques mois que la gestion sanitaire étatique appliquée aux humains, pour la « santé » de masse, entre autres pendant la pandémie de coronavirus actuelle, est en train de conduire aux mêmes effets que celle imposée aux fermes, aux élevages et cultures pour l'alimentation de masse. Il s'agit de la même idéologie et des mêmes outils de modelage des activités et des cerveaux qui fabriquent la réalité de demain en faisant croire qu'ils répondent à une nécessité d'aujourd'hui. [...]

Le choix, scientiste, modélisateur, issu des techniques de l'industrie, celui des consignes, des normes, des protocoles et traçabilités sanitaires pour « se protéger et bien sûr **POUR PROTÉGER LES AUTRES** » (les fameux autres à qui on n'a rien demandé) conduit à détruire dans les activités humaines et dans les modes de vie les possibilités de diversité des réponses, d'expérimentation, de libre arbitre, condamne les formes d'autonomies et de libertés et dissout les communautés humaines locales sans jamais résoudre les questions de santé qu'elles soient animales ou humaines. Cette gestion sanitaire étatique permet au bout du compte de légitimer la puissance industrielle agroalimentaire ou médicale et engendre, de par sa méthode hygiéniste et pharmaceutique, la survenue de la prochaine crise. [...]

« Ces méthodes de gestion sanitaire répandent la peur. »

Alors que l'on voit depuis des décennies, dans ou autour de nos élevages, s'enchaîner les pandémies animales et les mêmes consignes et réglementations sanitaires coercitives et dévastatrices qui s'ensuivent, désormais on commence à voir s'enchaîner les pandémies humaines, avec la même accélération au fur et à mesure de

ÉTATIQUE SÉCURITAIRE
HUMAINE ET ANIMALE

l'industrialisation de l'ensemble des aspects de la vie. Ayant observé et subi, dans nos vies agricoles, les effets et transformations qu'ont opérés ces crises sur la vie paysanne et aujourd'hui sur l'agriculture, on ne peut que constater qu'elles sont un moteur, une méthode de mutation industrielle accélérée des vies et activités humaines et d'élimination des moins intégrées au « **PROGRÈS** économique et social » en marche . [...]

L'expérience du confiné social, celle de l'immense dépossession de beaucoup d'aspects de nos vies face à l'État et à l'industrie, ressentie largement, a créé **POUR L'INSTANT** beaucoup plus de soumission que de révoltes, signe de communautés humaines, particulièrement celles urbanisées mais pas que, déjà bien détruites. [...]

Ces méthodes de gestion sanitaire répandent la peur, organisent l'acceptation et le conditionnement, trient, contrôlent, modèlent le monde de demain et nous savons que cela a organisé la destruction des communautés et savoirs paysans, fait disparaître les formes d'autonomie patiemment élaborées que portait la vie agricole et engendré une agriculture et alimentation industrielles, jusque dans la bio devenue le nouveau souffle et l'avenir de l'agroalimentaire. [...]

> **« Pourquoi cette pandémie de coronavirus nécessite plus d'attention et de modifications durables des modes de vies que celle du cancer qui tue beaucoup plus ? »**

La gestion sanitaire actuelle veut et va, comme à chaque crise, réprimer et supprimer des modes de vies plus autonomes et aussi les plus petites activités, les moins modernes ou moins normées ou les plus indépendants tout en faisant croire qu'après la crise, le « paradigme économique » va changer alors qu'il ne fait que trouver des solutions, s'adapter pour se perpétuer ou fabriquer ses outils de demain. [...]

Il y a la volonté de ne pas voir qu'un système de santé, tout service public qu'il

prétend être, même avec plus de dotations, ne peut pas répondre aux besoins parce qu'il est centralisé, industrialisé et dans les mains d'un État qui, par nature, cherche à contrôler donc à concentrer. [...]

Pourquoi cette pandémie de coronavirus nécessite plus d'attention et de modifications durables des modes de vies que celle du cancer qui tue beaucoup plus ? À quelle vie est-on prêt à se plier pour pouvoir rêver de vivre sans tomber malade, peut-être sans vieillir, en espérant petit à petit repousser la mort pour une vie sans fin ?

Le spectre de la maladie et l'espoir de santé éternelle sont-ils les meilleurs points de rencontre et moteurs des rêves de contrôle de l'État et d'expansion infinie de la vie technologie pour l'industrie ? [...]

Il y a des fonctions majeures de ces crises : faire disparaître ou mettre sous contrôle, administrer, trier les activités et les populations et accélérer l'industrialisation de la santé, de l'éducation, du travail salarié et du contrôle policier et dans le même mouvement, modifier le rapport quotidien de chacun au vivant grâce aux protocoles, normes sanitaires et à la funeste traçabilité (comme cela se passe depuis des décennies en agriculture) et ainsi transformer le rapport à la vie, à la maladie, à la mort en une longue angoisse d'hygiéniste qui ne trouve de répit et de nouvelle foi que dans l'espoir de la tutelle de l'État et de l'industrie. [...]

Nous sommes désormais parvenus à une situation où la sauvegarde du vivant domestiqué et maintenant industrialisé – animaux d'élevage, plantes de cultures et humains hors sol – nécessite régulièrement et de plus en plus souvent la destruction des animaux et plantes sauvages, des élevages en plein air et des cultures et élevages familiaux comme on l'a vu avec la peste porcine, la grippe aviaire... Le vivant industrialisé devient incompatible avec le maintien du vivant sauvage.

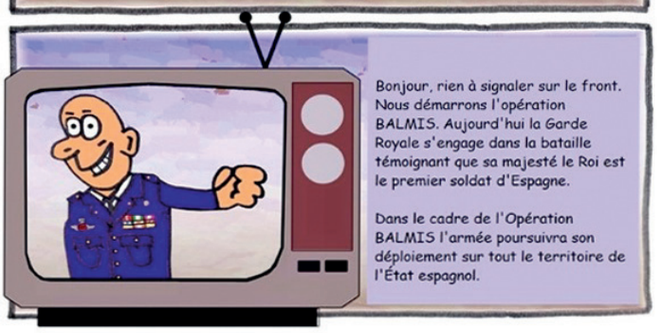
Quelques personnes
parmi celles qui organisent les rencontres du collectif

1. Monde Libertaire d'octobre 2018 : https ://www.monde-libertaire.fr/ ? article= La_mort_est_dans_le_pre

CRÓNICA DE UNA PANDEMIA
TRABAJADORXS ADMINISTRACIÓN PÚBLICA
Solidaridad Obrera

CHRONIQUE D'UNE PANDEMIE
Solidaridad Obrera

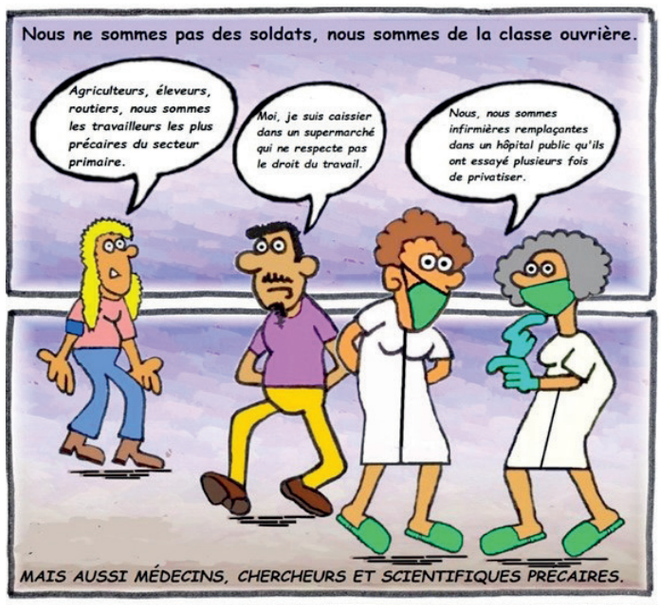
PREMIER JOUR DE CONFINEMENT
Le test


Bonjour, rien à signaler sur le front. Nous démarrons l'opération BALMIS. Aujourd'hui la Garde Royale s'engage dans la bataille témoignant que sa majesté le Roi est le premier soldat d'Espagne.
Dans le cadre de l'Opération BALMIS l'armée poursuivra son déploiement sur tout le territoire de l'État espagnol.

L'esprit du devoir de tous contre le Covid-19 est d'une importance vitale dans le cadre de cette opération et attestera que nous sommes tous des soldats et que chacun est à son poste. Dans cette drôle de guerre informelle que nous avons été appelés à vivre :
NOUS SOMMES TOUS DES SOLDATS !

Dans le cadre de ce conflit armé sans armes, les valeurs militaires permettent d'affronter de telles situations. Premièrement, la discipline, deuxièmement, l'esprit de sacrifice, et enfin un moral de battants, nous montrent clairement que nous allons gagner cette guerre contre la pandémie du Covid-19.

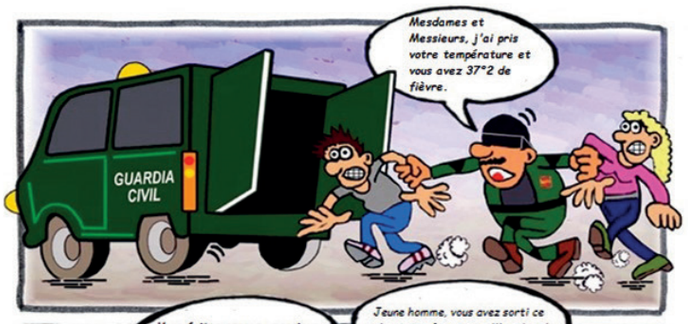
CECI N'EST PAS UNE GUERRE.

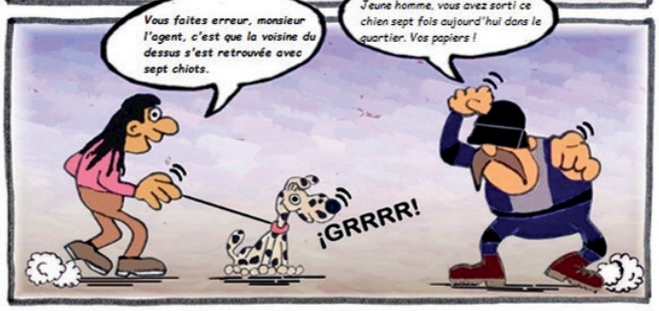

Nous ne sommes pas des soldats, nous sommes de la classe ouvrière.
Agriculteurs, éleveurs, routiers, nous sommes les travailleurs les plus précaires du secteur primaire.
Moi, je suis caissier dans un supermarché qui ne respecte pas le droit du travail.
Nous, nous sommes infirmières remplaçantes dans un hôpital public qu'ils ont essayé plusieurs fois de privatiser.
MAIS AUSSI MÉDECINS, CHERCHEURS ET SCIENTIFIQUES PRÉCAIRES.

NOTRE LUTTE, TOUJOURS CONTRE LE FASCISME, LE CAPITALISME ET SES RÉDUCTIONS BUDGÉTAIRES

TROISIÈME JOUR DE CONFINEMENT

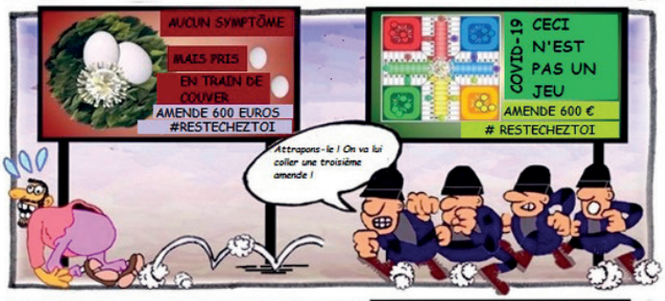
Liberté vs Sécurité



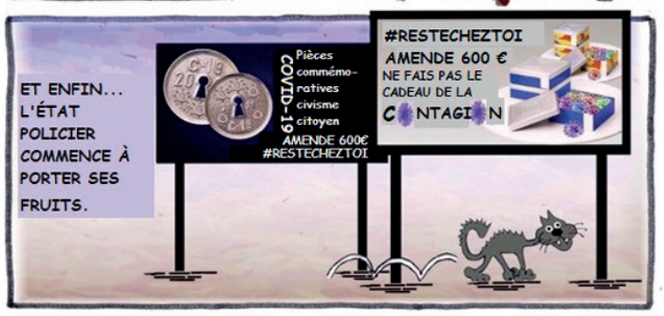


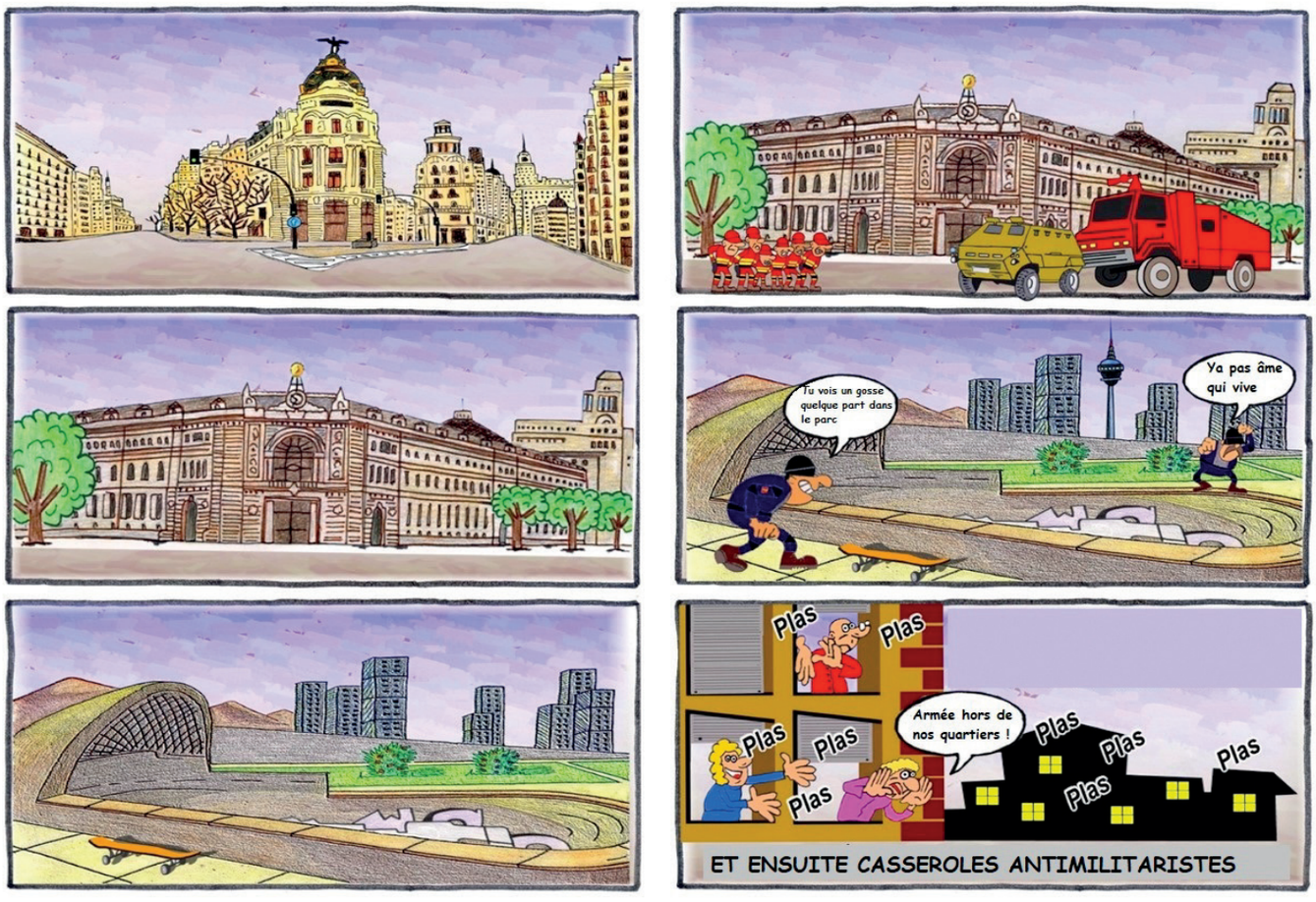
CINQUIÈME JOUR DE CONFINEMENT

JE SUIS UNE LÉGENDE



LA PRESSION DE LA POLICE S'ACCENTUE. LES RUES, PARCS ET JARDINS SONT VIDES, LES AVENUES ET PLACES DÉSERTES.





ADMINISTRACIÓN PÚBLICA
STOP
SOLIDARIDAD OBRERA

CHRONIQUE D'UNE PANDÉMIE
une bande dessinée proposée par Solidaridad Obrera

Traduction Monica Jornet du groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste.

La version complète originale est à retrouver sur :
http://www.solidaredadobrera.org
Traduction de la suite, chaque semaine sur le ML on line :
https://monde-libertaire.net/index.php?articlen=5192

C'EST POUR TON BIEN !

Un petit délire pour une fin fictive, malheureusement...

Quelques secondes après la sortie de l'artiste, c'est qui la sadique qui m'a foutu cette grande claque sur mon petit cul nu tout plissé ? Tout ça parce que je fermais ma p'tite bouche de futur téteur...

« **C'est pour ton bien !** »

On continue dans l'horreur... Pas encore eu le temps de gazouiller dans les bras du father que v'là sûrement la même tortionnaire qui me fout des saletés de gouttes dans les yeux.

« **C'est pour ton bien !** »

Rien à redire sur le lait maternel mais après... Les épinards, « **C'est pour ton bien !** » on les croyait bourrés de ferraille... La cervelle de veau, « **C'est pour ton bien !** » mais ça dopait pas le QI... La cuillère d'huile de foie de morue, « **C'est pour ton bien !** » qu'il fallait avaler sans gerber sur la main qui jouait à la gaveuse de mômes...

Passage par la case « école » avec tous ces « **C'est pour ton bien !** » à apprendre par cœur... La Loire a été sacrée empereur en l'an 800 au Mont Gerbier des Joncs par Jules César, Marius et Fanny...

Et puis tous ces vaccins « **C'est pour ton bien !** » qu'on m'a plantés dans le bras, les fesses sans me demander mon avis. Et ces lavements restés dans les annales... « **C'est pour ton bien !** » et puis si ça ne fait pas de bien, ça ne peut pas faire de mal...

Et ce mec déguisé qui voulait me pousser dans la bouche cette rondelle de pain azyme. « Courbe l'échine, à genoux, flagelle-toi, crois au grand vide et avale... **C'est pour ton bien !** »

> **« Où c'est que j'ai vu que j'avais le droit de jouer avec ma vie ? »**

Et ce mec enroulé dans son ruban d'emballage tricolore, fier comme un verrat primé au salon de l'agriculture, qui décide que cette cabane doit être démolie parce que pas assez confortable... « **C'est pour ton bien !** »

Et ce mec payé pour me piquer mon fric, tout ça parce qu'où c'est que j'ai vu que j'avais le droit de jouer avec ma vie et

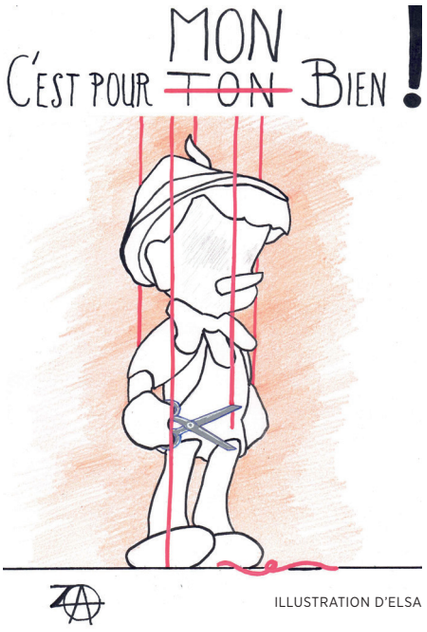


ILLUSTRATION D'ELSA

donc... la ceinture de sécurité « **C'est pour ton bien !** » Ok, je ferme ma gueule et je la boucle...

Et ces mômes qui ne pourront pas rejoindre leur père en France parce qu'une travailleuse sociale envoyée par la Préfecture du coin aura décidé que la chambre prévue était trop petite... « **C'est pour leur bien !** » même si toute une flopée de familles françaises s'entasse dans des logements plus petits sans que personne n'y trouve à redire.

Et ces routards à qui une meute de gens bien-pensants et bien posés souhaiterait couper les ailes pour les sédentariser « **C'est pour leur bien !** »

Et tous ces pauvres bougres qu'on expulse de leur camp de misère, qu'on disperse pour mieux contrôler... « **C'est pour leur bien !** »

Et cette retraite qui fuit quand je m'en approche... « **C'est pour ton bien !** » Et ces dimanches de magasins ouverts... « **C'est pour le bien des salarié·e·s !** » Et ces horaires no limit... « **C'est pour ton bien !** » Et ce régime draconien sur les indemnités en cas de licenciement abusif... « **C'est pour ton bien !** »

Et ces masques qui ne servent à rien puis qui servent à tout, qui sont introuvables puis qu'on doit acheter même à prix prohibitif... « **C'est pour ton bien !** » Et ces confinements qui sont exclus puis obligatoires puis terminés puis repris... « **C'est pour ton bien !** » Et ces mômes, ces jeunes qui ont le droit de s'entasser dans des usines à enseigner puis ont le devoir de vite rentrer se confiner hors temps scolaire... « **C'est pour leur bien !** » Et ces flics, ces caméras, ces drones pour surveiller tout ça... « **C'est pour notre bien !** »

Alors voilà, maintenant j'en ai juste marre qu'on décide ce qui est bien pour moi... Trop con pour me prendre en main ?... Sûrement. Alors, les Maîtres des « **C'est pour ton bien !** » ont longtemps voulu penser à ma place et ils continuent. Jusqu'à maintenant. Parce que... Stop ! Le Pinocchio, il a coupé ses cordes. Merci les Gepettos mais je vais me passer de vous.

Toi, c'est pas la peine de sortir ton mobile de malheur pour appeler au secours, y a pas de réseau... tu te croyais où ? Tous ces pauvres bougres qu'on expulse de leur camp de misère, qu'on disperse pour mieux contrôler... Expulsés par qui ? Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ! Tu n'en as pas ? C'est donc quelqu'un des tiens... Car vous ne nous épargnez guère, vous, vos bergers et vos chiens... T'as vu je me souviens encore de cette fable copiée cinq fois « **C'est pour ton bien !** » parce que je n'avais pas été foutu de l'apprendre dans les temps... Dans les temps... Dans l'étang... Je me trouve d'humeur badine à l'instant présent... Ce n'est pas un étang... C'est la haute mer.

Alors vous allez tous descendre dans ces deux canots de survie... Toi, le premier de la classe, le premier de cordée, c'est pas la peine de monter en température, y a plus les caméras... Alors vas-y, à toi l'honneur.

Ça peut tenir combien de temps, une bande de Gepettos, avant de s'entretuer ? Y aura bien un petit décret d'état d'urgence pour vous sauver la mise...

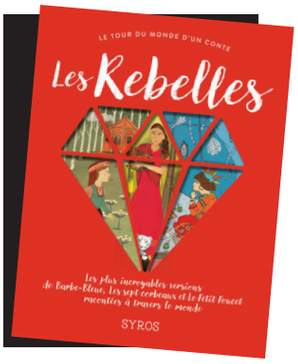
Faites-vous oublier... « **C'est pour votre bien !** »

Bernard

« Les rebelles »

ou la transgression de l'interdit dans les

Bien, après avoir traité du pouvoir dans les albums pour enfant, Florence nous emmène en voyage dans les contes traditionnels où l'interdit est transgressé.



Les rebelles, assurément un tel titre ne peut qu'interpeller les libertaires. De quoi s'agit-il ? D'un beau livre jeunesse de 385 pages paru en 2018 chez Syros (22 €) dans la collection « Le tour du monde d'un conte ». Le long sous-titre est tout aussi alléchant : « Les plus incroyables versions de Barbe-Bleue, Les sept corbeaux et Le Petit Poucet racontées à travers le monde ». La sélection et la réécriture sont de Fabienne Morel et Gilles Bizouerne. La source exacte est citée à la fin de chaque histoire. La postface est de Nicole Belmont, une universitaire en anthropologie sociale spécialiste des contes. Chaque série de contes est illustrée par une artiste différente. Le livre est aussi attrayant que rigoureux. Une table des contes présente pour chacun la nomenclature, des mots-clés, les lieux, les personnages, les objets et le temps à conter. Dommage qu'il manque le planisphère où situer les régions des contes collectés. Le public visé est autant l'adulte raconteur que l'enfant lecteur.

Le commentaire qui va suivre n'a aucune prétention psychanalytique ou universitaire, ce qui par ailleurs a déjà été fait, bien et abondamment. Ces remarques sont le fruit d'une réflexion autodidacte en la matière, de la part d'une lectrice à voix haute d'histoires aux enfants. Cela depuis quelques décennies dans différents cadres, familial, professionnel ou associatif. Sans oublier *Radio Libertaire*.

Les rebelles, ce titre interroge. Accrocheur, est-il d'abord un argument commercial ? Quelle est l'idéologie sous-jacente des contes choisis ? Qui se rebelle et pourquoi ? La libération est-elle conquise de haute lutte ou obtenue grâce à la charité d'une bonne fée ? Quel est l'ordre établi contesté et comment ? La rébellion est régulièrement contée aux enfants dès le plus jeune âge. Cependant l'aboutissement est très variable : la contestation d'un abus de pouvoir, beaucoup plus rarement du pouvoir en soi, notion déjà abordée dans *Le Monde Libertaire* de septembre et novembre 2020. Cet article en est la prolongation. La rébellion peut avoir des buts opposés : remettre en place l'ordre ancien après une dérive, ou ébaucher une organisation sociale novatrice.

Les contes choisis sont très anciens. Ils sont au départ, de tradition orale et font partie du patrimoine culturel de peuples très divers, collectés ici sur quatre continents. Concernant ces trois séries de contes, nous connaissons avant tout Perrault et Grimm qui ont fixé par écrit l'une des multiples versions dont l'ouvrage restitue un court aperçu de la diversité et des subtilités. Un regard politique réserve des surprises concernant le statut de la femme.

Le nombre des épouses successives ou des enfants des fratries ne change rien au fond. Que les personnages maléfiques ou bénéfiques soient humains ou animaux importe peu. Idem quant aux variations des scénarios. C'est la nature de la transgression de l'interdit qui compte. Et la perversité de la tentation à laquelle le personnage principal est confronté, de façon qu'il succombe inévitablement. Pour se libérer de la force dominatrice, le personnage faible n'a d'autre issue que la ruse. Ou d'une aide magique extérieure. La délivrance est donc soit active soit passive. La ruse est associée à l'intelligence et à la perfidie. Là, se pose la question de la fin et des moyens. Or dans un état de dépendance absolue, comment rester en cohérence avec ses principes moraux, en l'occurrence ici, la fin ne doit pas justifier les moyens ? Ce dilemme me taraude depuis toujours et je ne l'ai pas résolu.

Nous détaillerons plus les contes de *Barbe-Bleue* et traiterons globalement les contes de « la petite fille qui cherche ses frères » et ceux concernant « les enfants abandonnés dans la forêt ».

Première série : huit histoires de *Barbe-Bleue*

Les épouses de Barbe-Bleue et de ses clones doivent rester soumises et ignorantes. Leur enfermement est à la fois réel et symbolique. Leur savoir est dérobé, prix à payer pour le confort de châtelaine. C'est en cela que le mariage est une prostitution. Condamnées à demeurer des mineures à vie, leur désobéissance est punie de mort. La rouerie féminine répond à la violence masculine. Face au tyran, quelle est la marge de manœuvre de la personne assujettie ? La tyrannie mène au mensonge et à l'hypocrisie.

Les plus jeunes sont les plus dégourdies et les moins résignées peut-être parce que le formatage de l'éducation des filles n'a pas encore eu le temps de totalement les emmurer mentalement.

Parfois les victimes sont méchantes contrairement à la fille sauvée considérée comme méritante parce que charitable. La morale est sauve.

Les scénarios varient selon les régions d'origine, par exemple la fonction de guet est un personnage (sœur Anne chez Perrault) ou un animal ou absente. L'épreuve de la clef magique peut servir à sélectionner l'épouse.

La monstruosité du dominateur maléfique va de la couleur bleue de sa barbe jusqu'au cannibalisme. Il peut se métamorphoser en animal féroce.

En 2020 les murs de nos villes sont parsemés de collages comptabilisant les martyres bien réelles, mortes sous les coups du conjoint. Dans tous les milieux sociaux. Il ne s'agit pas non plus de lutte des classes dans cette catégorie de contes féeriques qui alimentent en somme la guerre des sexes.

contes traditionnels

BARBE BLEUE ILLUSTRATION DE LISON

La femme des contes doit se préparer à un destin sanglant : le sang des règles, de la défloration et de l'accouchement. Quand ce n'est pas celui d'être battue ou tuée par son époux. Son bonheur tient à la chance de tomber sur un mari le moins violent possible, si possible bienveillant, mais d'abord à son aptitude au labeur de recluse obéissante et discrète. La bienveillance masculine espérée est le corollaire de la supposée faiblesse féminine puisqu'un bon mari est censé bien veiller sur son épouse afin de la protéger dans la surveillance. Que les protagonistes soient riches ou pauvres, cela ne change rien au fond commun des histoires : la servitude de la femme dont varie sa marge de manœuvre pour l'adoucir. Peut-elle s'en affranchir ? Au lieu de transgresser provisoirement avant de mieux réintégrer l'ordre en vigueur. Une libération plutôt que la crise d'un rite de passage avant l'assagissement à vie.

Jusqu'où nous mènent ces contes cruels et merveilleux ? Quel est leur « possible social » au-delà de l'interprétation psychanalytique largement débattue ? Qu'en perçoivent les enfants qui s'en abreuvent avec délectation ?

Dans la version du ***Barbe-Bleue*** **de Perrault**, la survivante ne se rebelle pas, ne s'émancipe pas, elle appelle à l'aide et parvient à gagner du temps. L'institution du mariage n'est pas contestée. Le sien est juste une erreur de casting. L'ordre social est sauf.

Le ***Barbe Rouge*** **de Bretagne** est similaire. L'héroïne épouse l'un de ses sauveurs « une fois le deuil terminé ».

Les autres versions sont plus intéressantes.

Dans ***L'armoire de l'ogre*** **d'Italie**, la plus jeune des trois sœurs est leur sauveuse grâce à sa capacité à utiliser des objets magiques et à son intelligence. La fillette provoque la mort de l'ogre pris à son propre piège. Les trois filles emménagent avec leurs parents dans la luxueuse maison du défunt et oublient leur misère d'antan. Si la benjamine est actrice de sa libération, les objets magiques sont toutefois des accessoires indispensables. Aucun mariage annoncé.

Dans le **conte indien** ***La jeune fille qui avait épousé un tigre***, le beau jeune homme épousé, à l'apparence riche, devient un tigre féroce. C'est d'un enfant tigre que l'épouse met au monde. Grâce au secours d'une corneille, ses frères sont prévenus à temps pour organiser un piège qui tue le tigre à son retour de la chasse en tombant dans un puits sans pouvoir en ressortir. En apparence, pas de surprise à cette intrigue. Sauf qu'auparavant, l'épouse a déchiré son enfant en deux morceaux puis mis à rôtir au-dessus de l'âtre !

Dans ***Le château maudit*** **d'Auvergne**, Barbe-Bleue ne séduit ni n'achète ses épouses mais les rapte. Ce sont les fantômes des assassinées qui sauvent l'héroïne. Elle peut épouser son fiancé et avoir beaucoup d'enfants.

Moins passive que chez Perrault, elle s'enfuit grâce aux objets magiques fournis par les fantômes.

En Écosse, ***Le cheval gris*** tient le rôle de Barbe-Bleue face à trois sœurs. Les deux aînées refusent méchamment l'aide d'une chatte et sont décapitées. La benjamine sait saisir sa chance et rompt le sortilège dont était victime le cheval. Une baguette magique ressuscite les sœurs. Fin heureuse. Mariage et opulence. Ici, dans un entre-deux, l'héroïne n'est ni passive ni initiatrice de la ruse salvatrice.

La jeune fille et le serpent **du Tchad**, le beau jeune homme épousé s'avère être un long serpent à sept têtes qui la séquestre dans sa caverne. Son salut ne peut venir que d'un oiseau qui va prévenir ses sept frères qui délivrent la prisonnière, ici passive, et la ramènent à la maison. L'héroïne imparfaite s'est vue refuser l'aide de deux premiers oiseaux rancuniers parce qu'elle les avait jadis chassés du village. Le troisième l'aide puisqu'elle fut bonne auparavant envers lui.

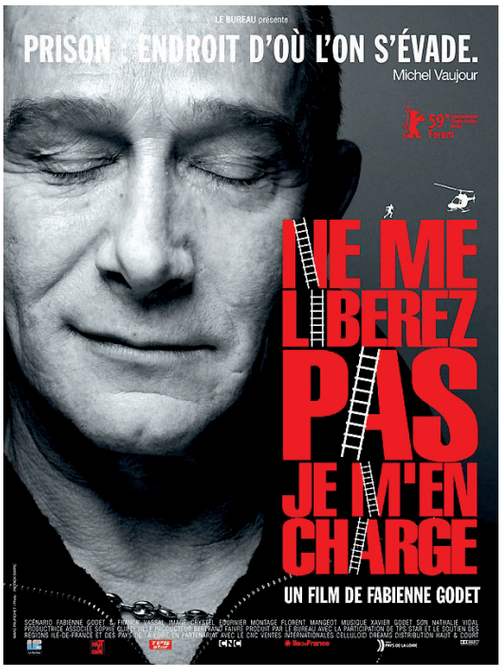
Dans le conte originaire de **Jérusalem**, ***Abu Freywar***, un père vantard vend sa fille aînée à un riche étranger. Celui-ci la suspend par les cheveux sans la tuer quand elle refuse de manger les oreilles que son mari s'est lui-même coupées devant elle. Même scénario pour la cadette qui tente en vain une ruse. La benjamine échoue à son tour malgré son intelligence et le chaton dont elle ne s'est pas séparée. C'est l'animal qui mange les oreilles repoussées. Car le mari s'avère être un *ghul* c'est-à-dire un dévoreur de cadavres capable de métamorphoses. Péripéties à rebondissements. L'ogre revient manger les trois enfants de la troisième sœur mariée à son sauveur qui l'accuse à tort et l'emprisonne. Si elle est active dans sa délivrance et sa réhabilitation, l'héroïne est cependant récompensée pour sa patience, la morale est préservée dans une fin heureuse. Ce conte est de loin le plus complexe du livre. D'autant plus que l'ogre se suicide ce qui est inaccoutumé dans un conte traditionnel.

[**La suite dans le prochain numéro.**]

Florence
de l'émission ***Des cailloux dans l'engrenage*** **89.4**

Un rebelle, un film, une chanson

« Rebelle anar » et non « truand », Michel Vaujour n'a « jamais plié devant personne », ni devant son père le maltraitant pour qu'il demande pardon à genoux d'avoir cassé un vase, ni devant « l'autorité de la société ».



Né le 16 janvier 1951, Michel Vaujour est un ex-braqueur français douze fois condamné à de la prison, où il passera au total 25 années de sa vie pour des faits de grand banditisme, ainsi que pour six évasions ou tentatives d'évasion.

Sa définition de la prison : « Endroit d'où l'on s'évade »

Un jour, il bouscule un gardien, prend avec la cire rouge de la croûte d'un fromage Babybel l'empreinte de la clé du trousseau qu'il porte à la ceinture, et la reproduit avec un morceau de fer travaillé à la lime et à la scie à métaux…

Relaté dans le film documentaire de Fabienne Godet *Ne me libérez pas, je m'en charge* (2008), cet épisode est à l'origine de la chanson « Le Caramel mou », extraite de l'album « Épouse-moi » (2010), de Stéphane Polsky, un compagnon de la liaison William Morris de la Fédération anarchiste.

Le Caramel mou

Liberty mon amour
Je bois à ta santé
La fin de mon séjour
Ici à la Santé
Le colis de Noël
Que tu m'as apporté
Grâce à toi grâce au ciel
Me rend la liberté

Le maton l'a ouvert
Il a tout déballé
Il a mis le couvert
Il s'est bien régalé
Il a mangé la cuisse
Il a pris la salade
Et quant à la saucisse
Quant à la persillade

Ah mon ventre gargouille
Il a bu le flacon
Le voleur la fripouille
Mais en laissant le con
Quand il l'a refermé
Deux beaux caramels mous
Loin d'être périmés
Assortis à l'écrou

Pardon Jacques Mesrine
Pardon Michel Vaujour
Pour mon humeur badine
Mais pour revoir le jour
Moi je n'ai pas besoin
D'hélico de Bombe
Mais bien pour tout tintouin
D'un simple caramel

L'heure a sonné c'est sûr
Ce soir ou bien demain
Je vais sauter le mur
Un caramel en main
D'un tour de passe-passe
Liberty ma beauté
Je vais mouler le passe
Vive la liberté

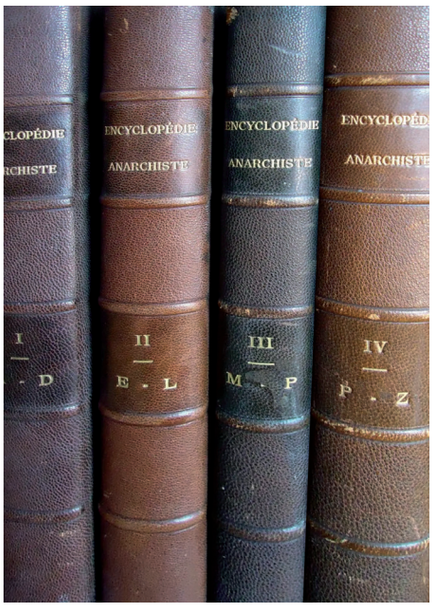
Adieu matons couloirs
Q.H.S. et parloirs
Préviens le Tout-Pigalle
Que je me fais la malle
Cette fois c'est la bonne
Tu vas voir les colonnes
C'est pour la Saint Sylvestre
Fais venir un orchestre

Mais je dois te quitter
C'est l'extinction des feux
Je viens de déguster
Un caramel fameux
Il m'en reste un second
Tu sais pour quel ouvrage
Pour actionner quels gonds
Je le garde en otage

Liberty ma chérie
C'est une catastrophe
Quelle crétinerie
Et je suis philosophe
J'étais près d'aboutir
Ah sèche ton rimmel
J'allais presque sortir
J'ai pris le caramel

Mais c'est à se taper
La tête contre un mur
Ah tu vas m'écharper
C'est un caramel dur

Encyclo Actu



L'encyclo anar poursuit sa route. Elle est toujours demandeuse de nouvelles contributions où propos et analyses généralistes sont passés au crible des conceptions et thématiques libertaires. Tous les thèmes sont donc possiblement abordables et recevables pour peu qu'il soit l'objet d'un regard critique fondé sur nos principes, notre conception du monde, de la vie et de la société…
En bref d'une autre teinture que l'Universalis ou la très numérique Wikipédia ; la nôtre doit être d'une tout autre teinture, certes savante, sourcée, référencée mais anarchiste.

Ce mois-ci trois nouveaux extraits d'articles. D'abord celui très actuel de Stéphane L. Polsky de la liaison William Morris, Paris, de la Fédération anarchiste sur les gilets jaunes.

« Par analogie avec le gilet de sécurité obligatoire en France depuis le 13 février 2008 pour circuler à bord d'une voiture particulière, un·e Gilet Jaune ou « gilet jaune » (avec des guillemets ou non, et avec ou non une majuscule au nom et/ou à l'adjectif) désigne un·e participant·e du mouvement de contestation pour la justice sociale, fiscale et environnementale initié le 17 novembre 2018, jour de l'appel national au blocage de tous les axes routiers lancé par une militante, Priscillia Ludosky […]**. De l'occupation permanente de plusieurs centaines de ronds-points et autres lieux à ciel ouvert (devenus pour certains, centres de socialisation à tendance autogestionnaire) à l'ouverture gratuite de péages autoroutiers, en passant par les manifestations hebdomadaires (ou « actes ») du samedi, les Gilets Jaunes clameront leurs revendications aussi bien en métropole qu'outremer […]. Ce mouvement, où pour certain·e·s a été, et, contre vents capitalistes et marées néolibérales, quoique moins flamboyant qu'à ses débuts, il guette en sourdine la moindre étincelle sociale pour rejaillir de ses braises. »**

Le deuxième, Libre pensée arabe (en 3 volets), est dû à la plume affutée de Mohamed El Khébir. Article encore une fois touchant à l'actualité brûlante du moment même si l'auteur nous guide dans son texte, des origines de la pensée et de la philosophie arabo-musulmane jusqu'à nos jours. Voici quelques extraits du premier volet.

« **Du côté musulman, on présente souvent la laïcité et l'athéisme comme des idées totalement étrangères à la culture arabo-musulmane, et pour les plus conservateurs comme étant des poisons inoculés par l'Occident pour saper l'islam et affaiblir les sociétés musulmanes** […et pourtant très tôt]**. L'idéologie sensualiste adoptée par certains zindiqs s'opposait à l'intelligibilité de l'existence d'un Dieu unique, révélait des contradictions dans le Coran, remettait en cause l'idée de la sagesse et de la bonté divines. Étaient de même contestées la création ex-nihilo du monde et la qualité de « Messager de Dieu » de Muhammad, tout juste considéré comme un habile stratège politique. Ce scepticisme, qui doutait plus qu'il ne niait, manifestait un désaccord fondamental avec les idées et théories des théologiens musulmans** […]**. Outre son impuissance, les zindiqs reprochent au Dieu coranique son injustice et son manque total de sagesse. Dans leur optique, Allah tel qu'il est décrit dans le Coran n'a rien d'un dieu bon, sage et juste. Au contraire, il est colérique, peu fiable, capricieux ; il ne veut pas le bien de ses créatures, mais crée le mal afin de les réduire en esclavage. Ainsi, un autre « manichéen » notoire, al Warraq (début IXe siècle), tirant en dérision le déterminisme coranique, aurait déclaré que celui qui donne à ses sujets des ordres dont il sait d'avance qu'ils ne pourront les exécuter, est un « fou ». Ce dieu fou, cruel et injuste, a toutes les caractéristiques du Prince des Ténèbres.** »

Le troisième extrait concerne la place des femmes en Afrique. C'est comme partout ailleurs une dimension importante de ce continent immense que nous rappelle Natacha Tallaire en nous relatant l'histoire de quelques-unes de ces Africaines

« **Au Soudan Ancien : les Candaces, qui ont régné 600 ans (de –300 à +300) étaient réputées comme de grandes bâtisseuses et de redoutables guerrières. La plus célèbre d'entre elles était Amani Shaketo qui mit en déroute les envahisseurs romains sous le règne d'Auguste César. Au centre de la famille, les femmes possédaient les biens et choisissaient leur époux. Elles régnaient sur le foyer et le troupeau, les hommes étant chargés des travaux pénibles. Les reines noires ont vécu en paix avec les pharaons. Les deux pays ont entretenu des relations diplomatiques et commerciales, jusqu'à ce que l'Égypte décide d'annexer la Nubie qui se défendit avec une force et une volonté qui surprit les assaillants** ».

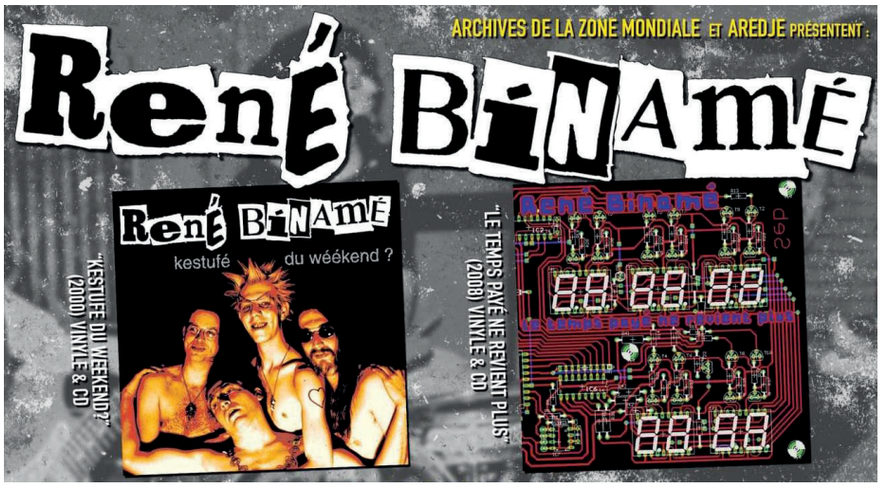
Donc lectrice et lecteur du *Monde libertaire*, nous attendons vos propositions de contributions

Hugues Lenoir, Pierre Sommermeyer

Pour lire la suite :
www.encyclopedie-anarchiste.xyz
Pour contribuer :
contact@.encyclopedie-anarchiste.xyz

Aredje ton char, Binamé !

René Binamé est un groupe belge fondé en 1988. Troubadours libertaires. Trimardeurs du rock libre. Ils ne te proposent pas une soupe fade ou de l'eau de vaisselle. Ça cravache ! De vrais dynamitards de la zicmu. Les Archives de la Zone Mondiale et Aredje viennent de rééditer les albums « Le Temps Payé Ne Revient Plus » (2008) et « Kestufé Du Wéékend ? » (2000) en CD et LP. L'occasion rêvée pour un petit entretien avec Olivier, chanteur, batteur et membre fondateur du combo.



Rééditer l'album « Kestufé Du Wéékend ? » en plein confinement, dans un climat de couvre-feu généralisé, c'est presque une vanne malicieuse ?

Ça en a tout l'air mais en réalité, avouons-le, c'est le fait du hasard. Mais cette coïncidence est tristement intéressante.

Kestufé du wéékend ? Le morceau éponyme, c'était la to do list d'un cadre qui cravache et se cravache. Kestufé du wéékend en 2020 ? La question elle est vite répondue : « Je bride les interactions sociales, les réunions familiales, les rencontres amicales, je garde la seule chose qui compte, le travail, l'accumulation du profit. » On le sait qu'il y a plein d'activité qui doivent continuer voire augmenter, mais pas n'importe comment, et on en verrait bien d'autres disparaître sans les regretter, mais pas n'importe comment non plus. Ça, c'est le sujet de Tic-Tac, le second morceau.

Il est à craindre que ce disque trouve une résonance avec l'actualité tant que nous serons sous la coupe du capital, tout simplement, et tout particulièrement en situation de crise quand le parti de l'ordre a le vent en poupe.

Sur « Le Temps Payé Ne Revient Plus », on savoure deux reprises époustouflantes. De la variété française fignolée. Eddy Mitchell et Sheila sonnent chansonnier(e)s anarchistes ! T'as été bercé par la chanson française populaire ? Ou c'est autre chose ?

C'est tout à fait ça, bercé par la chanson française, sous toutes ses formes, engagée, sérieuse, légère. Avec le recul, on se rend compte qu'énormément de chansons à première vue frivoles avaient un fond, parlaient sans en avoir l'air des problèmes de la vie quotidienne. Comme « L'heure de la sortie » de Sheila, mais beaucoup d'autres apparemment tout aussi inoffensives.

Et puis il y avait le papy Brassens, Moustaki, tonton Beaucarne, puis Trust, Brigitte Fontaine, Anne Sylvestre, Marc Ogeret, les 4 barbus, le GAM. Au final, quand Bérurier Noir est arrivé à nos oreilles, c'était encore de la chanson française, mais pas mal plus sombre et rugueuse, c'est clair.

Tout récemment, on s'est de nouveau fait plaisir en reprenant le « Merci Patron » des Charlots (en changeant le dernier couplet. C'est un problème de pas mal de chansons d'avoir un ou deux couplets intéressants puis une chute qui rétablit l'ordre…) et le « Allez les gars » du GAM (mais là, on est dans une chanson d'emblée délibérément combative) !

Dans ce CD, on prend parti ! Sur l'esclavage salarié, les kermesses électorales et la délégation du pouvoir notamment…

Y a une évolution. Nos premiers disques, y avait une bonne part de défoulement, de provoc, de dérision, du blasphème, de la moquerie. On ruait dans nos brancards du moment, un carcan catholique pesant. Nos cibles étaient classiques : le flic, le curé, le soldat. Puis on s'est rendu compte que même s'il y avait un symbole « dollar » sur la pochette de notre album « Vocation », à côté de galons et d'une croix, nous n'avions pourtant pas abordé le sujet de l'économie, de l'exploitation. Enfin si, mais par des reprises, l'Internationale dès nos débuts, puis une série de brûlots anarchistes. Avec Kestufé, on avait délibéré de le faire avec nos propres chansons.

On peut entendre une voix féminine sur deux morceaux. D'où vient ce fascinant et radical gazouillis ?

C'est Magali, du groupe parisien La Fraction, qui chante « Tic-Tac » et c'est Rachou, du groupe bruxello-suisse Pierre Normal, qui chante « Quelques mots sur le cirque électoral ». La Fraction, je pense qu'il ne faut plus les présenter, c'est quand même une référence absolue en punk-rock français, avec de beaux textes bien posés sur des riffs plein d'énergie. Pierre Normal,

c'est sans doute plus confidentiel, c'est chantant, électronique, poétique mais loin d'être inoffensif.

À propos d'anarchie, qu'est-ce qui te séduit là-dedans ? Ce que tu en as retiré et qui est non-négociable ?
L'étymologie, absence de pouvoir, de commandement, c'est à la fois la séduction de base et c'est ça qui est non-négociable. Pour peu qu'on soit en froid avec les fauteurs de l'ordre, les petits chefs, le carcan familial, les profs autoritaires, on est forcément séduit si on a la chance de rencontrer l'anarchie dans ses lectures, des conversations, des films, des chansons. C'est romantique et ça pourrait se ramener à la phrase de Clémenceau : « L'homme qui n'a pas été anarchiste à seize ans est un imbécile. Mais c'en est un autre, s'il l'est encore à quarante. » C'est habile comme formulation, aussi beau que « tout corps plongé dans un liquide… » mais c'est tout.

Et au final notre anarchisme n'a pas fondu avec l'âge, il s'est consolidé au contact d'initiatives concrètes de luttes et/ou au fil des concerts de soutien à des collectifs en tout genre, des fêtes de lieux de vie, de lieux de production ou de culture en autogestion en rupture avec les modes de fonctionnement dominants, de bâtiments ou terrains occupés en luttes contre des projets nuisibles.

Cette ardeur de musicien libertaire, c'est aussi pour tenter de vivre « en-dehors », d'échapper au salariat ? Vivre sa vie sans attendre l'âge d'or ?
Pour éviter le salariat, pour diminuer son emprise sur nos vies en tout cas, on est plutôt passé par la mise en commun, la vie en collectif, une relative austérité joyeuse. Notre activité musicale a certainement aidé puisqu'elle provoque beaucoup de rencontres qui nous apprennent énormément. Mais nous ne sommes pas des artistes professionnels. Pas par échec, c'est un choix initial délibéré, qui aurait pu fondre ou diverger par la suite mais qui ne l'a pas fait. Un choix qui nous permet

de jouer sans impératif de rentabilité, de retour sur investissement. Notre parcours pourrait être vu comme une carrière qui n'a pas décollé, une incapacité à percer, mais vu de l'intérieur, c'est l'expression de notre refus de parvenir, de notre volonté d'être effectivement en dehors de l'industrie du spectacle, de s'offrir et d'offrir autre chose.

Binamé est indissociable du label « Aredje ». C'est quoi c't'histoire ? Et quelles récentes découvertes chouettardes sont proposées ?
C'est une histoire simple… Quand on a sorti notre premier disque en 1988, on s'est dit qu'il fallait un nom de label et on s'est fait plaisir en prenant un mot wallon qui évoque le désordre, le boucan, la chienlit. Avec quelques mots en plus, « Aredje, chal e asteure »… Aredje, ici et maintenant ! Aredje peut ressembler à un vrai label mais à y regarder de plus près, on est longtemps restés pour l'essentiel (et avec plaisir) dans l'auto-production la plus basique avec les disques d'abord de René Binamé et des Slugs, puis de Beticiclopp, Crête et Pâquerette, La Marmite, les Lapins Électriques, Krakenizer. Ceci dit, ces dernières années, nous avons filé un plus ou moins petit coup de main à pas mal de groupes ce qui nous amène à une perle, le crépusculaire album « Je reviendrai » de Manu & the Bouret's.

On se quitte en abordant les éventuels projets, les prochaines envies…
Les projets sont clairement sur pause, on a bien fait deux clips de confinement, mais on n'a pas trop envie de se lancer dans une existence virtuelle qui est tellement à l'opposé de ce qu'on cherche. On veut des bisous, de la sueur, des contacts, respirer ensemble, masqué·e·s s'il le faut, pas tout de suite s'il faut attendre que passent des vagues, mais on veut se secouer pour dépasser cela… du coup, nos répés, plus nombreuses que d'habitude, sont plutôt des temps de réflexion… ce qui est confortable pour les voisins !

Propos recueillis par Sandro
Groupe Ici & Maintenant (Belgique)
de la Fédération anarchiste

Pour nos lecteur·trice·s hors Wallonie, *Binamé* est un mot wallon qui signifie « gentil, bien aimé » et *Aredje*… découvrez-le dans l e corps de l'interview !…

Primitivisme et effondrement

Tel est le sous-titre de l'essai de Pierre Madelin dans lequel il se livre à une critique argumentée du primitivisme qu'il définit comme un mythe du retour à l'âge d'or du pléistocène. Le monde d'avant la domestication, l'agriculture et la sédentarisation. Pour Madelin, le primitivisme bien que teinté « d'un imaginaire libertaire radical » est « un cul-de-sac politique et stratégique tant un retour à la civilisation des chasseurs-cueilleurs est illusoire ». Sociétés souvent certes assez égalitaires, souvent « contre l'état » mais où des formes d'esclavages et de fortes inégalités entre les hommes et les femmes pouvaient néanmoins exister. Sociétés par ailleurs qui n'étaient pas exemptes de violence guerrière souvent vecteur du principe de domination sur les humains et la nature. Le primitivisme est donc pour l'auteur une « impasse politique » car à l'évidence il est impossible de revenir à une économie de la cueillette compte tenu de la densité de population aujourd'hui.

Dans une seconde partie toujours en lien avec la critique du primitivisme, Madelin revient sur le mythe de la nature sauvage et « intacte » qui, de fait, n'existe pas, tant elle se transforme par elle-même et sous l'influence de ceux qui l'habitent : animaux, hommes, végétation… et qu'il serait « aberrant de vouloir protéger des espaces libres de toute influence anthropique ». L'homme n'étant « qu'un membre de la communauté biotique ».

Malgré quelques aspects positifs au primitivisme dont l'éveil de la conscience écologique que concède l'auteur, il fait l'hypothèse qu'il s'agit surtout « d'un individualisme mystique », voire un privilège de classe, celui de ceux qui peuvent sortir du système. Sans s'opposer au droit des individus de se retirer légitimement du monde tel qu'il est, le primitivisme révèle une société sans projet collectif d'émancipation. L'essai se conclut sur une allusion au communalisme libertaire de Murray Bookchin qu'il cite : « l'idée de domination de la nature ne peut être dépassée que par la création d'une société dépourvue de classes et de structures hiérarchiques ».

Un essai en d'autres termes qui donne à réfléchir quant à une harmonie possible entre le genre humain et ses environnements « naturels ».

Hugues
Groupe commune de Paris

PIERRE MADELIN
Faut-il en finir avec la civilisation ?
Primitivisme et effondrement
Écosociété, Québec, 2020,
disponible à Publico

Décolonisation : liberté octroyée ou fruit des luttes ?

Le terme même de décolonisation est particulièrement ambigu. En lecture superficielle, il donne le sentiment que les pays occidentaux européens ont, un beau jour, décidé de rendre à leur destin les peuples qu'ils avaient soumis dans des conditions abominables. Comme si la mission pseudo-civilisatrice de la colonisation chère à Jules Ferry et consorts avait atteint son but. La puissance dominatrice du discours colonisateur inspire encore aujourd'hui les propos de nombre de politiciens pour qui, malgré quelques bavures, la colonisation avait du bon.

Les auteurs de l'ouvrage ***Décolonisations*** ont souhaité « raconter l'histoire à l'endroit. Du point de vue de ses acteurs principaux : les peuples qui se libèrent. Dire la révolte, ce souffle qui se répand. »

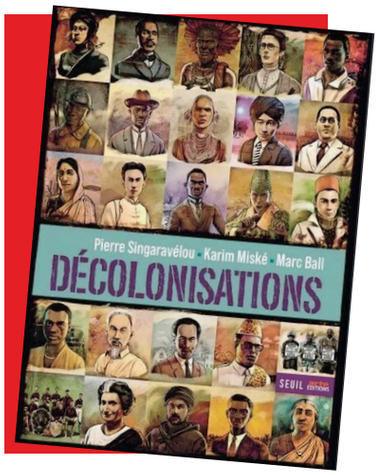
Ceux qui se sont battus

Le livre se positionne dans le même esprit que la série éponyme diffusée récemment sur la chaîne Arte : parler de ceux qui se sont battus, pas forcément les chefs de file en alternant de courtes biographies au style enlevé et des textes abordant des questions de fond comme le recours à la sauvagerie dans la répression au Congo belge, les mains coupées, ou en Algérie, la torture. Cela, nous le savons bien. Toutefois, connaît-on le premier génocide mené par l'Allemagne en Namibie envers les Namas et les Héréros ?

Tous les États européens ont participé à cet asservissement du continent africain et en Orient, pas seulement par une exploitation économique mais aussi par un racisme fondé sur d'absurdes recherches scientifiques par la Société d'anthropologie de Paris mesurant la capacité des crânes rapportés des colonies. L'individu colonisé est un objet, un animal exposé vivant, les zoos humains, ou mort lors d'expositions, le squelette de la Hottentote au Musée de l'Homme à Paris.

La libération viendra des peuples

Personne ne voulait voir, la libération viendra des peuples eux-mêmes. L'ouvrage insiste sur le rôle des femmes à l'origine de manifestations, comme Mary Nyanjin à Nairobi. Les formes de lutte furent diverses, la capacité de dire non, de refuser d'obéir en Inde, les techniques de guérilla



d'Abdelkrim dans le Rif inspireront Castro, Hô Chi Minh. Pour autant, ces luttes de libération ne suppriment pas le pouvoir, l'argent, les rivalités, les trahisons, les méfaits dévastateurs des religions, le combat doit continuer. Comprendre « cela demande d'épouser le souffle même de la révolte ».

Francis
Groupe Commune de Paris

PIERRE SINGARAVÉLOU, KARIM MISKÉ ET MARC BALL
Décolonisations
Éditions du Seuil, 2020

Une théorie féministe de la violence

Féministe antiraciste, présidente de l'association Décoloniser les arts, Françoise Vergès vient de publier *Une théorie féministe de la violence* aux Éditions La Fabrique.

Le slam chorégraphique de *Las Tesis*, collectif féministe chilien, qui accompagne les manifestations, pointe les véritables responsables des viols et féminicides : la police et l'État. Il affirme un refus de se faire protéger par la police car le principal instigateur des inégalités est précisément celui qui arme ceux qui nous frappent et il est vain de lui demander justice. « **La lutte contre les violences ne peut ainsi faire l'économie ni d'une critique de celles que l'État promeut et légitime, ni d'une critique des revendications féministes en direction de l'État et de la justice** ».

Si la récente mobilisation mondiale contre les violences sexuées et sexuelles, #MeToo, ouvre une opportunité théorique et pratique, défier le capitalisme patriarcal, l'autrice fait le choix de ne pas considérer le patriarcat sous le prisme « femmes victimes / hommes bourreaux » : elle oriente son propos sur la critique du recours à la police et à la judiciarisation des problèmes sociaux. Comme le montre Gwenola Ricordeau, dans *Pour elles toutes, Femmes contre la prison* (Lux éditeur, 2019), le système pénal ne sert pas à protéger les populations dites vulnérables. Quand la protection est soumise à des critères raciaux, de classe, de genre et de sexualité, elle contribue, par sa logique et sa mise en œuvre, à la domination.

Françoise Vergès vise à imaginer une société post-violente. L'impasse du féminisme carcéral est patente. À ceux et celles qui pensent que l'urgence serait d'abord d'enregistrer les plaintes pour viol, ou d'empêcher un homme de tuer sa femme en imposant l'éloignement de l'agresseur, Françoise Vergès montre qu'il est plutôt urgent de penser une politique de prévention au travers d'une autre idée de la justice plutôt réparatrice que punitive.

Elle soutient ainsi le démantèlement de structures inefficaces pour assurer la protection des femmes et sanctionner les agresseurs, organisées pour exclure, enfermer voire tuer, au profit d'un autre

fonctionnement de la justice, car les prisons ne nous sauveront ni du patriarcat ni de la violence.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

FRANÇOISE VERGÈS
Une théorie féministe de la violence
Pour une politique antiraciste de la protection
La Fabrique éditions, 2020,
en vente à la Librairie Publico.

Féminismes dans le monde

L'originalité de cet ouvrage paru aux Éditions Textuel, ce sont 23 récits rendant compte de mobilisations pour les droits des femmes dans autant de pays de notre planète monde.

L'ouvrage est coordonné par Pauline Delage, sociologue qui travaille sur les transformations du traitement des violences de genre dans différents pays, et par Fanny Gallot, historienne de l'histoire des femmes et du genre, du travail, du syndicalisme des féminismes. À défaut de citer toutes les contributrices, chercheuses, journalistes ou militantes féministes, donnons au moins les pays concernés : Algérie, Argentine, Belgique, Canada, Chine, Colombie, Égypte, Équateur, Espagne, France, Inde, Irak, Italie, Maroc, Mexique, Palestine, Sénégal, Roumanie, Russie, Suisse, Syrie, Thaïlande et Tunisie.

Que ce soit le fait de porter le féminisme au cœur du mouvement *hirak* en Algérie, celui d'enraciner le féminisme décolonial dans les luttes des peuples indigènes et paysans en Amérique latine, ou au Sénégal, que ce soit le développement du transféminisme au Canada ou du transgenre en Inde, ou le #Metoo = « lapin-riz » en Chine, la diversité des activismes féministes remet en cause l'ordre social et économique. Pour preuve encore, en Équateur, la revendication « mon corps m'appartient » se conjugue avec « notre terre nous appartient » quand en Espagne, la radicalité politique et anticapitaliste émerge de la grève féministe en 2017, ou de même en Suisse avec la grève féministe du 14 juin 2019, et le combat des femmes de chambre à Marseille demandant le respect.

Quant à l'Irak, les mobilisations des féministes ont redémarré depuis 2003, en Italie avec *Non Una Di Meno*, s'installent des stratégies de résistance et de survie à la violence. Au Maroc, les ouvrières agricoles s'organisent. Articuler antiracisme, anticapitalisme et féminisme au cours de rencontres entre féministes roms, militantes anarchistes et ONG féministes en Roumanie, pendant qu'en Russie, il s'agit de lutter contre les violences conjugales, contre l'impunité des agresseurs, et qu'en Syrie, l'enjeu est de mobiliser les femmes en temps de guerre. Les militantes de la Tunisie et de l'Égypte gèrent le renouveau féministe depuis le printemps arabe.

Il n'y aura de libération palestinienne sans celle des Palestiniennes et en Argentine, la révolution sera féministe ou ne sera pas !

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

SOUS LA DIRECTION DE PAULINE DELAGE
ET FANNY GALLOT
Féminisme dans le monde
23 récits d'une révolution planétaire
Éditions Textuel
en vente à la Librairie Publico.

Chroniques Noir & Rouge

Le mois de septembre nous a apporté le deuxième numéro de ces *Chroniques Noir et Rouge*, confirmant l'intérêt indéniable de cette revue répertoriant un certain nombre d'ouvrages d'auteurs libertaires ou abordant les thèmes anarchistes. Ouvrages récemment parus ou republiés.

Au long des quelque 70 pages de recensions on retrouve des signatures bien connues dans nos milieux. Dans le désordre : Claire Auzias, Sylvain Boulouque, Frank Mintz, Miguel Chueca, Pierre Bance, Daniel Pinós, David Rappe, Jean-Luc Debry… et bien d'autres.

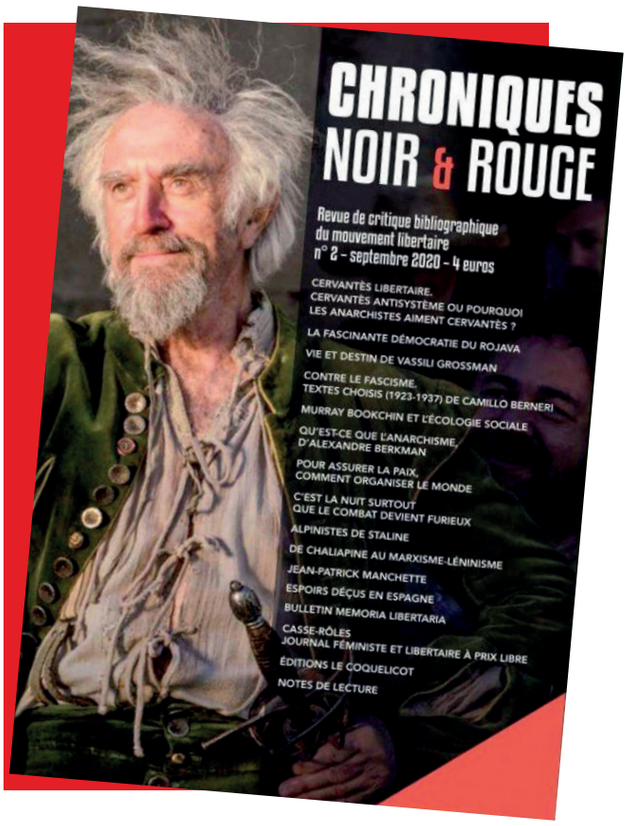
La richesse de ce deuxième numéro est telle qu'elle me pose un problème pour en rendre compte dans le court espace mis à ma disposition pour ce genre de recension. Je vais donc me contenter de mentionner quelques textes qui, pour des raisons diverses, m'ont particulièrement intéressé.

Tout d'abord une interview du journal féministe *Casse-Rôles* que nous connaissons bien à la Fédération anarchiste, journal auquel certaines (et certains) membres de notre organisation participent régulièrement. Journal qui a, cela va sans dire, une place de choix dans notre librairie Publico.

C'est ensuite la camarade Claire Auzias (qu'on ne présente plus dans *Le Monde libertaire*) qui nous éclaire sur la genèse du livre d'Alexandre Berkman *Qu'est-ce que l'anarchisme ?* écrit entre 1926 et 1934 et destiné à « refonder sur des bases contemporaines à son écriture, l'anarchisme dans le présent et l'avenir », après la désillusion et l'amertume qui suivirent l'enthousiasme pour la révolution russe, en constatant son dévoiement par les bolcheviques. Claire Auzias tempère quelque peu la vision optimiste (trop optimiste ?) qu'Alexandre Berkman pouvait avoir du genre humain, mais ne manque pas de rappeler que (décédé en 1936), s'il avait pu voir la Révolution espagnole et la mise en pratique de l'idéal libertaire, il aurait été conforté dans sa foi en une société libertaire garantissant pour chacun « un avenir commun émancipé ».

Autre texte dans ces *Chroniques Noir et Rouge*, dû cette fois à notre camarade Daniel Pinós qui revient lui, sur le livre d'Emilio Sora « *Cervantès libertaire* ». Il nous explique pourquoi les anarchistes ont toujours été fascinés par la figure historique de Don Quichotte. C'est que l'œuvre de Cervantès est effectivement remplie de « petites capsules d'idéologie libertaire ». En son temps la presse libertaire espagnole (Solidaridad obrera, Cenit…) avait consacré plusieurs numéros spéciaux à Cervantès et son Don Quichotte, ainsi qu'au « quichottisme et l'idéal libertaire ». Daniel Pinós nous annonce la publication prochaine aux éditions Noir et Rouge, de la traduction française de l'ouvrage d'Emilio Sora. On est impatient de l'avoir entre les mains.

L'ami Frank Mintz toujours aussi prolixe nous propose pas moins de quatre articles : entre autres sur Fedor Chaliapine, sur l'alpinisme russe (si, si !) et la répression subie par certains alpinistes et randonneurs de la part de l'appareil étatique dans la « patrie du socialisme ». Mais c'est surtout le



texte consacré au livre de Pierre Besnard *Pour assurer la paix, comment organiser le monde* qui interpelle. Dans cet ouvrage écrit entre 1939 et 1942, et destiné à être publié dans la France de Vichy, Pierre Besnard expose sa vision du fédéralisme comme moyen d'organisation. Mais pas mal d'ambiguïtés apparaissent au fil de ces pages publiées, redisons-le au moment où la République française était devenue l'État français de Pétain.

Pour quelle raison la quasi-totalité du tirage fut-elle détruite avant sa distribution ? Plusieurs hypothèses sur cette période pour le moins trouble et déroutante dans la vie de Pierre Besnard, ex-secrétaire de l'AIT. Frank Mintz les rappelle et décortique le contenu de l'ouvrage de Pierre Besnard dans son article d'une dizaine de pages (!) d'un intérêt certain. Mais rien d'étonnant, le camarade Frank nous a habitué depuis longtemps déjà à ses écrits à l'intérêt indiscutable.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí (FA)

Comme dit plus haut, la place est limitée dans *Le Monde libertaire* pour les recensions de livres ou revues, je ne peux que vous conseiller vivement de vous procurer ce numéro 2 de *Chroniques Noir et Rouge*. Comment ?
— Soit en le commandant à Éditions Noir et Rouge. 75, avenue de Flandres, 75019 Paris - ed.noiretrouge@gmail.com
— Soit en vous le procurant directement à notre librairie Publico, ou en passant commande à : Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

Chromiques Noir & Rouge
Revue de critique bibliographique du mouvement libertaire
n°2 - septembre 2020 - 4 euros
abonnement : 20 € pour 5 exemplaires

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails @federation-anarchiste.org sont abrégés en @federation...

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@federation...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire 8 rue Fouquerolles
02000 MERLIEUX
kropotkine02@riseup.net
• Athénée Libertaire Le Loup Noir
& Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles - 02000 MERLIEUX
permanence : 1er, 3e et 5e jeudi du mois
de 18 h à 20 h
• Athénée Libertaire L'Étoile Noire
& Bibliothèque Sociale
5, rue Saint-Jean - 02000 LAON
permanence : tous les lundis
de 14 h à 19 h 30 et tous les premiers
samedis du mois de 14 h à 19 h 30

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@federation...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@federation...
Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@federation...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@federation...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@federation...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal.
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@federation...

14 CALVADOS
Groupe Sanguin de Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@federation...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 SAINT-GEORGES-D'OLÉRON
nous-autres@federation...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@federation...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 DIJON Cedex
lamistoufle@federation...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman – Périgueux
perigueux@federation...
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121 - 25014 BESANÇON cedex
Librairie l'Autodidacte 5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@federation...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@federation...

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31 000 TOULOUSE
libertad@federation...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste
32 anartiste32@federation...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@federation...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation...
Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@federation...

34 HERAULT
Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@federation...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun 35000 RENNES
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@federation...
Liaison Redon
redon@federation...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@federation...

38 ISÈRE
Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

40 LANDES
Groupe Euskal Herria – Bayonne
euskal-herria@federation...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 SAINT-ÉTIENNE cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation...
Groupe Déjacque
dejacque@federation...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute@gmail.com

46 LOT
Liaison Lot-Aveyron
Actif dans la région de FIGEAC (Lot),
VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE (Aveyron),
DECAZEVILLE (Aveyron) et MAURS (Cantal)
liaison-lot-aveyron@federation...

50 MANCHE
Groupe Manche
11 rue Noël,
50100 CHERBOURG-EN-COTENTIN
Permanence : 1er samedi du mois
Café libertaire : 2e jeudi du mois à 20h00
Vente du Monde Libertaire sur place
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

53 MAYENNE
Liaison Stilgar
stilgar@federation...

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@federation...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@federation...
Groupe Jacques Turbin – Thionville
jacques-turbin@federation...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe Lucy Parsons in the Sky
bethune-arras@federation...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@federation...
Groupe « Mauvaise Graine »
mauvaisegraine@federation...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@federation...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du ML au 13 El Taller Treize
13 rue sainte-croix 66130 Ille-sur-Tet
john-cage@federation...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@federation...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@federation...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@federation...
Liaison Colmar - Maria Nikiforova
colmar@federation...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@federation...
Groupe Kronstadt
kronstadt@federation...
Liaison « Juste une étincelle noire »
letincelle-noire@riseup.net

70 HAUTE-SAÔNE
Liaison Haute-Saône
liaison.haute-saone@federation...

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
fa73@no-log.org

74 HAUTE-SAVOIE
Liaison Haute Savoie
haute-savoie@federation...
Groupe Lamotte Farinet
lamotte.farinet.fa@protonmail.com

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@federation...
Groupe Anartiste
anartiste@sfr.fr
Groupe Berneri Publico
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS
jacques.de-la-haye@wanadoo.fr
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS
botul@federation...
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS
commune-de-paris@federation...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS
groupe-louise-michel@federation...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette 75018 PARIS
Permanence tous les samedis
de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@federation...
Groupe La Révolte
la-revolte@federation...
Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
Place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@federation...
emille.armand@protonmail.com
https://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 ROUEN
rouen@federation...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@federation...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@federation...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@federation...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@federation...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@federation...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@federation...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@federation...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité 4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico 145 rue Amelot 75011 PARIS
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé.e.s
liaison95@federation...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@federation...

98 NOUVELLE-CALEDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@federation...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@federation...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil - 92300 LA CHAUX-DE-FONDS
SUISSE
flm@federation...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@federation...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes,
sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies,
leurs activités à la page suivante :
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

LE MONDE LIBERTAIRE
https://monde-libertaire.fr

BAD RABBIT

?
RON ! RON ! RON !
RON ! RON !
TU FAIS QUOI LÀ ?
LE COCHON, JE FAIS LE COCHON
RON ! RON !
A CAUSE DES BARBUS ! Y EN DE PLUS EN PLUS
DEPUIS JE VIS EN COCHON JE PENSE COCHON : PAS LAVÉ DEPUIS TROIS JOURS
DES BARBUS ?
OUI
AVEC DES CHEMISES DE BÛCHERONS ?
BEN OUI...
...MAIS SANS LES HACHES
C'EST DES HIPSTERS, SANS DANGER !
ILS MANGENT DU COCHON ?
OUI
ET MERDE !
ULRIC

IL Y A 150 ANS
LA COMMUNE DE PARIS
1871

COLLOQUE

PROGRAMME

SAMEDI_____10h - 22h15

Film La Commune de Guerra

Conférence inaugurale

Les internationalistes anti-autoritaires

La Commune et les femmes

La Commune et l'éducation

Les artistes et la Commune... Courbet et les autres

Concert avec Serge UTGÉ-ROYO

DIMANCHE_____10h - 16h

Les autres Communes : Marseille, Lyon, Limoges, Grenoble

Les réquisitions d'atelier, décret du 16 avril 1871

Conclusion des organisateurs

23 et 24 janvier 2021

au Lycée Autogéré de Paris
393, rue de Vaugirard
75015 - Paris

Métro / tram : Porte de Versailles

Programme détaillé sur notre blog :
http://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com

Organisé par la CNT-RP et le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste